



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE TOGOLAISE
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

TOGO 2016



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère de l'Economie et des Finances

Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

TOGO 2016



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale pour le TOGO / Secrétariat du Comité

**BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE
DU TOGO AU TITRE DE L'ANNEE 2016**

SOMMAIRE

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
LISTE DES ENCADRES.....	5
LISTE DES TABLEAUX.....	6
LISTE DES GRAPHIQUES.....	8
AVANT PROPOS.....	9
RESUME.....	10
INTRODUCTION.....	11
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	14
I.1- Balance commerciale des biens.....	15
I.1.1- Exportations de biens.....	15
I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	15
I.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	16
I.1.1.3- Orientation géographique des exportations.....	31
I.1.2- Importations de biens.....	35
I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens.....	35
I.1.2.2- Composition des importations de biens.....	35
I.1.2.3- Orientation géographique des importations.....	42
I.2- Balance des services.....	47
I.2.1- Exportations de services.....	49
I.2.2- Importations de services.....	50
I.3- Compte de revenu primaire.....	50
I.4- Compte de revenu secondaire.....	52
II- COMPTE DE CAPITAL.....	53
II.1- Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.....	53
II.2- Transferts de capital.....	53
III- COMPTE FINANCIER.....	55
III.1- Investissements directs.....	55
III.2- Investissements de portefeuille.....	55
III.3- Dérivés financiers.....	56
III.4- Autres investissements.....	56
IV- CAPITAUX MONÉTAIRES.....	58
IV.1- Actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	58
IV.2- Actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts.....	59

IV.3- Actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.....	59
IV.4- Avoirs de réserve.....	60
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	61
V.1- Évolution de la position extérieure globale nette.....	61
V.2- Structure géographique de la position extérieure globale.....	62
CONCLUSION.....	64
LISTE DES ANNEXES.....	65

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AIGE	Aéroport International Gnassingbé Eyadéma
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CAF (ou CIF)	Coût Assurance Fret (ou Cost Insurance Freight)
CCFCC	Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao
CEB	Communauté Electrique du Bénin
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
INSEED	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FAB (ou FOB)	Franco à Bord (Free On Bord)
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FSD	Fonds Social de Développement
IPPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PADAT	Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture au Togo
PAL	Port Autonome de Lomé
PASA	Projet d'Appui au Secteur Agricole
PAUT	Projet d'Aménagement Urbain au Togo
PDC	Projet de Développement Communautaire
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNIASA	Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PPAAO	Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
PPP	Partenariat Public-Privé
SNPT	Société Nouvelle des Phosphates du Togo
SEGUCE	Société d'Exploitation du Guichet Unique du Commerce Extérieur
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
USD	Dollar américain
WACEM	West African Cement

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Ajustements des exportations et importations de biens - Passage des statistiques du commerce extérieur aux données enregistrées en balance des paiements 18

Encadré 2 : Échanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA.....46

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Balance des transactions courantes	14
Tableau 2 : Evolution du solde de la balance des biens	15
Tableau 3 : Evolution des exportations de biens	16
Tableau 4 : Evolution du service de la dette et des exportations de biens	16
Tableau 5 : Evolution des exportations de marchandises générales	17
Tableau 6 : Evolution des exportations de marchandises en commerce général	20
Tableau 7 : Evolution des exportations de produits agricoles	21
Tableau 8 : Evolution des quantités et valeurs de cacao exporté	22
Tableau 9 : Evolution des quantités et valeurs de café exporté	23
Tableau 10: Evolution des quantités et valeurs de coton exporté	24
Tableau 11 : Evolution des exportations des autres matières premières agricoles	25
Tableau 12 : Evolution des exportations des autres produits d'origine végétale	25
Tableau 13 : Evolution des exportations de produits miniers	26
Tableau 14 : Evolution des quantités et valeurs de phosphate exporté	26
Tableau 15 : Evolution des quantités et valeurs de clinker exporté	27
Tableau 16 : Evolution des quantités et valeurs de minerais de fer exportés	28
Tableau 17 : Evolution des réexportations de produits pétroliers	28
Tableau 18 : Evolution des exportations de produits industriels	28
Tableau 19 : Evolution des quantités et valeurs de ciment exporté	29
Tableau 20 : Evolution des quantités et valeurs d'or non monétaire exporté	31
Tableau 21 : Répartition des exportations par zone géographique	32
Tableau 22 : Proportion des exportations en Afrique	34
Tableau 23 : Evolution des importations de biens	35
Tableau 24 : Evolution des marchandises générales importées	36
Tableau 25 : Evolution des importations de biens en commerce spécial	37
Tableau 26 : Evolution des importations en commerce spécial par grands groupes de produits	37
Tableau 27 : Evolution des importations des biens de consommation	37

Tableau 28 : Evolution des importations du groupe "Alimentation–Boissons-Tabacs".....	39
Tableau 29 : Evolution des importations du groupe "Autres produits finis pour la consommation"	40
Tableau 30 : Evolution des importations d'énergie et lubrifiants	40
Tableau 31 : Evolution des importations des matières premières	41
Tableau 32 : Evolution des importations des biens d'équipement	41
Tableau 33 : Répartition des importations par zone géographique	42
Tableau 34 : Proportion des importations en provenance d'Afrique	45
Tableau 35 : Evolution de la balance des services	47
Tableau 36 : Evolution du solde des transports	47
Tableau 37 : Evolution du solde des voyages	48
Tableau 38 : Evolution du solde des autres services	49
Tableau 39 : Evolution des exportations de services	49
Tableau 40 : Evolution des importations de services	50
Tableau 41 : Evolution du solde du compte de revenu primaire	51
Tableau 42 : Evolution du solde des revenus des investissements.....	51
Tableau 43 : Evolution du solde du compte de revenu secondaire.....	52
Tableau 44 : Evolution du compte de capital	54
Tableau 45 : Evolution du solde du compte financier	55
Tableau 46 : Evolution des autres investissements	57
Tableau 47 : Evolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	58
Tableau 48 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts	59
Tableau 49 : Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts	60
Tableau 50 : Avoirs de réserve	60
Tableau 51 : Position extérieure globale	62
Tableau 52 : Position extérieure globale par zone géographique	63

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1- Evolution des cours du café, du cacao et du coton	12
Graphique 2- Evolution de la balance des transactions courantes et de ses composantes ...	14
Graphique 3- Evolution des exportations de produits agricoles	21
Graphique 4- Evolution des exportations de cacao en volume et en valeur	22
Graphique 5- Evolution des exportations de café en volume et en valeur.....	23
Graphique 6- Evolution des exportations de coton fibre en volume et en valeur	24
Graphique 7- Evolution des exportations de phosphate en volume et en valeur	26
Graphique 8- Evolution des exportations de clinker en volume et en valeur	27
Graphique 9- Evolution des exportations de ciment en volume et en valeur	29
Graphique 10- Répartition des exportations par zone géographique	32
Graphique 11- Evolution des exportations en commerce spécial (volume et valeur)	36
Graphique 12- Répartition des importations par zone géographique	43
Graphique 13- Evolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	50
Graphique 14- Evolution des actifs et engagements des autres institutions de dépôts.....	51

AVANT PROPOS

Le présent document analyse l'évolution de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Togo au titre de l'année 2016. Conformément aux dispositions du Traité de l'UMOA et du Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, la BCEAO est chargée de l'établissement des comptes extérieurs des Etats membres de l'Union.

Les comptes extérieurs ou internationaux d'une économie retracent les relations économiques entre les résidents de cette économie et les non-résidents. Ils sont harmonisés avec les comptes du Système de Comptabilité Nationale. Les comptes extérieurs comprennent : la balance des paiements et la position extérieure globale (PEG). La balance des paiements est un état statistique qui résume les transactions entre résidents et non-résidents durant une période donnée. La PEG, quant à elle, donne, à un moment déterminé, la valeur des actifs financiers et des passifs des résidents d'une économie à l'égard des non-résidents. Le compte des autres changements des actifs et passifs financiers retrace les autres flux, tels que les réévaluations, et rapproche la balance des paiements et la PEG, en mettant en évidence les changements dus aux événements économiques autres que les transactions.

La balance des paiements comprend le compte des transactions courantes ou compte courant, le compte de capital et le compte financier. Le compte courant enregistre les échanges de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires. Le compte de capital retrace les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits et les transferts en capital. Le compte financier recense les variations des acquisitions nettes d'actifs financiers et des accroissements nets des passifs. Contrairement au compte des transactions courantes et au compte de capital qui font apparaître les écritures en débit et crédit, le compte financier enregistre les opérations sur actifs et passifs financiers sur une base nette. En effet, les débits réalisés sur une catégorie donnée d'actifs ou de passifs sont compensés par les crédits effectués sur les mêmes actifs ou passifs. Le solde du compte financier est égal à la différence entre les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs. Ainsi, un solde du compte financier négatif traduit des entrées nettes de capitaux alors qu'un solde positif reflète des sorties nettes de capitaux. Le solde du compte financier est désigné par « capacité (excédent) ou besoin (déficit) de financement » vis-à-vis du reste du monde. Il correspond, en théorie, à la somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital.

Les comptes extérieurs de l'année 2016, comme ceux de 2011 à 2016, ont été élaborés conformément à la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) du Fonds Monétaire International. Le MBP6, édité en 2009, prend en compte les développements récents liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux. Il assure également une meilleure cohérence avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur de la cinquième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP5).

Dans ce document, la balance des paiements est présentée suivant deux (2) optiques : l'optique BCEAO et celle FMI. A la différence de la présentation FMI qui intègre les opérations financières de tous les secteurs institutionnels dans le compte financier, l'optique BCEAO exclut de ce compte les investissements de portefeuille, les dérivés financiers et les autres investissements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (banques). Ces opérations du secteur monétaire, retracées dans le poste des avoirs et engagements extérieurs nets, constituent le solde de la balance des paiements.

En outre, la monnaie de référence, dans tout le document, est le franc CFA, sauf indication contraire. De plus, le séparateur de milliers est matérialisé par un point « . ».

RESUME

L'économie mondiale a évolué en 2016 dans un environnement économique et financier caractérisé par un ralentissement économique dans les pays industrialisés, contrastant avec le léger regain d'activité observé dans les économies émergentes. Le taux de croissance économique s'est établi à 3,1%, contre 3,2% en 2015.

Au plan national, la situation économique a été marquée par la poursuite des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures de base, notamment routières ainsi que la mise en service de la nouvelle aérogare de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma (AIGE). La campagne agricole a été relativement satisfaisante, soutenue par la poursuite de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA).

Dans ce contexte, la balance des paiements a enregistré en 2016, un excédent de 67.150 millions, contre un excédent de 114.995 millions en 2015, soit une baisse de 47.845 millions. Cette évolution résulte d'un désendettement net de 65.667 millions du compte financier, atténuée par l'amélioration de 13.816 millions du déficit courant et l'accroissement de 4.159 millions de l'excédent du compte de capital. Le déficit courant hors dons publics rapporté au PIB se situe à 11,7% en 2016, contre 13,1% en 2015, en liaison notamment avec la baisse du déficit de la balance commerciale.

Le déficit du solde des transactions courantes s'est amélioré de 13.816 millions, en passant de 272.563 millions en 2015 à 258.747 millions en 2016, du fait du repli de 6,4% du déficit de la balance commerciale.

Le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 163.551 millions, contre 159.393 millions en 2015, soit une hausse de 2,6%, en liaison essentiellement avec la progression des dons (projets) reçus par l'Administration publique.

Ainsi, les échanges avec l'extérieur se sont soldés en 2016 par un besoin de financement de 95.196 millions, couvert par les opérations financières.

En effet, le compte financier a enregistré en 2016 des entrées nettes de capitaux à hauteur de 159.805 millions, contre des entrées nettes de 225.472 millions en 2015, en ligne avec l'évolution des autres investissements et investissement de portefeuille.

Les transactions extérieures se sont soldées, en 2016, par une hausse des créances nettes des institutions de dépôts sur les non-résidents de 67.150 millions, en relation avec l'augmentation de 136.364 millions des créances nettes des autres institutions de dépôts sur les non-résidents, atténuée par le repli de 69.314 millions de celles de la Banque Centrale.

S'agissant de la position extérieure globale nette, elle a enregistré un repli de 101.823 millions avec un solde net de -1.697.544 millions, contre -1.595.721 millions un an plus tôt, en raison principalement de la progression des engagements au titre des investissements de portefeuille et des autres investissements, en particulier les prêts et les crédits commerciaux.

INTRODUCTION

L'environnement économique et financier au cours de l'année 2016¹ a été marqué par les difficultés économiques observées dans les grands pays industrialisés, notamment la baisse des investissements, ainsi que par le recul des cours du pétrole et les incertitudes liées à la décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union Européenne, le « Brexit ». Dans ce contexte, l'économie mondiale a subi un léger ralentissement. Son taux de croissance est ressorti à 3,1% en 2016, après 3,2% en 2015, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), établies en janvier 2017.

Dans les pays industrialisés, la croissance économique a ralenti à 1,6% en 2016, après 2,1% en 2015, en dépit des politiques monétaires accommodantes des banques centrales et de la baisse des cours du pétrole.

Aux Etats-Unis, la croissance du PIB réel s'est située à 1,6% en 2016, après 2,6% en 2015, en relation avec une activité plus faible que prévu au premier semestre de l'année. La vigueur du dollar et la faiblesse persistante de l'investissement des entreprises ont affecté l'activité économique notamment dans le secteur manufacturier.

Dans **la Zone euro**, la progression du PIB s'est limitée à 1,7% en 2016, après une réalisation de 2,0% en 2015. La croissance de la consommation privée est restée modeste et l'investissement privé, bien que soutenu par l'assouplissement des conditions de financement, a faibli. Les craintes liées au choc du Brexit ont également exercé un effet modérateur sur l'activité économique.

Au niveau des pays émergents et en développement, le taux de croissance économique est resté stable, en se situant à 4,1% en 2016. En Chine, le taux de croissance de l'activité économique est ressorti à 6,7% en 2016, après 6,9% en 2015. La nouvelle politique des autorités chinoises, consistant à orienter les ressorts de la croissance vers la consommation intérieure et les services, a continué d'avoir un effet modérateur sur l'activité à court terme, tout en contribuant à mettre en place les conditions nécessaires pour une expansion durable à long terme. En Inde, la croissance économique a ralenti pour se situer à 6,6% en 2016, après 7,6% en 2015. Les signes de ce fléchissement sont perceptibles dans quasiment tous les secteurs d'activité. La croissance de l'investissement, déjà négative, s'est davantage détériorée. En outre, le remplacement de 86% des billets en circulation a provoqué une pénurie de liquidité et une baisse de la consommation. Le Brésil est demeuré en récession avec une contraction de 3,5% de l'activité en 2016, sous l'effet des chocs liés aux bas niveaux des cours des produits de base et des tensions sociopolitiques. En Russie, l'économie s'est stabilisée avec une baisse limitée à 0,6%, après un repli de 3,7% en 2015, en liaison avec la reprise des prix du pétrole, la levée des sanctions internationales et l'assouplissement des conditions financières.

La croissance en **Afrique subsaharienne** a décéléré pour s'établir à 1,6% en 2016, après 3,4% en 2015, soit son plus bas niveau depuis 1993. La faiblesse des prix des produits de base a largement contribué à la dégradation des performances économiques de la région, notamment au niveau de ses deux plus grandes économies, à savoir le Nigeria et l'Afrique du Sud, ainsi que dans la Zone CEMAC. Au Nigeria, l'activité s'est contractée de 1,5%. L'économie du pays reste affectée par les pénuries de devises provoquées par la baisse des recettes pétrolières, la faible production d'énergie électrique et la perte de confiance des investisseurs. En Afrique du Sud, la croissance a ralenti à 0,3%, après 1,3% en 2015. L'économie sud-africaine est pénalisée par le bas niveau des prix des produits de base, le déficit énergétique et les tensions sociopolitiques. Dans la Zone CEMAC, la croissance s'est établie à 1,6% en 2016, contre 2,8% en 2015.

¹ Rapport annuel de la BCEAO au titre de l'année 2016

Au sein de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, l'activité économique est marquée par la dégradation de la conjoncture économique au Nigeria, important partenaire commercial de certains pays de la Zone. Cependant, les économies de l'Union ont fait preuve de résilience, grâce à la poursuite des investissements dans les infrastructures de base, la bonne tenue de la production agricole et l'amélioration du climat socio-politique et sécuritaire.

Dans ce contexte, le produit intérieur brut de l'Union est ressorti en augmentation de 6,8% en 2016, après une progression de 6,6% en 2015. L'expansion économique a été portée par le secteur tertiaire, principal moteur de la croissance, avec une contribution de 3,8 points, à la faveur de la bonne tenue des activités commerciales, de transport ainsi que du dynamisme des services financiers et de télécommunications. Le secteur secondaire a été le deuxième pilier de la croissance économique, avec un apport de 2,2 points imputable essentiellement à la vigueur des investissements publics et privés, qui ont progressé respectivement de 13,4% et 3,7% en 2016.

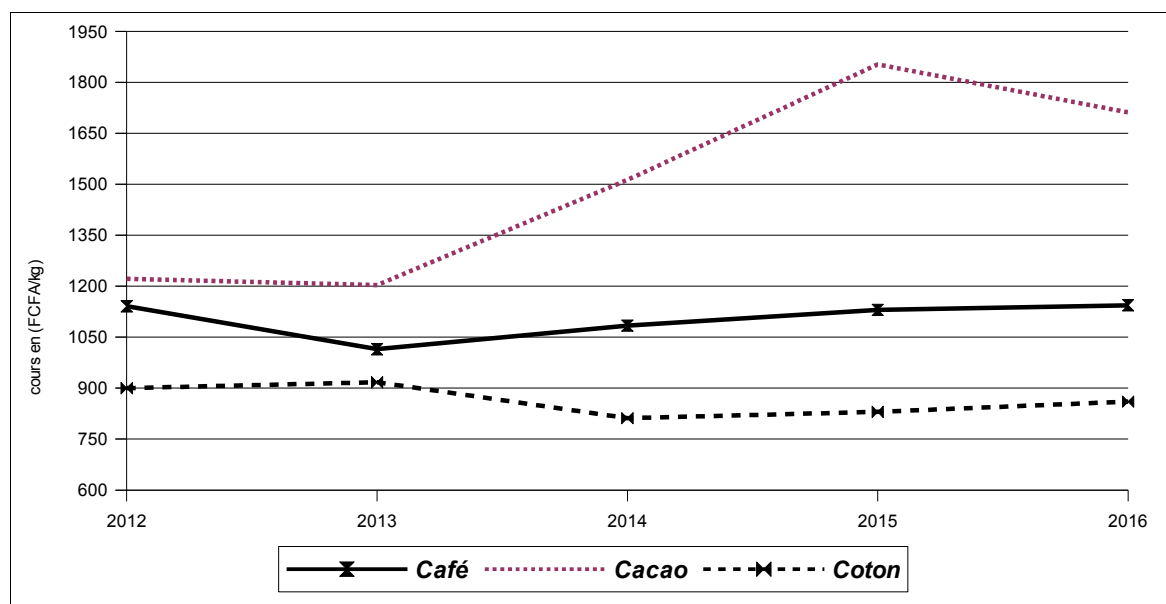
Concernant la production agricole, la campagne agricole 2016/2017 a été globalement satisfaisante. Les pluies ont été abondantes et bien réparties dans le temps et dans l'espace, induisant dans certaines régions des inondations, dont les effets sont restés limités sur les cultures. La situation phytosanitaire a été dans l'ensemble calme et maîtrisée, sauf au Burkina Faso et au Bénin où des dégâts dus aux infestations de chenilles sur le maïs ont été observés. Ainsi, la contribution du secteur primaire s'est élevée à 0,8 point en 2016, en hausse de 0,1 point par rapport à 2015, en raison de l'augmentation de la production vivrière (+7,5%) et des principales spéculations (coton graine, arachide et caoutchouc).

Au titre des matières premières, les cours des produits de base se sont, pour la plupart, orientés à la baisse, en raison des incertitudes entourant la reprise mondiale ainsi que les ajustements lents des offres et demandes de plusieurs produits.

S'agissant des produits énergétiques, les cours internationaux du pétrole ont fléchi de 11,3%, du fait principalement de la hausse de l'offre face à une demande atone. L'accroissement de l'offre du pétrole a été induit par la hausse des stocks aux Etats-Unis et le retour du pétrole iranien sur les marchés internationaux.

Les évolutions des cours du café, du cacao et du coton sont représentées dans le graphique ci-après.

Graphique 1- Evolution des cours du café, du cacao et du coton



Source : BCEAO

Le cacao et le café, cultivés principalement en Côte d'Ivoire, ont enregistré des productions respectives en baisse de 8,5% et 16,3%, du fait essentiellement du repos végétatif. Les récoltes de cacao et de café se sont situées respectivement à 1.681.284 et 122.010 tonnes pour la campagne 2016/2017, contre 1.836.800 et 145.700 tonnes lors de la campagne précédente.

La production de coton graine de l'Union est ressortie à 2.442.035 tonnes, en hausse de 21,3% par rapport à la campagne 2015/2016, du fait d'une pluviométrie satisfaisante et au maintien des mesures de soutien aux producteurs, notamment la mise à disposition des intrants et l'encadrement technique.

Au *plan national*, l'évolution de la situation économique en 2016 a été marquée par :

- la poursuite de l'exécution du Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture (PADAT), du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA) et du Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PAAO) ;
- la mise en service de la nouvelle aérogare de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma ;
- la poursuite des activités au niveau des Bâtiments et Travaux Publics, dans le cadre de l'exécution des travaux de réhabilitation des routes ;
- l'accroissement de l'offre de services bancaires, en relation avec la privatisation des banques et la suppression des frais sur certains services bancaires.

Dans ce contexte, l'évolution des principaux indicateurs en 2016 se présente comme suit :

- accroissement de 5,1% du PIB, en termes réels, qui s'établit à 1.533.257 millions, contre 1.452.090 millions en 2015. En termes nominaux, le PIB passerait de 2.417.773 millions en 2015 à 2.572.562 millions en 2016, soit une progression de 6,4% ;
- accroissement de 0,9% de la moyenne de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation en 2016, contre 1,8% en 2015 ;
- hausse de 8,6% des recettes courantes de l'Etat qui s'élèvent à 619.416 millions en 2016 (24,1% du PIB), contre 570.136 millions en 2015 (23,6% du PIB) ;
- augmentation de 23,6% des dépenses et prêts nets de l'Etat qui s'établissent à 955.103 millions en 2016 (37,1% du PIB), contre 786.771 millions une année plus tôt (32,5% du PIB) ;
- progression de 12,4% de la masse monétaire qui se chiffre à 1.448.552 millions en 2016, contre 1.288.842 millions une année plus tôt, se traduisant par un accroissement de 155.272 millions des dépôts en banque. Les crédits à l'économie augmentent de 13,4% en s'établissant à 1.082.757 millions en 2016 (42,1% du PIB), contre 954.616 millions en 2015 (39,5% du PIB), à la faveur des concours aux opérateurs économiques des secteurs du commerce de gros et de détail, des restaurants et hôtels, ainsi que des services fournis à la collectivité, des services sociaux et services personnels . La Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est améliorée de 48,3%, passant de 59.896 millions en 2015 à 30.948 millions en 2016.

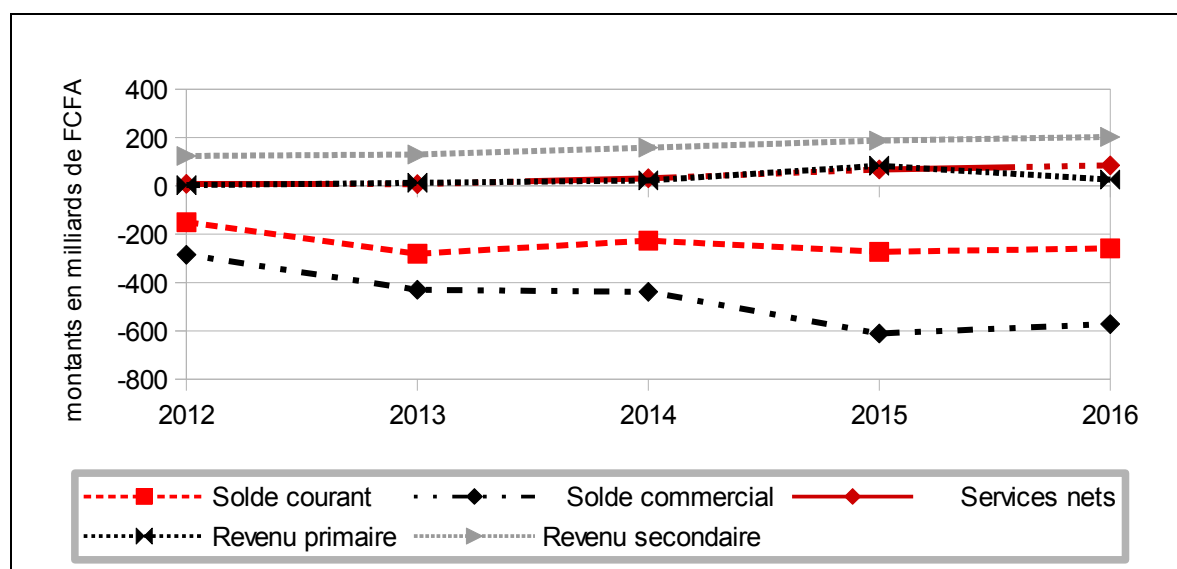
Sous l'effet de ces évolutions, les échanges extérieurs se sont traduits par un repli de 47.845 millions du solde global de la balance des paiements, qui est ressorti à +67.150 millions en 2016, contre +114.995 millions en 2015. Cette évolution résulte d'une détérioration des flux au titre du compte financier de 65.667 millions, dont les effets ont été atténués par une amélioration de 13.816 millions du déficit courant, ainsi qu'une hausse de 4.159 millions de l'excédent du compte de capital. En 2016, le déficit des transactions courantes, hors dons publics, rapporté au PIB se situe à 11,7%, contre 13,1% en 2015, en liaison notamment avec la baisse du déficit commercial.

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

En 2016, les transactions courantes du Togo se sont soldées par un déficit de 258.747 millions, en amélioration de 13.816 millions par rapport au déficit de 272.563 millions enregistré une année plus tôt.

Cette évolution résulte d'une diminution du déficit de la balance des biens, d'une hausse des soldes des services et du revenu secondaire, atténuées par le repli du solde du revenu primaire.

Graphique 2 - Evolution de la balance des transactions courantes et de ses composantes



Source : BCEAO

Tableau 1- Balance des transactions courantes (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Biens et Services	-276 858	-422 815	-407 328	-542 977	-486 976	-10,3%
Biens	-284 859	-430 047	-438 394	-610 801	-571 673	-6,4%
Services	8 000	7 232	31 067	67 824	84 696	24,9%
Revenu primaire	3 051	12 474	22 791	83 149	25 841	-68,9%
Revenu secondaire	123 643	129 600	158 163	187 264	202 388	8,1%
Balance courante	-150 164	-280 741	-226 373	-272 563	-258 747	-5,1%
Balance courante hors dons publics	-192 805	-323 276	-268 240	-317 203	-301 086	-5,1%
PIB Nominal	1 974 013	2 016 142	2 216 336	2 417 773	2 572 562	6,4%
Solde courant rapporté au PIB	-7,6%	-13,9%	-10,2%	-11,3%	-10,1%	1,2 (*)
Solde courant hors dons publics rapporté au PIB	-9,8%	-16,0%	-12,1%	-13,1%	-11,7%	1,4 (*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO, INSEED et Comité PIB (estimations de juin 2017)

Le déficit courant a représenté 10,1% du PIB en 2016, en amélioration de 1,2 point de pourcentage par rapport aux 11,3% enregistrés en 2015.

Hors dons officiels, le déficit courant s'est chiffré à 11,7% du PIB, contre 13,1% en 2015 sous l'effet conjugué de :

- l'accroissement des exportations (+2,8%) ;
- la baisse des importations (-1,9%) ;
- la hausse du solde excédentaire des services (+24,9%) ;
- la diminution du solde excédentaire du compte de revenu primaire (-68,9%) ;
- la progression du solde excédentaire du compte de revenu secondaire (+8,1%).

I.1- BALANCE COMMERCIALE DES BIENS

La balance commerciale du Togo est ressortie déficitaire.

En 2016, le déficit s'est établi à 571.673 millions, en amélioration de 6,4% par rapport aux 610.801 millions de l'année 2015. Cette évolution résulte d'un accroissement de 2,8% des exportations, cumulé à une diminution de 1,9% des importations.

Le taux de couverture des importations par les exportations, mesurant l'indépendance économique d'un pays à travers sa capacité à couvrir ses importations par ses exportations s'est amélioré de 2,3 points de pourcentage, en s'établissant à 51,8% en 2016, contre 49,5% en 2015.

Le degré d'ouverture commerciale, mesurant le niveau des échanges d'une économie avec le reste du monde, s'établit à 35,0% en 2016, contre 37,4% en 2015. Le degré d'ouverture commerciale du Togo sur l'extérieur s'est détérioré de 2,4 points de pourcentage par rapport à 2015, en raison d'un accroissement du PIB, en termes nominaux, plus important que l'évolution des transactions du Togo avec l'extérieur (exportations et importations). En effet, au cours de la période sous revue, le PIB nominal progresserait de 6,4% alors que les exportations et importations ont globalement enregistré un repli de 0,3%.

Tableau 2- Evolution du solde de la balance des biens (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Exportations (X)	660 289	751 919	655 465	597 686	614 237	2,8%
Importations (M)	945 148	1 181 966	1 093 860	1 208 487	1 185 909	-1,9%
Balance des biens	-284 859	-430 047	-438 394	-610 801	-571 673	-6,4%
PIB Nominal (PIB)	1 974 013	2 016 142	2 216 336	2 417 773	2 572 562	6,4%
Taux de couverture (X)/(M)	69,9%	63,6%	59,9%	49,5%	51,8%	2,3^(*)
Degré d'ouverture commerciale [(X+M)/2]/PIB	40,7%	48,0%	39,5%	37,4%	35,0%	-2,4^(*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO, INSEED et Comité PIB (estimations de juin 2017)

I.1.1- Exportations de biens

I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

Les exportations de biens du Togo au titre de l'année 2016 se sont élevées à 614.237 millions, en hausse de 2,8% par rapport aux 597.686 millions enregistrés en 2015.

Ces exportations se composent de marchandises générales² pour 599.634 millions et de ventes d'or non monétaire pour 14.603 millions.

Au cours de l'année sous revue, il n'y a pas eu d'exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international.

Tableau 3- Evolution des exportations de biens (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Marchandises générales (1) = (a) + (b)	641 602	729 300	634 753	581 993	599 634	3,0%
Commerce général (a)	517 117	564 928	335 396	453 222	489 002	7,9%
Ajustements (b)	124 485	164 371	299 358	128 771	110 631	-14,1%
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international (2)	647	1 136	0	0	0	-
Or non monétaire (3)	18 040	21 484	20 712	15 694	14 603	-6,9%
TOTAL EXPORTATIONS DE BIENS (1)+(2)+(3)	660 289	751 919	655 465	597 686	614 237	2,8%
PIB Nominal (PIB)	1 974 013	2 016 142	2 216 336	2 417 773	2 572 562	6,4%
Exportations de biens / PIB	33,7%	37,3%	29,6%	24,7%	23,9%	-0,8 (*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO, INSEED et Comité PIB (estimations de juin 2017)

Le service de la dette extérieure rapporté aux exportations est ressorti à 6,7% en 2016, en hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2015. Ce ratio, qui permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement du service de la dette extérieure face à un choc sur les recettes d'exportation, est largement en dessous du seuil plafond de vulnérabilité fixé à 20%, pour les pays à qualité des politiques et institutions moyenne.

Tableau 4- Evolution du service de la dette et des exportations de biens (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Service de la dette extérieure	16 802	24 809	30 199	36 616	41 106	12,3%
Exportations de biens	660 289	751 919	655 465	597 686	614 237	2,8%
Service de la dette extérieure/Exportations de biens (en %)	2,5	3,3	4,6	6,1	6,7	0,6 (*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : Direction de la Dette Publique et BCEAO

1.1.1.2- Composition des exportations de biens

Les marchandises générales exportées se sont chiffrées en 2016 à 599.634 millions, en progression de 3,0% par rapport aux 581.993 millions de 2015.

Ces niveaux d'exportation résultent des données du commerce général³ produites, sur la base des statistiques douanières, par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), sur lesquelles des ajustements sont opérés pour tenir compte des spécificités des statistiques de la balance des paiements.

² Les marchandises générales sont constituées des marchandises recensées en commerce spécial, auxquelles s'ajoutent celles faisant l'objet de mouvements d'entrepôts et les ajustements pour se conformer aux concepts de balance des paiements. La valeur FOB des marchandises générales est obtenue après déduction des frets et assurances reclassés dans les services.

³ Le commerce général, à l'opposé du commerce spécial qui ne prend en compte que les produits mis en consommation suite à une importation et les sorties du territoire douanier, englobe toutes les marchandises enregistrées en port franc (y compris les mouvements en entrées et sorties du territoire douanier).

Les opérations en commerce général se sont élevées à 489.002 millions en 2016, en hausse de 7,9% par rapport aux 453.222 millions de 2015. Les ajustements se sont chiffrés à 110.631 millions en 2016, en diminution de 14,1% par rapport aux 128.771 millions de 2015. Ces ajustements ont concernés, entre autres, les écarts relevés entre les données douanières et celles des opérateurs économiques au titre des principaux produits d'exportation, ainsi que l'estimation du commerce non contrôlé et la prise en compte de l'exportation de l'électricité.

D'une façon générale, la baisse des ajustements des exportations en 2016 fait notamment suite à la prise en compte, par l'INSEED, des données extra-douanières (informations obtenues auprès des entreprises) dans les statistiques du commerce extérieur, au cours de l'année sous revue.

Tableau 5- Evolution des exportations de marchandises générales (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Commerce général	517 117	564 928	335 396	453 222	489 002	7,9%
Ajustements	124 485	164 371	299 358	128 771	110 631	-14,1%
<i>Ajustements de valeur</i>	-36 803	27 551	11 832	8 244	10 187	23,6%
<i>Ajustements de chronologie</i>	77 000	16 889	86 161	14 850	1 489	-90,0%
<i>Ajustements de couverture (commerce non contrôlé, électricité, etc.)</i>	84 287	119 931	201 365	105 677	98 955	-6,4%
Marchandises générales	641 602	729 300	634 753	581 993	599 634	3,0%

Sources : BCEAO et INSEED

La méthode d'estimation des ajustements est présentée dans l'encadré 1 ci-après.

Encadré 1 : Ajustements des exportations et importations de biens - Passage des statistiques du commerce extérieur aux données enregistrées en balance des paiements

Des ajustements de valeurs, de chronologie et de champ couvert sont opérés sur les statistiques du commerce extérieur, recueillies auprès de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED), pour le passage aux données enregistrées en balance des paiements.

1. Ajustements de valeurs

Pour chaque produit, le prix de marché est obtenu à partir d'une moyenne (pondérée des quantités exportées) des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et le prix obtenu des statistiques du commerce extérieur, appliqué aux quantités retracées dans le commerce extérieur pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs issues des statistiques du commerce extérieur.

Pour l'année 2016, les ajustements de valeurs ont porté sur 10.187 millions, contre 8.244 millions une année plus tôt. Le coton n'a pas fait l'objet d'ajustement car le montant des transactions retenu est celui contenu dans les statistiques du commerce extérieur.

Le détail de ces ajustements est retracé dans le tableau ci-après.

Tableau i : Ajustements de valeurs

Produits	PRIX MOYEN A LA TONNE (en FCFA)			Tonnage du commerce extérieur (4)	Ajustements en FCFA (5)=(3)*(4)
	Exportateurs (1)	Commerce extérieur (2)	Différence (3)=(1)-(2)		
Café	1 019 120	1 003 206	15 913	4 089	65 076 581
Cacao	1 554 480	1 533 272	21 208	4 387	93 041 091
Ciments	64 853	51 398	13 455	122 817	1 652 516 007
Clinker	48 720	41 277	7 443	1 300 174	9 677 039 395
Phosphates	55 207	56 744	-1 537	846 091	-1 300 364 855
TOTAL DES AJUSTEMENTS DE VALEURS (en FCFA)					10 187 308 220
TOTAL DES AJUSTEMENTS DE VALEURS (en millions de FCFA)					10 187

Sources : INSEED, Entreprises et BCEAO

2. Ajustements de chronologie

Ces ajustements sont fondés sur le fait que les statistiques du commerce extérieur recensent les déclarations en douane liquidées de l'année, tandis que la balance des paiements retient les transactions effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur.

Les ajustements de chronologie permettent en pratique de corriger l'incidence de l'écart en volume découlant de décalages des dates d'enregistrement de certaines transactions par les services douaniers et les opérateurs. L'écart entre les quantités déclarées par les opérateurs et celles obtenues du commerce extérieur, appliqué aux prix du commerce extérieur pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement de chronologie à effectuer sur les valeurs contenues dans les statistiques du commerce extérieur.

Pour 2016, ces ajustements se sont établis à 1.489 millions (contre 14.850 millions en 2015), selon le calcul ci-après.

Tableau ii : Ajustements de chronologie

Produits	TONNAGE (en tonne)			Prix moyen à la tonne en FCFA des Exportateurs	Ajustements en FCFA
	Exportateurs (1)	Commerce extérieur (2)	Différence (3)=(1)-(2)		
Café	4 551	4 089	462	1 019 120	470 852 645
Cacao	5 229	4 387	842	1 554 480	1 308 575 373
Ciments	98 269	122 817	-24 548	64 853	-1 592 029 207
Clinker	1 323 642	1 300 174	23 468	48 720	1 143 328 615
Phosphates	848 957	846 091	2 866	55 207	158 233 058
TOTAL DES AJUSTEMENTS CHRONOLOGIQUES (en FCFA)					1 488 960 483
TOTAL DES AJUSTEMENTS CHRONOLOGIQUES (en millions de FCFA)					1 489

Sources : INSEED, Entreprises et BCEAO

3. Ajustements de champ couvert

Les ajustements de champ couvert permettent de prendre en compte les distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (exemple : déduction des importations des Ambassades). Il est également procédé sous cette rubrique, la prise en compte du commerce non contrôlé.

L'estimation du commerce non contrôlé, telle que ressortie des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-UEMOA de 2016 est présentée dans le tableau suivant.

Tableau iii : Exportations et importations non contrôlées du Togo (en millions de FCFA)

	EXPORTATIONS			IMPORTATIONS		
	Statistiques du commerce extérieur (1)	Résultats de la cellule sous-régionale (2)	Ecart (3)=(2)-(1)	Statistiques du commerce extérieur (1)	Résultats de la cellule sous-régionale (2)	Ecart (3)=(2)-(1)
BENIN	74 600	141 090	66 490	8 411	17 222	8 811
BURKINA	76 902	97 778	20 876	2 569	24 005	21 436
COTE D'IVOIRE	37 394	39 548	2 154	27 665	125 622	97 957
GUINEE BISSAU	413	455	42	6 334	0	-6 334
MALI	32 940	36 772	3 833	119	5 195	5 076
NIGER	44 821	49 489	4 668	29	10 519	10 491
SENEGAL	5 261	6 153	893	8 889	14 917	6 028
TOTAL	272 331	371 286	98 955	54 015	197 480	143 465

Sources : INSEED et BCEAO

S'agissant spécifiquement des importations du Togo en provenance de la Guinée-Bissau, l'écart négatif de 6.334 millions ressorti dans le tableau iii est corrigé, avec le même niveau de signe contraire. En d'autres termes, s'il est retenu que les importations (de poisson), déclarées dans les statistiques du commerce extérieur en 2016, sont à exclure des transactions intra-UEMOA (parce qu'ayant été effectuées en haute mer, avec des licences bissau-guinéennes, par des sociétés européennes essentiellement), elles doivent être affectées au reste du monde. Ainsi, en ajoutant 6.334 millions aux 143.465 millions, le total des ajustements sous cette rubrique s'est établi à 149.799 millions indiqués dans le tableau 24 du document.

Après ajustement des données du commerce général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits afin d'obtenir des valeurs FOB. Les charges d'assurance et de fret qui relèvent de la balance des services sont évaluées en utilisant les taux de fret et d'assurance qui se chiffrent à 15,1%, actualisé en 2016, tout comme en 2015 (contre 16,0% en 2014).

Quant aux exportations, elles sont établies directement sur une base FOB par les services douaniers.

La synthèse des ajustements est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau iv : Synthèse des ajustements

LIBELLES	2015			2016			Variations 2016/2015		
	CREDIT	DÉBIT	SOLDE	CREDIT	DÉBIT	SOLDE	CRÉDIT	DÉBIT	SOLDE
A- COMMERCE GÉNÉRAL - INSEED	468 915	1 110 822	-641 907	503 605	1 106 345	-602 740	7,4%	-0,4%	-6,1%
Corrections sur importations et ré-exportations de produits pétroliers (a)	0	0	0	0	0	0			
Enregistrements à exclure des exportations (coton en transit au Togo) (b)			0			0			
Régimes et produits à exclure pour ajustement de champ statistique (c)	15 694	0	15 694	14 603	0	14 603	-6,9%		-6,9%
- Privilèges diplomatiques			0			0			
- Entrée en zone franche et sortie de zone franche, de produits nationaux	0	0	0	0	0	0			
- Avitaillements (à imputer aux autres biens)			0			0			
- Or non monétaire (à imputer au poste or non monétaire de la BDP)	15 694		15 694	14 603		14 603	-6,9%		-6,9%
B- COMMERCE GÉNÉRAL - BDP (A-a-b-c)	453 222	1 110 822	-657 601	489 002	1 106 345	-617 343	7,9%	-0,4%	-6,1%
Autres ajustements (d)	128 771	84 308	44 463	110 631	67 136	43 495	-14,1%	-20,4%	-2,2%
Ajustements pour fret et assurance		-167 734	167 734		-167 058	167 058		-0,4%	-0,4%
Ajustement chronologique - Tableau ii	14 850		14 850	1 489		1 489	-90,0%		-90,0%
Ajustements de valeurs - Tableau i	8 244		8 244	10 187		10 187	23,6%		23,6%
Commerce non repris ailleurs	105 677	252 043	-146 366	98 955	234 194	-135 239	-6,4%	-7,1%	-7,6%
CEB (importation et exportation d'électricité)	67 808	93 097	-25 289	64 544	84 395	-19 851	-4,8%	-9,3%	-21,5%
Exportations non contrôlées (Tableau iii)	37 869		37 869	34 411		34 411	-9,1%		-9,1%
Importations non contrôlées (Tableau iii)		150 704	-150 704		143 465	-143 465		-4,8%	-4,8%
Autres ajustements (Transactions déclassées de l'UEMOA vers le reste du monde)		8 242	-8 242	6 334		-6 334		-23,1%	-23,1%
C-TOTAL MARCHANDISES GÉNÉRALES FOB EN BDP (C=B+d)	581 992,5	1 195 131	-613 138	599 634	1 173 481	-573 848	3,0%	-1,8%	-6,4%
IMPORTATIONS TOTALES EN VALEUR CAF		1 362 865			1 340 539				-1,6%

Sources : INSEED et BCEAO

En somme, il est ressorti de ce qui précède que le total des ajustements sur les exportations s'est chiffré à 110.631 millions en 2016, en retrait de 14,1% par rapport aux 128.771 millions de 2015, pour les exportations. Concernant les importations de 2016, les coûts de l'assurance et du fret sont évalués à 167.058 millions et le commerce non contrôlé à 234.194 millions, contre respectivement 167.734 millions et 252.043 millions en 2015.

La progression des exportations en 2016 est impulsée essentiellement par les produits pétroliers et les produits industriels.

Tableau 6- Evolution des exportations de marchandises en commerce général (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Produits agricoles	62 221	83 123	62 273	92 829	68 173	-26,6%
Produits miniers	112 934	114 152	86 355	98 781	100 119	1,4%
Produits pétroliers	65 422	58 136	35 299	21 737	25 210	16,0%
Produits industriels	253 270	270 983	146 166	207 935	270 335	30,0%
Autres produits	23 271	38 534	5 303	31 939	25 165	-21,2%
Commerce général	517 117	564 928	335 396	453 222	489 002	7,9%

Sources : BCEAO et INSEED

1.1.1.2.1- Produits agricoles

Les exportations de produits agricoles du Togo portent sur les produits de rente traditionnels (cacao, café et coton fibre), les produits alimentaires d'origine végétale (céréales, farines, piments, épices, légumes et fruits), ainsi que d'autres produits (graines de coton, bois, autres oléagineux, etc.).

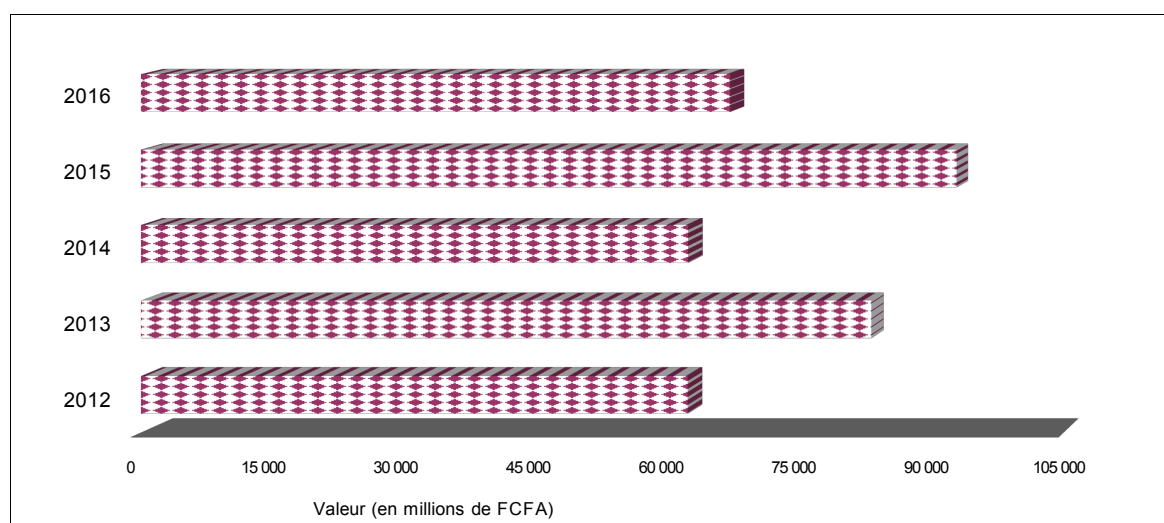
Tableau 7- Evolution des exportations de produits agricoles (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Cacao	5 149	7 442	14 443	14 551	8 128	-44,1%
Café	8 502	5 346	7 844	11 540	4 638	-59,8%
Coton fibre	34 465	29 751	28 615	37 393	30 224	-19,2%
Autres matières premières agricoles	1 670	2 560	1 551	1 396	1 641	17,6%
Produits alimentaires d'origine végétale	12 435	38 024	9 820	27 949	23 541	-15,8%
Produits agricoles	62 221	83 123	62 273	92 829	68 173	-26,6%

Sources : BCEAO et INSEED

En 2016, ces exportations se sont chiffrées en valeur à 68.173 millions, en repli de 26,6% par rapport aux 92.829 millions enregistrés en 2015. Cette régression est essentiellement due à la baisse des exportations de cacao, de café, de coton ainsi que des produits alimentaires d'origine végétale.

Graphique 3- Evolution des exportations de produits agricoles (en millions)



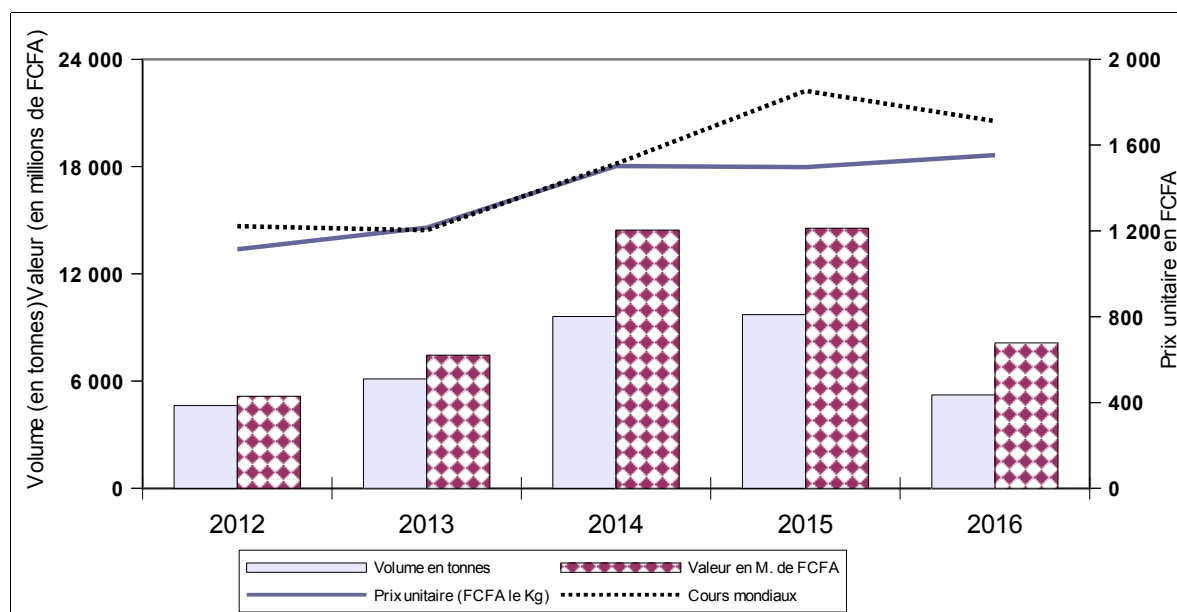
Source : BCEAO et INSEED

1.1.1.2.1.1- Cacao

En 2016, les exportations de cacao ont généré des recettes de 8.128 millions, en baisse de 44,1% par rapport aux 14.551 millions enregistrés une année plus tôt.

Le volume exporté a également régressé de 46,2%, en passant de 9.721 tonnes en 2015 à 5.229 tonnes une année plus tard, en liaison avec l'orientation défavorable de la collecte. En effet, la quantité de cacao collectée en 2016 a connu un repli de 36,0%, suite à des conditions climatiques défavorables.

Graphique 4- Evolution des exportations de cacao en volume et en valeur



Sources : INSEED et CCFCC

Quant au prix moyen de cession du cacao, il passe de 1.497 FCFA le kilogramme en 2015 à 1.554 FCFA le kilogramme en 2016, soit un accroissement de 3,9%.

Par contre, sur le marché international, le cours du cacao a connu un repli de 7,6% en 2016, par rapport à 2015. Il s'est établi, en moyenne, à 1.712 FCFA/kg en 2016, contre 1.853 FCFA/kg en 2015, en relation avec une offre abondante, due à une campagne agricole satisfaisante en Côte d'Ivoire, premier producteur mondial.

En 2016, les clients du Togo ont été la Belgique et la Chine.

Tableau 8- Evolution des quantités et valeurs de cacao exporté

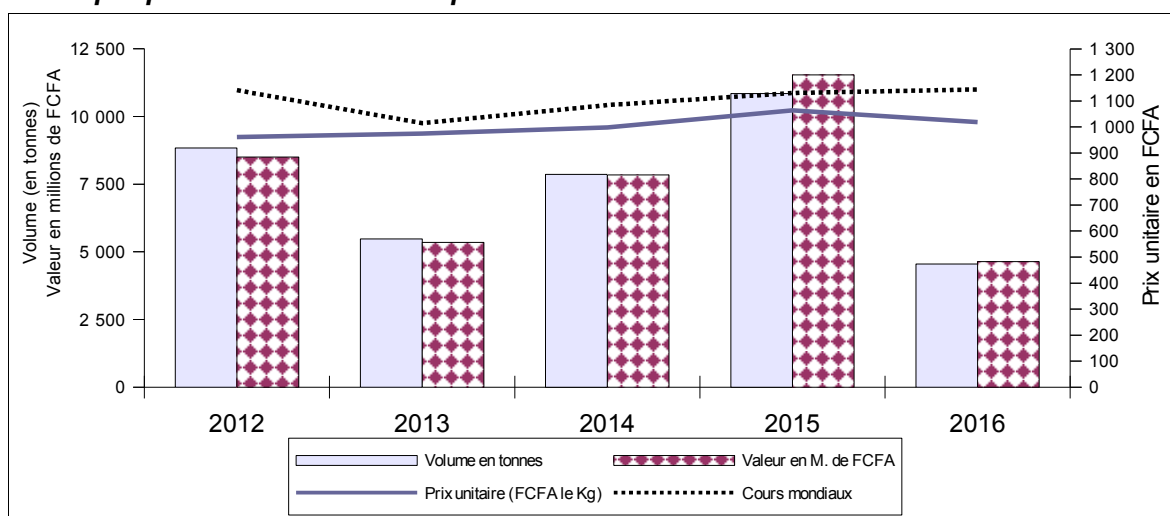
CACAO	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Quantité (tonnes)	4 622	6 123	9 617	9 721	5 229	-46,2%
Valeur (millions de FCFA)	5 149	7 442	14 443	14 551	8 128	-44,1%
Prix moyen (FCFA/kg)	1 114	1 215	1 502	1 497	1 554	3,9%

Sources : CCFCC, INSEED et BCEAO

1.1.1.2.1.2- Café

En 2016, les recettes d'exportation de café se sont inscrites en baisse de 59,8% en s'établissant à 4.638 millions, contre 11.540 millions en 2015, en liaison avec le repli de 58,0% de la quantité exportée, dans un contexte d'un recul de 60,8% de la collecte. La diminution de la quantité de café collectée en 2016 est liée à des conditions climatiques défavorables.

Graphique 5- Evolution des exportations de café en volume et en valeur



Sources : CCFCC, INSEED et BCEAO

Le prix moyen de cession a fléchi de 4,2% pour s'établir à 1.019 FCFA le kilogramme en 2016, contre 1.064 FCFA le kilogramme une année plus tôt.

Quant au cours du café sur le marché international, il s'est établi à 1.144 FCFA le kilogramme en 2016, contre 1.131 FCFA le kilogramme une année plus tôt, soit un accroissement de 1,2%. Cette évolution est essentiellement tirée par les inquiétudes persistantes sur l'offre, ainsi que par l'amplification des spéculations sur la taille de la production brésilienne pour la campagne 2017/2018.

En 2016, les clients du Togo ont été les pays de l'Union Européenne (Belgique et Italie) et le Maroc.

Tableau 9- Evolution des quantités et valeurs de café exporté

CAFE	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Quantité (tonnes)	8 843	5 481	7 864	10 849	4 551	-58,0%
Valeur (millions de FCFA)	8 502	5 346	7 844	11 540	4 638	-59,8%
Prix moyen (FCFA/kg)	961	975	998	1 064	1 019	-4,2%

Sources : CCFCC, INSEED et BCEAO

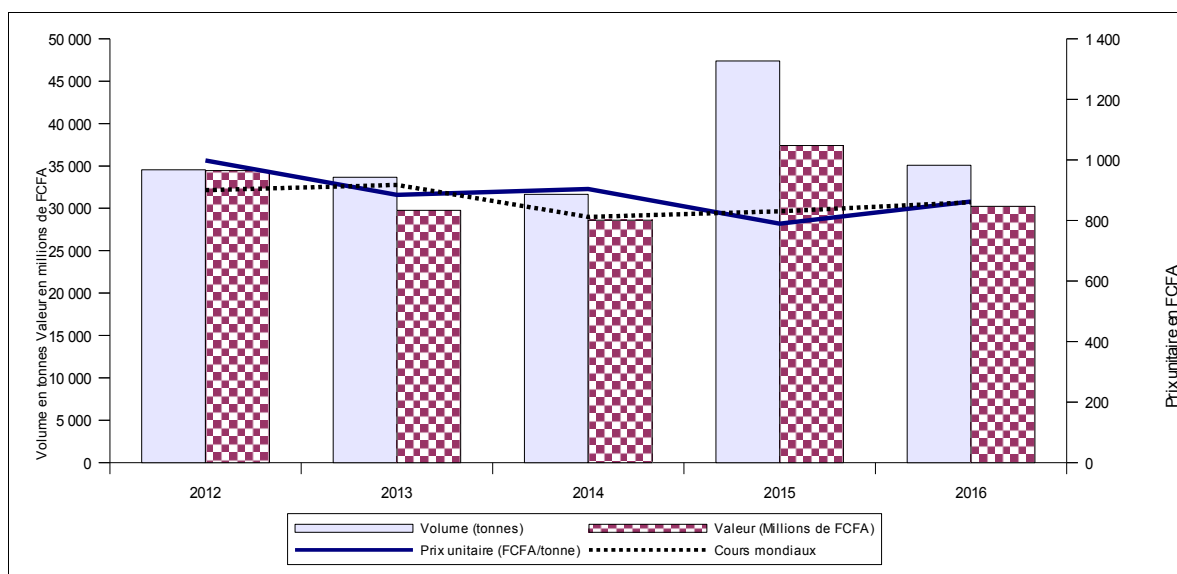
1.1.1.2.1.3- Coton-fibre

La valeur des exportations de coton-fibre a enregistré un recul de 19,2% en se chiffrant à 30.224 millions en 2016, contre 37.393 millions en 2015.

Cette évolution est liée à la diminution de 26,0% de la quantité exportée, en relation avec l'orientation défavorable de la demande.

Le prix moyen de cession a augmenté de 9,2% pour s'élever à 862 FCFA le kilogramme, contre 789 FCFA le kilogramme une année plus tôt. Sur le marché international, le cours du coton a aussi connu, entre 2015 et 2016, un accroissement de 3,6%, pour s'établir à 860 FCFA le kilogramme, contre 830 FCFA le kilogramme en 2015. Les cours du coton ont été portés par les anticipations d'une baisse de la production, notamment aux Etats-Unis, premier exportateur mondial, et de la réduction des réserves mondiales en liaison avec la diminution des stocks de la Chine.

Graphique 6- Evolution des exportations de coton fibre en quantité et en valeur



Sources : NSCT, INSEED et BCEAO

En 2016, le coton a principalement été écoulé vers l'Asie (Bangladesh, Inde, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande et Vietnam) et le Portugal.

Tableau 10- Evolution des quantités et valeurs de coton exporté

COTON FIBRE	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Quantité (tonnes)	34 535	33 667	31 646	47 390	35 067	-26,0%
Valeur (millions de FCFA)	34 465	29 751	28 615	37 393	30 224	-19,2%
Prix moyen (FCFA/kg)	998	884	904	789	862	9,2%

Sources : NSCT, INSEED et BCEAO

1.1.1.2.1.4- Autres matières premières agricoles

En dehors des produits de rente traditionnels, le Togo a exporté en 2016, diverses matières premières d'origine végétale, notamment des graines de coton et du bois.

Les exportations de ces autres matières premières agricoles ont augmenté de 17,6% en s'établissant à 1.641 millions en 2016, contre 1.396 millions en 2015.

Les graines de coton ont principalement été écoulées vers le Burkina, le Mali, l'Espagne et l'Italie.

Le bois a été exporté vers l'Asie (Inde) et l'UEMOA (Burkina et Côte d'Ivoire).

**Tableau 11- Evolution des exportations des autres matières premières agricoles
(en millions)**

	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Amandes de palme	0	0	0	2	0	-100,0%
Graines de coton	1 074	2 131	1 069	1 187	1 408	18,6%
Arachides en coques	0	5	0	5	5	4,7%
Bois	596	423	481	201	228	13,3%
TOTAL	1 670	2 560	1 551	1 396	1 641	17,6%

Sources : BCEAO et INSEED

1.1.1.2.1.5- Autres produits d'origine végétale

Les autres produits d'origine végétale exportés par le Togo se composent essentiellement d'oléagineux, de céréales et farines, de piments et épices, de légumes et fruits ainsi que de fleurs et boutures.

En 2016, les exportations de ces produits se sont inscrites en baisse de 15,8%, en s'établissant à 23.541 millions, contre 27.949 millions en 2015. Cette régression est essentiellement imputable à la contraction des exportations de produits oléagineux, en relation principalement avec la baisse de la demande extérieure. Il s'agit, pour ces produits, des réexportations des produits importés, entre autres, de l'Indonésie et de la Malaisie. Sur la période, les ventes extérieures des céréales et farines ont connu un repli de 54,3%, alors que celles des légumes et fruits, des fleurs et boutures, ainsi que des divers produits d'origine végétale ont enregistré des hausses respectives de 10,0%, 91,7% et 20,6%.

Les oléagineux, composés essentiellement de l'huile de palme et ses fractions (même raffinées, mais non chimiquement modifiées), des arachides (non grillées ni autrement cuites), des fèves de soja et des autres graines et fruits oléagineux, ont été principalement écoulés vers la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Mali, Niger, Sénégal), l'Union Européenne (Espagne, l'Italie et Pays-Bas) et la Chine.

Les céréales et farines ont été exportées vers la CEDEAO (Nigeria), la CEMAC (Gabon), l'Union Européenne (Belgique, France, Pays-Bas) et les Etats-Unis.

Pour les légumes et fruits, les principaux pays destinataires en 2016 ont été ceux de l'Union Européenne (Belgique, France et Pays-Bas), la Chine, les Etats-Unis, l'Inde et le Viêt Nam.

**Tableau 12- Evolution des exportations des autres produits d'origine végétale
(en millions)**

	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Oléagineux	1 514	33 540	6 877	25 741	21 275	-17,3%
Céréales et farines	8 515	823	837	319	146	-54,3%
Piments et épices	303	381	383	8	9	3,2%
Légumes et fruits	1 864	2 915	1 430	1 643	1 808	10,0%
Fleurs et boutures	17	5	0	25	47	91,7%
Divers	221	361	293	212	256	20,6%
TOTAL	12 435	38 024	9 820	27 949	23 541	-15,8%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.1.2.2- Produits miniers

Les exportations de produits miniers du Togo portent principalement sur le phosphate, le clinker et le minerai de fer. En 2016, elles ont globalement augmenté de 1,4%, en s'établissant à 100.119 millions, contre 98.781 millions en 2015.

Tableau 13- Evolution des exportations de produits miniers (en millions)

	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Phosphates	65 051	68 187	55 056	59 249	46 869	-20,9%
Clinker	45 183	43 450	28 371	38 237	53 250	39,3%
Minerais de fer	2 700	2 514	2 928	1 295	0	-100,0%
TOTAL	112 934	114 152	86 355	98 781	100 119	1,4%

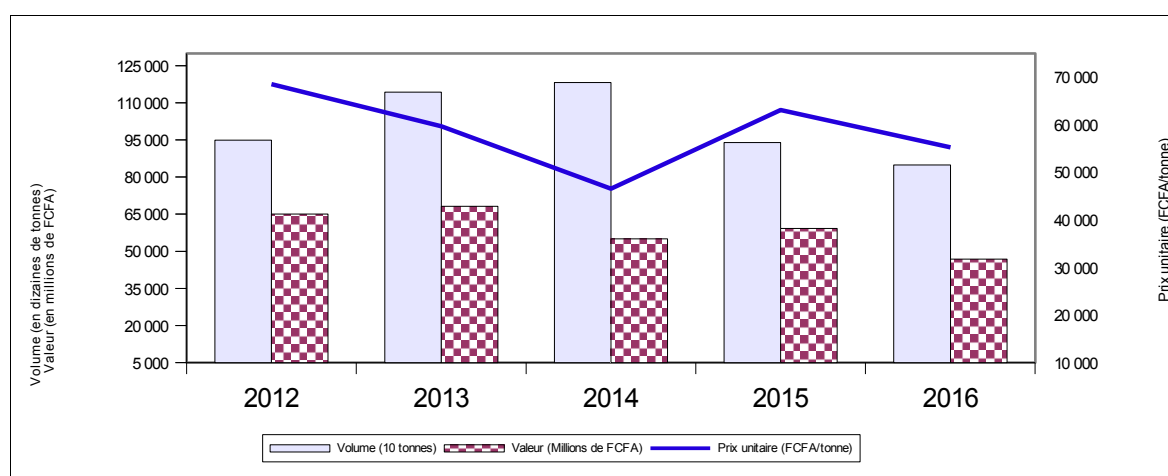
Sources : INSEED et BCEAO

I.1.1.2.2.1- Phosphates

En valeur, les exportations de phosphates ont régressé de 20,9% en 2016, en passant de 59.249 millions en 2015 à 46.869 millions une année plus tard. Cette évolution fait suite à la baisse de 9,6% de la quantité exportée, cumulée au repli de 12,5% du prix moyen de cession.

La baisse de la quantité exportée est notamment liée à l'absence des ventes en janvier et décembre 2016, en relation avec l'orientation défavorable de la demande.

Graphique 7- Evolution des exportations de phosphates en quantité et en valeur



Sources : Entreprise et BCEAO

Tableau 14- Evolution des quantités et valeurs de phosphate exporté

PHOSPHATE	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Quantité (tonnes)	948 919	1 142 692	1 182 043	939 023	848 957	-9,6%
Valeur (millions de FCFA)	65 051	68 187	55 056	59 249	46 869	-20,9%
Prix moyen (FCFA/tonne)	68 552	59 672	46 577	63 096	55 207	-12,5%

Sources : Entreprise et BCEAO

Au plan de la répartition du marché, l'Inde est le principal client du Togo en 2016, suivi de l'Australie, du Canada, de la Corée du Sud et de la Pologne.

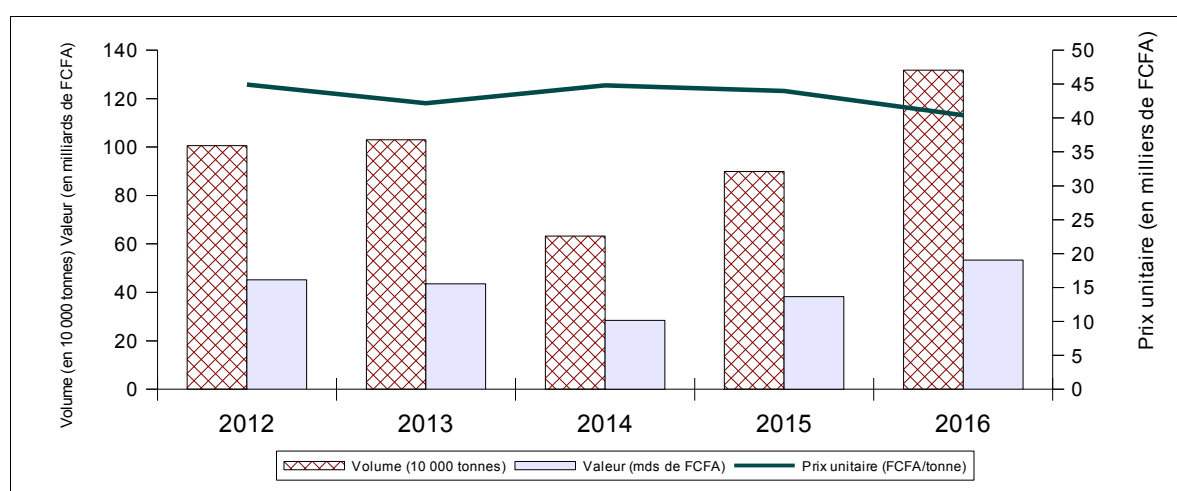
1.1.1.2.2- Clinker

En valeur, les exportations de clinker⁴ s'établissent à 53.250 millions en 2016, en progression de 39,3% par rapport aux 38.237 millions enregistrés en 2015. Cette évolution est principalement induite par la hausse de 52,3% de la quantité exportée.

L'augmentation des ventes à l'extérieur de clinker fait suite à l'entrée en production d'une nouvelle unité, depuis fin 2014, qui a contribué pour 56,1% à la quantité exportée en 2016 (43,9% pour l'ancienne société).

Quant au prix moyen de vente, il s'est inscrit en baisse de 8,6% pour ressortir à 40.230 FCFA la tonne, contre 43.993 FCFA la tonne une année plus tôt, en raison d'un prix assez compétitif appliqué par la nouvelle unité productrice.

Graphique 8- Evolution des exportations de clinker en quantité et valeur



Sources : Entreprise et BCEAO

Tableau 15- Evolution des quantités et valeurs de clinker exporté

CLINKER	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Quantité (tonnes)	1 005 716	1 030 000	633 498	869 178	1 323 642	52,3%
Valeur (millions de FCFA)	45 183	43 450	28 371	38 237	53 250	39,3%
Prix moyen (FCFA/tonne)	44 926	42 184	44 785	43 993	40 230	-8,6%

Sources : INSEED et BCEAO

En 2016, le Bénin, le Burkina et le Ghana ont été les principaux pays importateurs du clinker togolais.

1.1.1.2.2.3- Minerais de fer

Aucune exportation de minerais de fer n'a été réalisée en 2016.

⁴ Il s'agit des statistiques communiquées par les entreprises. Les exportations de clinker issues des statistiques douanières sont évaluées à 53.668 millions pour 1.300.174 tonnes

Tableau 16- Evolution des quantités et valeurs de minerais de fer exportés

FER	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Quantité (tonnes)	75 000	87 588	88 575	70 000	0	-100,0%
Valeur (millions de FCFA)	2 700	2 514	2 928	1 295	-	-
Prix moyen (FCFA/tonne)	36 000	28 707	33 053	18 500	-	-

Sources : INSEED et Entreprise

I.1.1.2.3- Produits pétroliers

Les réexportations de produits pétroliers se chiffrent à 25.210 millions en 2016, contre 21.737 millions en 2015, soit une hausse de 3.473 millions (+16,0%), en raison principalement de l'accroissement de ventes des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux à destination de la France (+2.399 millions) et du Ghana (+729 millions).

Les réexportations de produits pétroliers ont été effectuées à destination de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal), de l'Union Européenne (Espagne, France), de la Corée du Sud et de la Suisse. Pour certaines de ces transactions, il s'agit d'avitaillement d'aéronefs et de navires.

Tableau 17- Evolution des réexportations de produits pétroliers

Produits pétroliers	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Valeur (millions de FCFA)	65 422	58 136	35 299	21 737	25 210	16,0%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.1.2.4- Produits industriels

Les produits industriels exportés par le Togo se composent essentiellement de ciment, de produits sidérurgiques, de produits alimentaires, de textiles, de produits chimiques et de matériels de transport.

Tableau 18- Evolution des exportations de produits industriels (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Ciment	33 838	38 530	19 105	7 860	6 373	-18,9%
Produits sidérurgiques	27 057	19 719	19 191	16 162	13 607	-15,8%
Produits alimentaires	32 129	34 301	24 862	43 131	57 969	34,4%
Textiles et articles d'habillement	23 047	45 063	27 316	27 426	21 393	-22,0%
Produits chimiques	73 177	44 326	22 113	41 087	46 917	14,2%
Machines et matériels de transport	42 912	51 368	14 097	35 003	61 108	74,6%
Autres produits manufacturés	21 109	37 676	19 483	37 266	62 968	69,0%
Produits industriels	253 270	270 983	146 166	207 935	270 335	30,0%

Sources : INSEED, Entreprises et BCEAO

En 2016, la valeur des exportations de produits industriels s'est établie à 270.335 millions, en progression de 30,0% par rapport aux 207.935 millions de 2015, en raison principalement de la hausse enregistrée au niveau des groupes de produits « Produits alimentaires », « Produits chimiques », « Machines et matériels de transport » et « Autres produits manufacturés ».

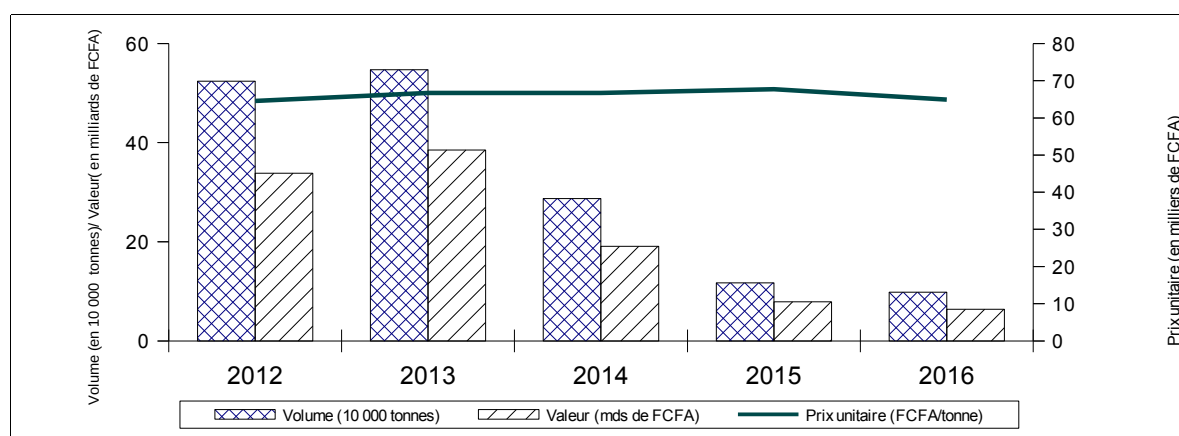
1.1.1.2.4.1- Ciment

Les recettes d'exportation de ciment ont régressé de 18,9% en 2016 en s'établissant à 6.373 millions, contre 7.860 millions une année plus tôt, suite à la baisse de 15,7% des quantités exportées, dans un contexte d'un repli de 3,8% du prix moyen de cession.

Les exportations en volume de ciment ont enregistré un repli de 15,7% en 2016 par rapport à 2015, du fait principalement du repli des commandes en provenance du Mali et du Burkina.

Sur la période, la quantité produite du ciment est en baisse de 2,0%.

Graphique 9- Evolution des exportations de ciment en volume et en valeur



Sources : BCEAO et Entreprises

Le principal pays acheteur du ciment togolais en 2016 est le Niger.

Tableau 19- Evolution des quantités et valeurs de ciment exporté

CIMENT	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Volume (tonnes)	523 984	577 381	286 647	116 611	98 269	-15,7%
Valeur (millions de FCFA)	33 838	38 530	19 105	7 860	6 373	-18,9%
Prix moyen (FCFA/tonne)	64 578	66 732	66 650	67 401	64 853	-3,8%

Sources : BCEAO et Entreprises

1.1.1.2.4.2- Produits sidérurgiques

Les produits sidérurgiques rassemblent les métaux et ouvrages en métaux, principalement, les matériaux de construction comme les fers à béton et les tuyaux galvanisés en fer, en acier, en fonte ou en cuivre.

En 2016, les exportations de produits sidérurgiques ont diminué de 15,8% en s'établissant à 13.607 millions, contre 16.162 millions en 2015, en liaison avec la baisse des réexportations des fils de machine en fer ou en acier non allié, de la profilée en fer ou en acier non allié ainsi que des produits laminés plats, en fer ou acier non allié, notamment vers le Burkina.

Ces produits ont été écoulés principalement vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, Mali), le Cameroun, le Tchad, l'Espagne et l'Inde.

1.1.1.2.4.3- Produits alimentaires

Les produits des industries alimentaires couvrent notamment les farines de froment, les huiles raffinées, les boissons, les sucres et sucreries ainsi que les préparations à base de viande.

Les exportations de produits des industries alimentaires ont enregistré une augmentation de 34,4% en s'établissant à 57.969 millions en 2016, contre 43.131 millions en 2015.

Ces produits ont été exportés vers les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Niger), le Gabon, le Ghana et la France.

1.1.1.2.4.4- Textiles et articles d'habillement

En 2016, les exportations de ces produits se sont chiffrées à 21.393 millions, en repli de 22,0% par rapport aux 27.426 millions enregistrés une année plus tôt. Cette évolution est essentiellement portée par les tissus et toiles de coton ainsi que les articles de la friperie.

Ces produits ont été essentiellement exportés vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Nigeria), le Gabon et le Congo.

1.1.1.2.4.5- Produits chimiques

Les produits chimiques rassemblent notamment les engrais, les savons, les peintures et les produits de beauté.

Les exportations de ces produits ont progressé de 14,2%, en passant de 41.087 millions en 2015 à 46.917 millions une année plus tard, en relation avec l'accroissement de la demande en provenance de certains pays de la CEDEAO, notamment le Burkina (+1.719 millions), le Ghana (+1.426 millions), le Mali (+1.015 millions), la Côte d'Ivoire (+738 millions), le Nigeria (+695 millions) et le Niger (+336 millions).

En 2016, les clients du Togo sont essentiellement les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Nigeria et le Sénégal).

1.1.1.2.4.6- Machines et matériels de transport

Les machines et matériels de transport concernent notamment les véhicules et les pièces détachées qui font l'objet de réexportation.

Ces transactions ont enregistré en 2016 une hausse de 74,6% en se chiffrant à 61.108 millions, contre 35.003 millions en 2015. Cette évolution est essentiellement induite par la progression des réexportations de machine et matériels de transport, en particulier :

- des motocycles (y compris les cyclomoteurs) vers la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Niger ;
- des véhicules automobiles pour le transport de marchandises en direction du Bénin, du Burkina et de la Côte d'Ivoire ;
- des parties d'avion vers la République du Congo ;
- des boteurs (bulldozers), boteurs biais (angledozers), niveleuses, décapeuses (scrapers), pelles mécaniques, excavateurs, chargeuses et chargeuses-pelleteuses, compacteuses et rouleaux compresseurs, autopropulsés, vers le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Niger
- des tracteurs, vers la République Démocratique du Congo.

I.1.1.2.4.7- Autres produits manufacturés

Les autres produits manufacturés exportés par le Togo concernent particulièrement les sacs, les sachets et autres articles plastiques, ainsi que les perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et ouvrages en cheveux.

Les exportations de ces produits ont progressé de 69,0% en s'établissant à 62.968 millions en 2016, contre 37.266 millions en 2015.

Cette évolution est induite notamment par les exportations de sacs et sachets d'emballage ainsi que de perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et ouvrages en cheveux.

Ces produits ont été essentiellement écoulés vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Mali, Niger et Nigeria).

I.1.1.2.5- Exportations nettes de biens en négoce international⁵

En 2016, aucune transaction dans le cadre du négoce international n'a été effectuée.

I.1.1.2.6- Exportations d'or non monétaire

Les exportations d'or non monétaire concernent l'or non détenu comme avoir de réserve et traité comme toute autre marchandise.

Les transactions sur ce produit enregistrées au cordon douanier ont régressé de 6,9%, en passant de 15.694 millions en 2015 à 14.603 millions une année plus tard. Le volume exporté a également diminué de 7,0% avec 14,5 tonnes exportées, contre 15,6 tonnes en 2015.

Ces transactions sont essentiellement des réexportations de produit en provenance du Ghana, du Mali et du Burkina, le Togo n'étant pas producteur d'or.

Ce produit a été essentiellement écoulé vers les Emirats Arabes Unis et le Liban.

Tableau 20- Evolution des quantités et valeurs d'or non monétaire exporté

OR NON MONETAIRE	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Volume (tonnes)	17,9	21,3	20,6	15,6	14,5	-7,0%
Valeur (millions de FCFA)	18 040	21 484	20 712	15 694	14 603	-6,9%
Prix moyen (millions de FCFA/tonne)	1 007	1 007	1 007	1 008	1 009	0,1%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.1.3- Orientation géographique des exportations

Sur la base des données enregistrées au cordon douanier, la répartition géographique en 2016, indique l'Afrique (74,0%) comme étant la principale destination des exportations du Togo, suivie de l'Asie (14,1%), de l'Europe (8,3%), de l'Amérique (2,8%) et l'Océanie (0,7%).

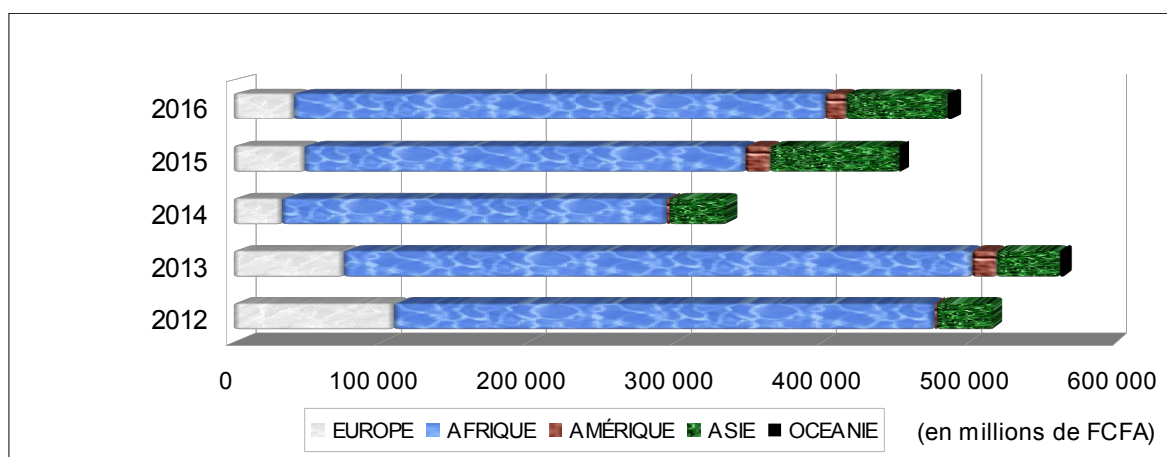
⁵ Le négoce international de biens s'applique lorsque la possession physique d'un bien n'est pas nécessaire pour que la transaction ait lieu.

Tableau 21- Répartition des exportations par zone géographique (en millions)

	2012	Part / total	2013	Part / total	2014	Part / total	2015	Part / total	2016	Part / total	Var 16/15
EUROPE	108 739	21,0%	74 662	13,2%	32 538	9,7%	48 037	10,6%	40 668	8,3%	-15,3%
AFRIQUE	368 015	71,2%	427 693	75,7%	262 027	78,1%	300 029	66,2%	362 042	74,0%	20,7%
AMÉRIQUE	1 455	0,3%	16 375	2,9%	1 783	0,5%	16 692	3,7%	13 679	2,8%	-18,1%
ASIE	38 908	7,5%	43 136	7,6%	39 048	11,6%	87 821	19,4%	68 948	14,1%	-21,5%
OCEANIE	-	-	3 062	0,5%	0	0,0%	642	0,1%	3 665	0,7%	471,0%
TOTAL	517 117	100,0%	564 928	100,0%	335 396	100,0%	453 222	100,0%	489 002	100,0%	7,9%

Sources : BCEAO et INSEED

Graphique 10- Répartition des exportations par zone géographique (en millions)



Sources : BCEAO et INSEED

En 2016, les exportations à destination de l'Afrique ont progressé de 20,7%, en passant de 300.029 millions en 2015 à 362.042 millions une année plus tard, du fait des ventes extérieures des produits ci-après :

- ciments hydrauliques pour 59.979 millions (contre 28.537 millions en 2015), convoyés vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Mali, Niger) ;
- articles de transport ou d'emballage (en matières plastiques), bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture pour 41.858 millions en 2016, contre 39.085 millions en 2015, dirigés principalement vers le Bénin, le Burkina, le Mali et le Niger ;
- produits de beauté ou de maquillage et des préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (y compris des préparations pour manucures ou pédicures) pour 27.567 millions en 2016, contre 25.061 millions en 2015, dirigés principalement vers le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Mali, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda et le Sénégal ;
- motocycles (y compris les cyclomoteurs) pour 22.461 millions en 2016, contre 10.323 millions en 2015, vers notamment la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Niger ;

- eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, et autres boissons non alcooliques pour 22.381 millions en 2016 (contre 9.971 millions en 2015), orientées vers le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Mali ;
- bouteurs (bulldozers et angledozers) pour 10.172 millions en 2016, contre 3.635 millions en 2015, vers le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Niger ;
- engrais minéraux ou chimiques pour 6.583 millions en 2016, contre 3.777 millions en 2015, expédiés vers le Burkina et le Mali ;
- véhicules automobiles pour le transport de marchandises pour 5.980 millions en 2016, contre 4.174 millions en 2015, vers le Bénin, le Burkina et la Côte d'Ivoire .

En Afrique, les principaux pays partenaires du Togo en 2016 sont ceux de la CEDEAO et le Gabon avec 97,1% des exportations. Ce sont particulièrement :

- le Burkina (21,3%), avec les ciments hydrauliques, les articles de transport ou d'emballage, le lait et la crème de lait, l'huile de palme et ses fractions, les produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, les engrais minéraux ou chimiques, les sacs et sachets d'emballage, les perruques et articles analogues en cheveux, la vaisselle et autres articles de ménage, les tresses et articles similaires en matières à tresser, les médicaments, les produits de beauté ou de maquillage, les eaux minérales et gazéifiées ainsi que des glaces de consommation ;
- le Bénin (20,6%), avec les véhicules automobiles pour le transport de marchandises, les articles de transport, les produits laminés plats, les eaux (minérales et gazéifiées) et boissons non alcoolisées, les produits de beauté, les tubes, tuyaux et accessoires en matières plastiques, les bouteurs (bulldozers et angledozers), les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, les perruques, les glaces de consommation, les sucres de canne ou de betterave, ainsi que les ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits « clinkers ») ;
- le Niger (12,4%), avec l'huile de palme et ses fractions, les ciments hydrauliques, les articles de transport ou d'emballage, le lait et la crème de lait, les tresses et articles similaires en matières à tresser, les bouteurs (bulldozers et angledozers), les bières de malt, les sucreries sans cacao, les produits de beauté ou de maquillage, les articles de friperie, les barres, tubes et tuyaux et leurs accessoires en matières plastiques, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, les produits laminés plats, en fer ou en acier, ainsi que les eaux minérales et gazéifiées ;
- le Ghana (11,5%), avec les ciments hydrauliques, les motocycles, les perruques ou ouvrages en cheveux, l'huile de palme et ses fractions, les produits de beauté ou de maquillage, les articles de transport ou d'emballage, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, les sacs et sachets d'emballage, les sucres de canne ou de betterave, le lait et la crème de lait, les pâtes alimentaires, les piles et batteries de piles électriques, les eaux minérales et gazéifiées ainsi que les autres boissons non alcooliques ;
- la Côte d'Ivoire (10,3%), avec les tissus de coton, les véhicules automobiles pour le transport de marchandises, l'alcool éthylique, les liqueurs, les articles de transport ou d'emballage, les bouteurs (bulldozers), le lait et la crème de lait, les sucreries sans cacao, les bières de malt, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, les eaux minérales et gazéifiées, les autres boissons non alcooliques, les perruques et articles analogues en cheveux ainsi que les produits de beauté ou de maquillage ;

- le Nigeria (6,5%), avec le bitume de pétrole, les produits de beauté ainsi que les perruques et articles analogues en cheveux ;
- le Mali (9,1%), avec les articles de transport ou d'emballage, les eaux minérales et gazéifiées, les autres boissons non alcooliques, les produits de beauté ou de maquillage, la vaisselle, le lait et la crème de lait, les bières de malt, les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, les engrais minéraux ou chimiques, les sacs et sachets d'emballage, les tresses et articles similaires en matières à tresser ainsi que les perruques et articles analogues en cheveux ;
- le Gabon (1,5%), avec le tissu de coton et les produits de beauté ou de maquillage ;
- le Sénégal (1,5%), avec l'huile de palme et ses fractions, les produits de beauté ou de maquillage, ainsi que des articles de transport ou d'emballage (bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture) en matières plastiques.

Tableau 22- Proportion des exportations en Afrique

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
UEMOA	59,3%	54,9%	56,8%	68,1%	75,3%
Bénin	15,3%	13,9%	15,9%	19,7%	20,6%
Burkina	21,0%	22,1%	14,7%	21,4%	21,3%
Côte d'Ivoire	4,9%	2,5%	5,2%	5,3%	10,3%
Guinée-Bissau	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%	0,1%
Mali	3,9%	2,8%	5,9%	7,2%	9,1%
Niger	13,0%	12,5%	14,3%	13,0%	12,4%
Sénégal	1,1%	1,2%	0,8%	1,1%	1,5%
CEDEAO (hors UEMOA)	24,5%	32,2%	31,4%	20,0%	19,3%
Ghana	11,1%	18,3%	13,7%	10,8%	11,5%
Guinée	0,2%	0,2%	0,2%	0,4%	1,0%
Nigeria	12,9%	13,7%	17,1%	8,4%	6,5%
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	0,2%	0,1%	0,5%	0,4%	0,3%
CEMAC	14,5%	10,6%	10,5%	8,1%	3,6%
Cameroun	0,5%	0,5%	1,9%	1,2%	0,4%
Congo (Brazzaville)	0,7%	0,4%	0,6%	0,7%	1,4%
Gabon	12,2%	9,4%	7,4%	5,8%	1,5%
Guinée Equatoriale	0,4%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%
République Centrafricaine	0,1%	0,1%	0,3%	0,1%	0,1%
Tchad	0,6%	0,2%	0,2%	0,1%	0,2%
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	1,7%	2,3%	1,2%	3,9%	1,8%
Afrique du Sud	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
Angola	0,3%	0,5%	0,2%	0,0%	0,0%
Maroc	0,4%	0,4%	0,2%	2,7%	0,9%
République Démocratique du Congo (Ex-Zaire)	0,2%	0,4%	0,6%	0,2%	0,5%
Tunisie	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
Autres	0,8%	0,9%	0,1%	0,7%	0,3%
AFRIQUE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Sources : BCEAO et INSEED

En ce qui concerne l'Asie, deuxième destination continentale des produits du Togo, les exportations ont diminué de 21,5%, en passant de 87.821 millions en 2015 à 68.948 millions une année plus tard, en relation principalement avec le repli de 11.793 millions des ventes de phosphates (Inde : -6.137 millions et Corée du Sud : -3.511 millions). Les ventes de coton (non cardé ni peigné) à destination de ce continent ont également diminué de 7.949 millions (en passant de 36.184 millions en 2015 à 28.236 millions une année plus tard). Les principales destinations de coton sont le Bangladesh, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Pakistan, le Singapour, la Thaïlande et le Viêt Nam.

Les exportations vers l'Europe ont régressé de 15,3%, en passant de 48.037 millions en 2015 à 40.668 millions en 2016, du fait principalement du recul des ventes extérieures du cacao (4.107 millions en 2016, contre 14.391 millions en 2015), en destination de l'Allemagne et la Belgique.

A destination de l'Amérique, les exportations se sont établies à 13.679 millions en 2016, contre 16.692 millions en 2015, soit un repli de 18,1%. Le repli noté fait suite principalement à la diminution des ventes de phosphates vers l'Uruguay (-1.637 millions) et la Colombie (-1.192 millions).

Les exportations en destination de l'Océanie se sont établies à 3.665 millions, après un niveau de 642 millions enregistré en 2015. Elles ont essentiellement concerné les expéditions de phosphate, en direction de l'Australie.

I.1.2- Importations de biens

I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

En 2016, les importations de biens, optique balance des paiements, se sont chiffrées à 1.185.909 millions, en régression de 1,9% par rapport aux 1.208.487 millions affichés en 2015.

Les importations de biens représentent 46,1% du PIB nominal en 2016, contre 50,0% un an plus tôt.

Tableau 23- Evolution des importations de biens (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Marchandises générales	929 794	1 163 682	1 076 232	1 195 131	1 173 481	-1,8%
Or non monétaire	15 354	18 284	17 627	13 356	12 428	-6,9%
IMPORTATIONS DE BIENS	945 148	1 181 966	1 093 860	1 208 487	1 185 909	-1,9%
PIB Nominal (PIB)	1 974 013	2 016 142	2 216 336	2 417 773	2 572 562	6,4%
Importations de biens / PIB	47,9%	58,6%	49,4%	50,0%	46,1%	-3,9 ^(*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2- Composition des importations de biens

L'évolution des marchandises importées en commerce général se présente comme suit.

Tableau 24- Evolution des marchandises générales importées (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
1- Importations commerce général (CAF) (1.a + 1.b + 1.c)	938 318	1 222 382	978 654	1 110 822	1 106 345	-0,4%
1.a- Importations commerce spécial (CAF)	836 584	966 101	859 139	1 026 033	1 086 999	5,9%
1.b- Mouvements d'entrepôt	116 322	256 280	119 515	84 789	19 346	-77,2%
1.c- Ajustement de couverture de champ	-14 588	0	0	0	0	-
2- Ajustement (commerce non contrôlé + CEB)	141 606	136 882	254 163	252 043	234 194	-7,1%
2.a- Commerce non contrôlé	64 048	53 656	159 987	158 946	149 799	-5,8%
1.b- CEB	77 558	83 226	94 176	93 097	84 395	-9,3%
3- Importations ajustées (CAF) (1+2)	1 079 924	1 359 264	1 232 817	1 362 865	1 340 539	-1,6%
4- Reclassification du fret et assurance (1*15,1% à partir de 2015, contre 16% initialement)	-150 131	-195 581	-156 585	-167 734	-167 058	-0,4%
Marchandises générales importées (FOB) (3+4)	929 794	1 163 682	1 076 232	1 195 131	1 173 481	-1,8%
PIB Nominal (PIB)	1 974 013	2 016 142	2 216 336	2 417 773	2 572 562	6,4%
Importations ajustées CAF /PIB (%)	54,7%	67,4%	55,6%	56,4%	52,1%	-4,3 (*)

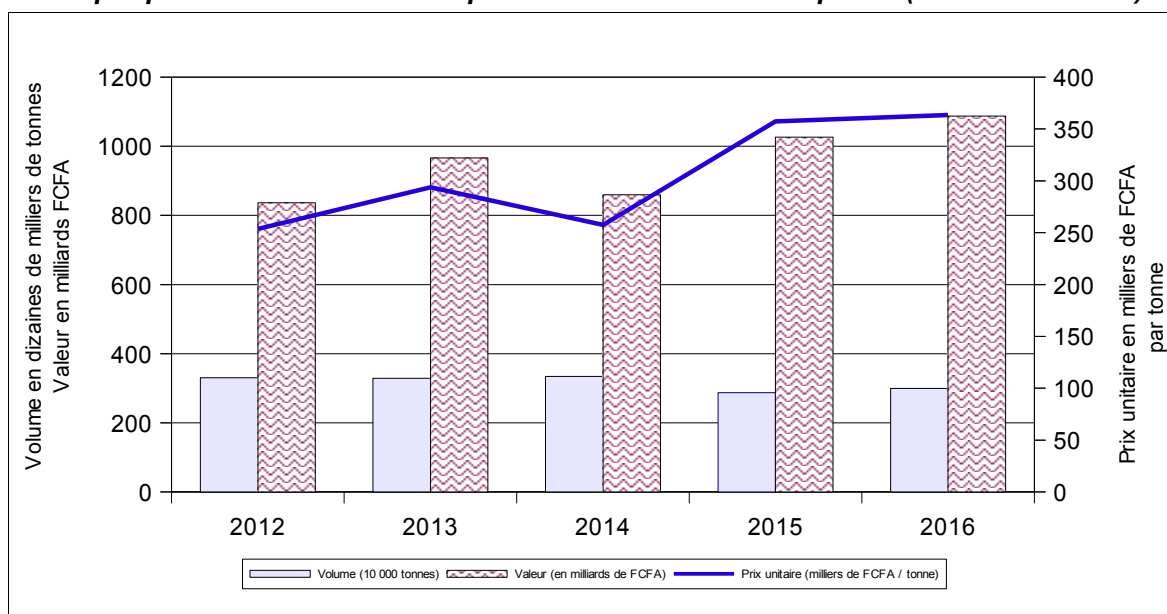
(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

1.1.2.2.1- Importations de biens en commerce spécial

En 2016, les achats de biens extérieurs classés en commerce spécial se sont élevés à 1.086.999 millions, contre 1.026.033 millions en 2015, soit une hausse de 5,9%.

Graphique 11- Evolution des importations en commerce spécial (volume et valeur)



Sources : BCEAO et INSEED

Cette progression de la valeur des importations est liée à l'accroissement de 4,2% du volume importé, cumulé à la hausse de 1,7% du prix moyen de la tonne de ces produits qui est passé de 357.380 FCFA en 2015 à 363.362 FCFA en 2016.

Tableau 25- Evolution des importations de biens en commerce spécial (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Volume (milliers de tonnes)	3 300	3 289	3 338	2 871	2 992	4,2%
Valeur (millions de FCFA)	836 584	966 101	859 139	1 026 033	1 086 999	5,9%
Prix moyen (FCFA/tonne)	253 542	293 709	257 384	357 380	363 362	1,7%

Sources : BCEAO et INSEED

La hausse de la valeur des importations en 2016 est attribuable aux groupes de produits « *Biens de consommation* » et « *Biens d'équipement* », dont les factures CAF ont respectivement progressé de 10,8% et 16,4%. Les importations des « *Energies et lubrifiants* » et de « *Matières premières et produits semi-finis* » ont plutôt diminué, respectivement de 2,2% et 5,3%.

Tableau 26- Evolution des importations en commerce spécial par grands groupes de produits (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Biens de consommation	235 757	257 950	258 169	315 041	349 043	10,8%
Énergies et lubrifiants	184 851	213 679	160 178	145 522	142 260	-2,2%
Matières premières et produits semi-finis	222 099	276 106	213 856	287 701	272 361	-5,3%
Biens d'équipement	193 877	218 367	226 937	277 769	323 336	16,4%
Importations en commerce spécial (CAF)	836 584	966 101	859 139	1 026 033	1 086 999	5,9%

Sources : BCEAO et INSEED

1.1.2.2.1- Biens de consommation

Les biens de consommation importés ont augmenté en valeur de 10,8% en s'établissant à 349.043 millions en 2016, contre 315.041 millions une année plus tôt. Cette évolution est principalement imputable à la hausse de 18,2% des importations du sous-groupe « *Autres produits finis pour la consommation* ».

La part des biens de consommation dans les importations totales a augmenté de 1,4 point de pourcentage, passant de 30,7% en 2015 à 32,1% en 2016.

Tableau 27- Evolution des importations des biens de consommation (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Alimentation-Boissons-Tabacs	104 654	117 110	113 037	130 067	130 491	0,3%
Autres produits finis pour la consommation	131 104	140 840	145 132	184 974	218 552	18,2%
Total des biens de consommation (1)	235 757	257 950	258 169	315 041	349 043	10,8%
Total importations en commerce spécial (2)	836 584	966 101	859 139	1 026 033	1 086 999	5,9%
Part des biens de consommation dans les importations	28,2%	26,7%	30,0%	30,7%	32,1%	1,4 (*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2.1.1.1- Alimentation-Boissons-Tabacs

Avec 130.491 millions en 2016 contre 130.067 millions en 2015, la valeur des importations des produits du sous-groupe « *Alimentation-Boissons-Tabacs* » a enregistré une hausse de 0,3%, du fait de la progression des importations des produits alimentaires (+0,3%) et de boissons (+0,9%), atténuée par le repli de 0,1% des importations de tabacs.

L'accroissement de la demande intérieure en produits alimentaires est localisé au niveau du riz (+6,2%) et des poissons (+168,0%). Toutefois, les importations des autres catégories de produits alimentaires ont fléchi de 11,5%, d'une année à l'autre.

La hausse des importations de poissons en 2016 s'expliquerait par l'accroissement de la demande locale, après le repli sensible des mises en consommation de ce produit enregistré en 2015. En effet, au cours du mois de septembre 2015, une quantité de 24 tonnes de poissons (type tilapia), en provenance d'un pays asiatique, avait été saisie par les Autorités sanitaires du Togo, en raison d'une contamination par des composés chimiques. Cette saisie avait conduit à un durcissement des contrôles sanitaires, avec pour conséquence une baisse des importations des produits halieutiques congelés, cumulée à un repli de la demande, du fait de la méfiance de la population.

S'agissant du riz, en dépit de la hausse de 6,2% des importations en 2016, le niveau des importations de 2013 n'est pas atteint. Cette évolution modérée des importations serait liée aux efforts du Gouvernement togolais dans le cadre de la Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture. Cette stratégie vise à augmenter la production locale, à travers les divers projets d'aménagement et de réhabilitation de terres agricoles. En particulier, le Projet d'Aménagement et de Réhabilitation des Terres Agricoles dans la zone de Mission-Tové (PARTAM), démarré en 2012, s'est assigné comme objectif la réhabilitation de 360 hectares d'un ancien périmètre et l'aménagement d'un nouveau périmètre de 300 hectares, en vue de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté des populations rurales vivant dans la préfecture de Zio, située dans la partie méridionale du Togo. Il faut également signaler qu'en 2015, le Togo avait bénéficié d'un concours de EXIMBANK-Chine dans le cadre du Projet d'exploitation de 1.000 hectares de sorgho, maïs et riz, pour un montant de 3.652 millions. En 2016, plusieurs projets agricoles, intégrant le riz, ont bénéficié des financements des bailleurs de fonds. Il s'agit, entre autres du :

- Projet d'Appui au secteur Agricole (PASA) (Banque Mondiale : 3.697 millions) ;
- Projet de développement rural intégré de la plaine de Mò (BID : 1.261 millions, BOAD : 799 millions) ;
- Projet d'appui au Développement Agricole du Togo (PADAT) (FIDA : 1.389 millions) ;
- Projet d'aménagement hydro-agricole de la basse vallée du fleuve Mono (BOAD : 303 millions) ;
- Projet de développement rural de la plaine de Djagblé (BADEA : 286 millions).

Les importations des tabacs se sont inscrites en repli depuis 2014. En 2016, ces importations ont légèrement diminué de 0,1%, pour s'établir à 5.053 millions, contre 5.057 millions une année plus tôt.

L'évolution à la baisse des importations de tabacs, au cours des trois dernières années, serait consécutive à l'effet des mesures prises par les Autorités pour lutter contre la consommation de tabacs, notamment à travers la loi anti-tabac N°2010-017 du 31 décembre 2010, relative à la production, à la commercialisation et à la consommation des cigarettes et autres produits du tabac. Les trois (3) décrets d'application de cette loi ont été adoptés par le Conseil des Ministres du 12 juillet 2012 et ont concerné :

- (i) le décret portant modalités d'application des normes relatives au conditionnement et à l'étiquetage des produits du tabac et ses produits dérivés ;
- (ii) le décret portant interdiction de fumer dans les lieux publics, et
- (iii) le décret portant composition, attributions et fonctionnement du Comité National de Lutte contre le Tabac (CNLT).

En vue d'une application stricte des dispositions contenues dans la loi sus-visée, des Organisations Non Gouvernementales (ONG), en particulier l'Alliance Nationale des Consommateurs et de l'Environnement (ANCE) du Togo, en collaboration avec le Ministère en charge de la Santé, ont entrepris de vastes campagnes de sensibilisation à l'endroit de la population cible et aussi au profit des responsables d'hôtels, des restaurateurs et des tenanciers de bars. De plus, dans le cadre de la poursuite de la lutte contre l'alcoolisme, le tabagisme et la pollution de l'environnement, un relèvement des droits d'accise de 40% à 45% sur les produits du tabac avait été prévu dans la loi de finance au titre de l'année 2013. Ces mesures et dispositions auraient permis de réduire la demande en tabac, et par conséquent les importations de ce produit.

Tableau 28- Evolution des importations du groupe « Alimentation-Boissons-Tabacs » (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15	Contrib. 16/15
Produits alimentaires	91 214	99 085	100 868	117 436	117 793	0,3%	0,3%
Riz	8 576	12 078	9 623	10 405	11 047	6,2%	0,5%
Poissons	15 432	15 944	13 914	7 573	20 293	168,0%	9,8%
Viandes	5 975	5 799	5 913	8 386	7 947	-5,2%	-0,3%
Lait	8 578	11 890	13 954	15 010	12 273	-18,2%	-2,1%
Sucre	9 500	10 488	11 113	13 311	10 546	-20,8%	-2,1%
Huiles	19 296	27 731	27 156	27 120	24 145	-11,0%	-2,3%
Autres produits alimentaires	23 856	15 155	19 196	35 632	31 543	-11,5%	-3,1%
Boissons	6 149	10 066	6 075	7 573	7 644	0,9%	0,1%
Tabacs	7 291	7 959	6 093	5 057	5 053	-0,1%	0,0%
TOTAL	104 654	117 110	113 037	130 067	130 491	0,3%	0,3%

Sources : BCEAO et INSEED

1.1.2.2.1.2- Autres produits finis pour la consommation

La valeur des importations des autres produits finis pour la consommation s'établit en 2016 à 218.552 millions, en augmentation de 18,2% par rapport aux 184.974 millions de 2015. Cette hausse est imputable à l'accroissement des importations de tous les groupes de produits : « Produits pharmaceutiques » (+1,9%), « Produits chimiques » (+3,9%) et « Autres produits manufacturés » (+34,6%).

Tableau 29- Evolution des importations du groupe "Autres produits finis pour la consommation" (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Produits pharmaceutiques	43 420	42 819	44 097	59 171	60 276	1,9%
Produits chimiques	29 689	29 543	30 606	35 948	37 332	3,9%
Autres produits manufacturés	57 995	68 478	70 429	89 856	120 944	34,6%
TOTAL	131 104	140 840	145 132	184 974	218 552	18,2%

Sources : BCEAO et INSEED

1.1.2.2.1.2- Energie et lubrifiants

La valeur des importations des produits du groupe « *Energie et lubrifiants* » s'est chiffrée à 142.260 millions en 2016, en baisse de 2,2% par rapport aux 145.522 millions de 2015.

Tableau 30- Evolution des importations d'énergie et lubrifiants (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15	Contrib. 16/15
Pétrole brut	0	0	0	0	0	-	-
Pétrole lampant	10 715	6 162	5 978	4 830	2 623	-45,7%	-1,5%
Essence	37 882	70 140	44 789	36 909	42 836	16,1%	4,1%
Gas-oil et fuel-oil	78 491	79 019	68 614	60 132	63 366	5,4%	2,2%
Huiles de graissage	11 208	11 380	10 707	9 337	11 928	27,7%	1,8%
Butane et autres gaz	5 495	5 881	6 175	6 068	6 346	4,6%	0,2%
Bitumes et produits bitumeux	40 491	36 831	19 671	26 296	13 223	-49,7%	-9,0%
Autres	569	4 267	4 244	1 949	1 938	-0,6%	0,0%
Total valeurs (1)	184 851	213 679	160 178	145 522	142 260	-2,2%	-2,2%
Volume (tonne)	545 025	600 084	552 355	687 564	712 920	3,7%	-
Prix moyen (FCFA/tonne)	339 160	356 081	289 990	211 648	199 546	-5,7%	-
Total importations en commerce spécial (2)	836 584	966 101	859 139	1 026 033	1 086 999	5,9%	-
Part dans les importations (1) / (2)	22,1%	22,1%	18,6%	14,2%	13,1%	-1,1 (°)	-

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

La baisse des importations de produits pétroliers est essentiellement attribuable à la diminution des achats de bitumes et de produits bitumeux (-49,7%), en liaison notamment avec l'arrivée en phase terminale de certains travaux d'aménagement et de réhabilitation des infrastructures routières. Toutefois, les importations d'essence, des huiles de graissage ainsi que de gas-oil et fuel-oil ont enregistré des hausses respectives de 16,1%, 27,7% et 5,4%. Le prix moyen de vente des produits pétroliers a fléchi de 5,7%, d'une année à l'autre, en phase avec le repli de 14,5% du prix du baril de pétrole sur le marché international, en comparaison avec 2015.

La part des produits pétroliers dans les importations totales s'est établie à 13,1% en 2016, contre 14,2% l'année précédente, soit un repli de 1,1 point de pourcentage.

1.1.2.2.1.3- Matières premières et produits semi-finis

Les matières premières et produits semi-finis importés se sont chiffrés à 272.361 millions en 2016, contre 287.701 millions en 2015, soit une baisse de 5,3%. Cette évolution est liée à la régression des importations de matières premières (-20,1%), principalement le clinker (-52,1%) et de produits semi-finis (-2,6%).

La baisse des achats à l'étranger de clinker fait suite à l'augmentation de l'offre intérieure de ce produit, avec l'entrée en production depuis fin 2014 d'une nouvelle usine de production de clinker.

Le repli noté dans les importations de produits semi-finis est consécutif à la diminution de la demande intérieure de produits sidérurgiques pour la voirie, notamment des ouvrages semi-finis en fer et en acier, des barres de fer et d'acier, des tubes, tuyaux et accessoires en matières plastiques, des accessoires de tuyauterie en fonte, en fer et en acier, etc.

Tableau 31- Evolution des importations des matières premières (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Matières premières	53 369	61 794	59 270	45 123	36 034	-20,1%
<i>Dont blé</i>	15 212	19 078	16 565	17 072	21 790	27,6%
<i>clinker</i>	38 157	40 106	40 094	23 337	11 169	-52,1%
Produits semis-finis	168 730	214 312	154 587	242 579	236 327	-2,6%
<i>Dont produits sidérurgiques</i>	116 912	149 956	124 146	177 303	163 486	-7,8%
<i>autres matériaux de construction</i>	4 709	12 283	11 368	22 437	13 974	-37,7%
TOTAL	222 099	276 106	213 856	287 701	272 361	-5,3%

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2.1.4- Biens d'équipement

Les importations de biens d'équipement s'établissent en 2016 à 323.336 millions, contre 277.769 millions en 2015, soit une hausse de 16,4%.

Le niveau des biens d'équipement est imputable aux importations de grues de portiques, de chariots-grues, de motos, de véhicules à usage touristique ainsi que de bulldozers, d'angledozers, de scrapers, d'excavateurs, de compacteuses, de groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques, etc.

S'agissant en particulier des importations des produits finis pour l'agriculture, il est observé une baisse de 49,4% en 2016, en comparaison avec l'année 2015. Toutefois, le niveau moyen des importations de ces biens est de 3.614 millions, sur la période allant de 2013 à 2016, avec un pic enregistré en 2015 (6.868 millions). Ces importations s'étaient établies à 418 millions en 2012. De 2013 à 2016, les importations des produits finis pour l'agriculture sont constituées principalement des achats effectués à l'étranger, dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA). Ces importations concernent les machines et outils pour les cultures agricoles, horticoles et sylvicoles.

La proportion des importations de biens d'équipement dans les importations totales est en hausse de 2,7 points de pourcentage, passant de 27,1% en 2015 à 29,7% en 2016.

Tableau 32- Evolution des importations des biens d'équipement (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Produits finis pour l'agriculture	418	2 051	2 065	6 868	3 474	-49,4%
Produits finis pour l'industrie	193 459	216 316	224 871	270 901	319 862	18,1%
Biens d'équipement (1)	193 877	218 367	226 937	277 769	323 336	16,4%
Total importations en commerce spécial (2)	836 584	966 101	859 139	1 026 033	1 086 999	5,9%
Part des biens d'équipement dans les importations	23,2%	22,6%	26,4%	27,1%	29,7%	2,7 (*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et INSEED

I.1.2.2.2- Mouvements d'entrepôts⁶

Un ensemble de dispositions légales, qui dérogent en tout ou partie au droit douanier, ont été prévues pour permettre aux opérateurs économiques d'introduire, sous certaines conditions, des marchandises sur le territoire national sans paiement des droits et taxes à l'importation.

Ces marchandises sont généralement stockées dans des entrepôts, sous la surveillance de l'administration douanière, en attendant leur destination finale qui peut être, selon le cas, le territoire douanier (mise en consommation) ou d'autres pays (réexportation).

Ces mouvements d'entrepôts se sont chiffrés en 2016 à 19.346 millions, en baisse de 77,2% par rapport aux 84.789 millions de 2015.

I.1.2.2.3- Ajustements de couverture de champ

Les ajustements, opérés sur les importations CAF en commerce général en 2016 (tableau 24), ont porté sur 234.194 millions et ont concerné les importations d'énergie électrique de la Communauté Électrique du Bénin (84.395 millions) et le commerce non contrôlé (+149.799 millions), tels que détaillés dans l'encadré 1, relatif aux ajustements des exportations et importations de biens (Passage des statistiques du commerce extérieur aux données enregistrées en balance des paiements).

I.1.2.2.4- Importations d'or non monétaire

En 2016, aucune transaction sur ce produit n'a été recensée au cordon douanier, tout comme en 2015.

Cependant, le coût d'achat des réexportations de cette matière a été estimé à 14.603 millions en 2016, portant ainsi les importations totales d'or non monétaire à 12.428 millions. En effet, l'estimation de la valeur des importations d'or non monétaire a été faite sur la base des données déclarées par les services douaniers au titre des réexportations de ce produit. Un taux moyen de 82,5% a été appliqué aux réexportations d'or non monétaire sur la base des informations obtenues sur le taux de marge moyen appliqué par les réexportateurs qui se chiffre à 17,5%.

I.1.2.3- Orientation géographique des importations

En 2016, les principaux continents fournisseurs de biens au Togo sont l'Asie (46,9%) et l'Europe (34,8%). L'Afrique et l'Amérique ne représentent, dans cette répartition, que 13,5% et 4,7% respectivement. Les importations du Togo en provenance de l'Océanie sont presque inexistantes en 2016.

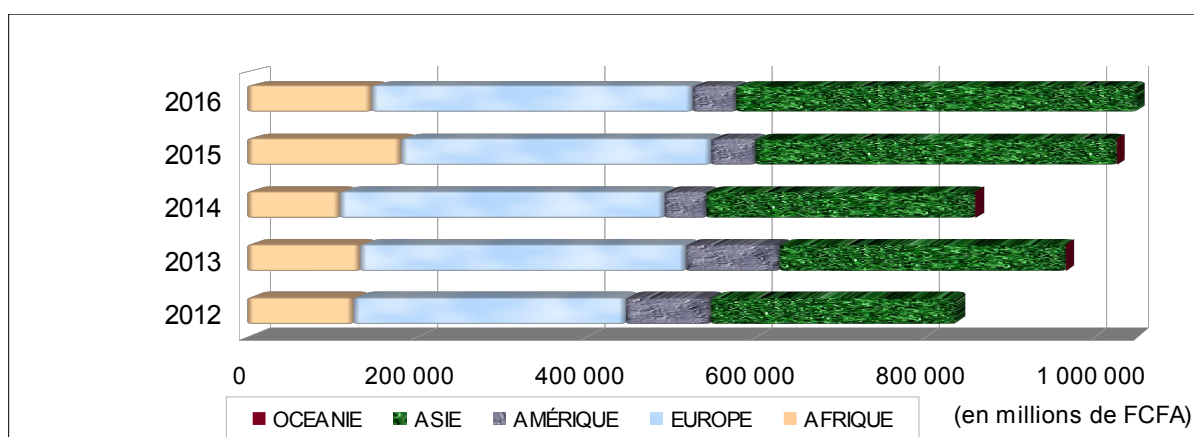
Tableau 33- Répartition des importations par zone géographique (en millions)

	2012	Part / total	2013	Part / total	2014	Part / total	2015	Part / total	2016	Part / total	Var 16/15
EUROPE	321 326	38,4%	384 154	39,8%	382 904	44,6%	365 549	35,6%	378 616	34,8%	3,6%
AFRIQUE	125 082	15,0%	133 018	13,8%	109 149	12,7%	181 360	17,7%	146 495	13,5%	-19,2%
AMÉRIQUE	100 428	12,0%	110 545	11,4%	49 261	5,7%	52 410	5,1%	51 496	4,7%	-1,7%
ASIE	289 748	34,6%	337 846	35,0%	317 188	36,9%	426 627	41,6%	510 012	46,9%	19,5%
OCEANIE	-	-	538	0,1%	637	0,1%	88	0,0%	380	0,0%	333,1%
TOTAL	836 584	100,0%	966 101	100,0%	859 139	100,0%	1 026 033	100,0%	1 086 999	100,0%	5,9%

Sources : BCEAO et INSEED

⁶ Le terme « mouvements d'entrepôts » désigne ici les entrées en entrepôt et les sorties d'entrepôt du territoire douanier. Les mouvements d'entrepôts sont enregistrés en balance des paiements en raison du fait que les données du commerce extérieur prises en compte sont celles du commerce général car le champ couvert par les statistiques de balance des paiements est celui du territoire économique du pays.

Graphique 12- Répartition des importations par zone géographique (en millions)



Sources : BCEAO et INSEED

En 2016, les importations en provenance de l'Europe ont augmenté de 3,6%, en passant de 365.549 millions en 2015 à 378.616 millions une année plus tard. Elles sont essentiellement constituées :

- d'huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de la Lettonie, des Pays-Bas et de la Russie ;
- des médicaments de l'Autriche, de la Belgique, de la France et de la Suisse ;
- des engrais minéraux ou chimiques de l'Ukraine ;
- des chars et automobiles blindées de combat et leurs parties, de la France et du Royaume-Uni ;
- des remorqueurs et bateaux pousseurs, des Pays-Bas ;
- du froment (blé) et méteil de la France ;
- des accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons, par exemple), en fonte, fer ou acier de la Pologne ;
- du lait et de la crème de lait de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Pologne ;
- des machines, appareils et engins mécaniques ainsi que des parties de ces machines ou appareils, de l'Allemagne, de la France et de l'Italie ;
- des voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, des Pays-Bas, de la Roumanie et du Royaume-Uni ;
- des articles de friperie de l'Allemagne, de l'Espagne, de la Pologne et du Royaume-Uni.

L'Asie a également fourni au Togo, en 2016, des marchandises pour 510.012 millions, contre 426.627 millions en 2015, en hausse de 19,5%. Elles se sont rapportées :

- aux bigues, grues et blondins, ponts roulants, portiques de déchargement ou de manutention, ponts grues, chariots cavaliers et chariots grues de la Chine ;
- aux motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire de la Chine et du Japon ;
- au riz de la Chine, de l'Inde, du Japon et de la Thaïlande ;

-
- aux tissus de coton, aux barres de fer ou acier non allié, aux véhicules automobiles pour le transport de marchandises, aux motocycles, aux chaussures à semelles extérieures et dessus en caoutchouc, ainsi qu'aux postes téléphoniques (y compris les téléphones pour réseaux cellulaires) de la Chine ;
 - aux filaments synthétiques ou artificiels, ainsi qu'aux véhicules du tourisme du Japon ;
 - aux huiles de palme de l'Indonésie et de la Malaisie ;
 - aux huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux des Emirats Arabes Unis, de la Corée du Sud, de l'Inde et de l'Arabie Saoudite.

Les importations en provenance de l'Océanie se sont établies à 380 millions en 2016, contre 88 millions en 2015, en accroissement de 333,1%. Elles se sont rapportées, pour l'essentiel, aux graines, fruits et spores à ensemercer, aux carbonates, aux courroies transporteuses ou de transmission (en caoutchouc vulcanisé) ainsi qu'aux articles de friperie.

Les importations en provenance de l'Amérique sont passées de 52.410 millions en 2015 à 51.496 millions en 2016, en baisse de 1,7%. Ces importations ont principalement concerné :

- le blé du Canada ;
- les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux de la Colombie et des Etats-Unis ;
- le sucre du Brésil ;
- les voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes des Etats-Unis ;
- le zinc sous forme brute du Mexique ;
- les boteurs (bulldozers), boteurs biaux (angledozers), niveleuses, décapeuses (scrapers) des Etats-Unis ;
- les médicaments de l'Argentine.

Au titre des échanges avec l'Afrique, les importations ont diminué de 19,2%, en passant de 181.360 millions à 146.495 millions d'une année à l'autre.

Elles ont concerné :

- les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, du gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, ainsi que les houilles de l'Afrique du Sud, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Sénégal ;
- les poissons congelés de l'Angola, du Ghana, de la Guinée-Bissau, du Maroc, de la Mauritanie et du Sénégal ;
- les farines de froment (blé) du Ghana ;
- les réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients similaires en aluminium du Maroc et du Nigeria ;
- les savons de la Côte d'Ivoire ;
- les barres en fer ou en aciers de la Côte d'Ivoire et du Ghana ;
- du ciment du Nigeria ;
- les engrais minéraux ou chimiques de la Côte d'Ivoire et du Maroc ;

- les cigares et cigarettes de la Côte d'Ivoire, du Nigeria et du Sénégal ;
- les fils, câbles et autres conducteurs isolés pour l'électricité de l'Afrique du Sud, de la Tunisie et du Sénégal.

En 2016, les principaux partenaires du Togo en Afrique, sont :

- le Ghana (24,6%), avec les farines de froment (blé), les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, le gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, les barres en fer ou aciers non alliés, les tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords) en matières plastiques, l'alcool éthylique, les poissons congelés, les huiles de palme ainsi que les tomates préparées ou conservées ;
- la Côte d'Ivoire (21,7%), avec les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, les sacs et sachets d'emballages, les cokes de pétrole, les bitumes de pétrole, les cigares et cigarettes, les savons, les engrais minéraux ou chimiques, les tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords), les barres en fer ou en acier, ainsi que les engrais minéraux ;
- le Nigeria (12,2%), avec les réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients similaires en aluminium (y compris les étuis tubulaires rigides ou souples), le ciment, le gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, les cigares et cigarettes, les articles de ménage, ainsi que les chaussures ;
- l'Afrique du Sud (7,3%), avec les houilles, briquettes et combustibles solides similaires de houille, les polymères de propylène, les produits laminés en fer ou en acier non alliés, les véhicules automobiles pour le transport de marchandises, les voitures de tourisme et autres véhicules de transport de personnes, les huiles non brutes de pétrole ou minéraux ;
- le Maroc (7,1%), avec les engrais minéraux ou chimiques, les poissons congelés, les boîtes, sacs, pochettes et autres emballages (en papier et carton), les réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients similaires en aluminium, les pâtes alimentaires, les fils et câbles et autres conducteurs isolés pour l'électricité ;
- le Sénégal (6,0%), avec les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, les cigares et cigarettes, des poissons congelés, des poissons séchés et salés, ainsi que les fils et câbles pour l'électricité ;
- le Bénin (5,7%), avec les marbres et autres pierres calcaires, les gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, les bonbonnes, bouteilles, flacons, bocaux, pots, emballages tubulaires, ampoules et autres récipients de transport ou d'emballage ;
- la Guinée-Bissau (4,3%), avec les poissons congelés.

Tableau 34- Proportion des importations en provenance d'Afrique

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
UEMOA	31,4%	34,1%	36,6%	26,4%	39,6%
Bénin	2,7%	4,0%	6,2%	2,7%	5,7%
Burkina	0,6%	0,3%	0,5%	1,7%	1,8%
Côte d'Ivoire	20,5%	19,0%	18,4%	13,1%	21,7%
Guinée-Bissau	2,3%	5,6%	6,2%	4,5%	4,3%
Mali	0,0%	0,4%	0,0%	0,3%	0,1%
Niger	0,0%	0,4%	0,1%	0,0%	0,0%
Sénégal	5,2%	4,3%	5,1%	4,1%	6,0%
CEDEAO (hors UEMOA)	37,4%	41,5%	34,3%	23,4%	36,9%
Ghana	29,2%	35,2%	28,5%	19,0%	24,6%
Nigeria	6,8%	6,0%	5,8%	4,3%	12,2%

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	1,4%	0,4%	0,0%	0,0%	0,2%
CEMAC	0,8%	3,4%	0,3%	0,5%	1,0%
Cameroun	0,8%	3,2%	0,3%	0,4%	0,3%
Congo (Brazzaville)	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres CEMAC	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,6%
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	30,4%	21,0%	28,9%	49,8%	22,5%
Afrique du Sud	14,2%	7,1%	13,9%	27,8%	7,3%
Egypte	2,6%	3,0%	2,9%	1,9%	2,1%
Maroc	6,7%	7,7%	8,3%	12,8%	7,1%
Mauritanie	4,4%	0,2%	1,6%	3,3%	3,2%
Mozambique	1,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1,1%
Seychelles	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Tunisie	1,2%	1,0%	1,5%	1,2%	1,2%
Autres	0,2%	1,9%	0,7%	2,8%	0,5%
AFRIQUE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Sources : BCEAO et INSEED

Encadré 1 : Échanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA

Dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements régionale de l'UEMOA, les données officielles sur les échanges intra-UEMOA ont fait l'objet de retraitements par la Cellule régionale chargée de la réconciliation des données sur le commerce intra-UEMOA. Ces retraitements ont été pris en compte dans la détermination des valeurs globales des importations et des exportations du Togo. La matrice des échanges intra-communautaires ci-après, arrêtée par la Cellule, est obtenue à la suite de la confrontation des données du commerce général des pays partenaires dans l'Union et de la prise en compte des échanges transfrontaliers non contrôlés.

Estimation de la matrice des échanges communautaire en 2016 (en millions)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 540	9 924	9	50 769	46 307	544	17 222	129 315
	Burkina	1 433		11 550	13	13 016	10 299	4 314	24 005	64 630
	Côte d'Ivoire	24 141	294 190		1 299	282 694	26 208	75 433	125 622	829 586
	Guinée-Bissau	0	1	0		574	20	3 890	0	4 485
	Mali	11 175	65 958	77 250	81		14 952	94 159	5 195	268 769
	Niger	11 173	19 277	4 495	2	45 319		738	10 519	91 522
	Sénégal	13 702	32 970	81 875	35 584	289 732	17 430		14 917	486 209
	Togo	141 090	97 778	39 548	455	36 772	49 489	6 153		371 286
	UEMOA	202 713	514 714	224 642	37 443	718 876	164 704	185 231	197 480	2 245 803

Sources : BCEAO et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

En 2016, les exportations du Togo vers les autres pays de l'UEMOA se sont chiffrées à 371.286 millions, contre 309.986 millions en 2015.

Les importations du Togo en provenance des autres pays de l'UEMOA se sont, quant à elles, établies à 197.480 millions, contre 213.882 millions en 2015.

La balance commerciale du Togo avec les pays de l'UEMOA est ainsi ressortie excédentaire de 173.806 millions, contre un excédent de 96.104 millions enregistré en 2015.

I.2- BALANCE DES SERVICES

Le poste « Services » de la balance des paiements comprend les transports, les voyages et d'autres services tels que les services financiers, les services de communication, les services d'informatique et d'information.

La balance des services du Togo a dégagé en 2016 un solde excédentaire de 84.696 millions, contre 67.824 millions en 2015. Cette évolution est principalement due à l'amélioration du déficit des transports et du solde excédentaire des autres services.

Tableau 35- Evolution de la balance des services (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Transports	-49 716	-54 959	-37 450	-36 668	-28 522	-22,2%
Voyages	39 668	39 636	41 659	45 120	47 958	6,3%
Autres services	18 048	22 555	26 858	59 372	65 260	9,9%
Balance des services	8 000	7 232	31 067	67 824	84 696	24,9%

Source : BCEAO

La rubrique « Transports » regroupe les transports de passagers et de marchandises, ainsi que diverses activités connexes au transport. Les activités connexes au transport concernent notamment la manutention du fret non facturée avec le service de fret, l'emmagasiner et entreposage, l'emballage, ainsi que le remorquage.

Le solde des « Transports », structurellement déficitaire, s'est amélioré de 22,2% en s'établissant à -28.522 millions en 2016, contre -36.668 millions en 2015, en liaison notamment avec les hausses respectives de 9,7% et 7,3% des soldes excédentaires des « Autres transports » et « Passagers ».

Tableau 36- Evolution du solde des transports (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Transports	-49 716	-54 959	-37 450	-36 668	-28 522	-22,2%
- Passagers	42 494	46 907	44 184	48 287	51 828	7,3%
- Fret	-127 611	-140 840	-118 632	-127 653	-127 177	-0,4%
- Fret maritime	-143 981	-158 165	-133 097	-142 574	-141 999	-0,4%
- Fret aérien	13 882	14 744	11 788	12 158	12 069	-0,7%
- Autres	2 488	2 581	2 677	2 762	2 753	-0,3%
- Autres transports	35 401	38 975	36 998	42 697	46 826	9,7%

Source : BCEAO

Les voyages (biens et services acquis par les non-résidents pendant leur séjour dans l'économie et ceux acquis par les résidents durant leurs déplacements à l'étranger) ont enregistré en 2016 un excédent de 47.958 millions, en hausse de 6,3% par rapport aux 45.120 millions de 2015. Cette évolution est imputable à la progression du solde des recettes nettes effectuées, aussi bien à titre professionnel (+6,1%) que personnel (+6,5%).

En particulier, la hausse de 6,5% des recettes nettes de voyage à titre personnel, en 2016 par rapport à 2015, est principalement portée par la progression de 7,7% des autres types de voyage à titre personnel. Les autres type de voyage sont composés de tourisms, des vacances, des visites à des amis ou à des parents, des participations à des activités à caractère récréatif ou culturel, etc.

D'une façon générale, l'activité touristique a connu un important essor ces dernières années au Togo. En effet, le solde des « autres types de voyage à titre personnel » est passé de 15.029 millions en 2013 à 20.411 millions en 2016, soit une amélioration de 5.382 millions, sur la période. Ce résultat traduit l'effort entrepris par le Togo pour la promotion du tourisme.

Pour rappel, il faut relever que les Autorités togolaises veulent faire du secteur du tourisme un des leviers dans la lutte contre la pauvreté et la création d'emploi. Ainsi, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Togo, en collaboration avec l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), le pays a validé son plan directeur de développement et d'aménagement touristiques, en juillet 2014. Ce plan devrait consolider les instruments de planification existants et servirait désormais à orienter toute action d'intervention dans le secteur, en vue de mettre en valeur toutes les potentialités touristiques du Togo.

En outre, l'activité touristique figure parmi les secteurs porteurs de croissance inscrits dans la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE), qui à terme en décembre 2017, sera remplacée par le Plan national de développement (PND).

D'autres actions spécifiques auraient également milité en faveur de la promotion touristique au Togo en 2016. Il s'agit notamment de l'initiative « Woézon » de l'ONG « Vision Solidaires », en faveur de la diaspora togolaise, à l'entrée sur le territoire togolais. En effet, le Conseil des ministres, en date du 02 juillet 2014, a pris une décision pour permettre à la diaspora togolaise ayant acquis des nationalités étrangères de rentrer et sortir du Togo, sans visa. Ainsi, pour rentrer sur le territoire national et bénéficier de la mesure d'exemption de visa, ces voyageurs devront présenter leur passeport obtenu dans le pays d'accueil, accompagné, soit d'un passeport togolais en cours de validité ou au minimum d'une carte d'identité nationale en cours de validité ou d'une carte consulaire dûment délivrée par un consulat du Togo, ou encore de tout autre document pouvant prouver leur origine togolaise. Cette mesure a été effective depuis juillet 2014, avec une grande ampleur en 2015 et 2016.

Tableau 37- Evolution du solde des voyages (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Voyages	39 668	39 636	41 659	45 120	47 958	6,3%
à titre professionnel	24 033	24 324	25 652	26 988	28 643	6,1%
à titre personnel	15 635	15 312	16 006	18 132	19 315	6,5%
- Santé	-32	126	130	152	86	-43,4%
- Education	668	157	-401	-979	-1 182	20,7%
- Autres	14 999	15 029	16 277	18 959	20 411	7,7%

Source : BCEAO

Les autres services (services de bâtiments et travaux publics, services d'assurances, services financiers et divers services aux administrations publiques et aux entreprises) se sont soldés en 2016 par un excédent de 65.260 millions, soit un accroissement de 9,9% par rapport à l'excédent de 59.372 millions de 2015, suite à l'amélioration des soldes excédentaires des services de télécommunications, informatique et information, ainsi que des services financiers.

S'agissant en particulier des autres services fournis aux entreprises, l'excédent s'est établi à 49.952 millions en 2016, contre 8.377 millions en 2012, soit une amélioration de 41.576 millions. Cette évolution est portée principalement par les services techniques et autres services liés au commerce international, essentiellement réalisés par la société Lomé Container Terminal (LCT) SA. En effet, la société LCT a commencé ses activités en octobre 2014 et a pour vocation, notamment : (i) le management portuaire, la gestion de terminal, tout type de services logistiques et internationaux, (ii) la manutention portuaire et tous types de services logistiques portuaires, l'acconage, le dépotage, l'empotage, l'emmagasinage, les déménagements et tous services connexes, la consignation et le stockage, (iii) l'exploitation de services maritimes et de transbordement régional, continental et mondial vers et en provenance de tous les points du globe via Lomé, etc.

Tableau 38- Evolution du solde des autres services (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Autres services	18 048	22 555	26 858	59 372	65 260	9,9%
Services de BTP	-3 656	-2 988	-2 804	-1 184	687	-158,0%
Services d'assurance	-20 939	-19 934	-20 194	-21 898	-23 786	8,6%
Services financiers	8 715	5 042	3 467	370	4 729	1 177,1%
Services de télécommunications, informatique et information	1 307	3 839	5 191	4 981	9 226	85,2%
Services fournis ou reçus par les APU	24 245	23 929	24 328	26 253	24 452	-6,9%
Autres services aux entreprises	8 377	12 667	16 869	50 850	49 952	-1,8%

Source : BCEAO

I.2.1- Exportations de services

Les exportations de services ont progressé de 11,4%, en passant de 288.356 millions en 2015 à 321.120 millions en 2016, en liaison avec l'effet conjugué des évolutions suivantes :

- hausse des recettes des autres services (+20,5%), du fait de l'accroissement des autres services fournis aux entreprises, en particulier dans le domaine portuaire, au profit des non-résidents, ainsi que des services de télécommunications, informatique et information ;
- accroissement des recettes issues du transport (+7,2%), essentiellement les autres transports (+9,9%) et les passagers (+7,0%) ;
- progression des recettes provenant des voyages (+5,2%), aussi bien ceux effectués à titre professionnel (+5,6%) qu'à titre personnel (+4,9%).

Tableau 39- Evolution des exportations de services (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Transports	105 682	114 688	109 941	120 493	129 137	7,2%
- Passagers	48 681	53 461	53 422	57 709	61 743	7,0%
- Fret	16 467	17 421	14 558	15 024	14 922	-0,7%
- Autres transports	40 534	43 807	41 961	47 760	52 472	9,9%
Voyages	56 790	61 970	61 879	67 193	70 715	5,2%
- à titre professionnel	28 107	30 107	30 411	32 924	34 754	5,6%
- à titre personnel	28 683	31 863	31 468	34 268	35 961	4,9%
Autres services	71 193	63 436	69 878	100 671	121 268	20,5%
Exportations de services	233 665	240 095	241 699	288 356	321 120	11,4%

Source : BCEAO

I.2.2- Importations de services

Les importations de services ont progressé de 7,2%, en passant de 220.532 millions en 2015 à 236.424 millions une année plus tard.

Les **transports** constituent le principal poste des services importés, notamment avec le fret. En 2016, le montant du fret payé aux non-résidents s'est établi à 142.099 millions, en repli de 0,4% par rapport à 2015, en liaison avec la baisse des importations. Les soldes des transports de passagers et des autres transports se sont respectivement inscrits en accroissement de 5,2% et 14,2%.

Les dépenses de **voyage** se sont situées à 22.757 millions, en augmentation de 3,1% par rapport aux 22.072 millions de 2015, liée essentiellement à l'accroissement, d'une part, des missions et voyages d'affaires à l'étranger et, d'autre part, des séjours de loisirs et de vacances à l'étranger.

Les importations des **autres services** ont progressé de 35,6%, passant de 41.299 millions en 2015 à 56.007 millions une année plus tard, en liaison avec :

- les services de télécommunications, d'informatique et d'information, dans le cadre des assistances techniques, ainsi que de la diversification des services bancaires ;
- des autres services fournis aux entreprises, notamment les services de recherche et de développement ainsi que de conseil en gestion.

Tableau 40- Evolution des importations de services (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Transports	155 398	169 647	147 391	157 161	157 660	0,3%
- Passagers	6 187	6 554	9 238	9 421	9 914	5,2%
- Fret	144 078	158 261	133 190	142 677	142 099	-0,4%
- Autres transports	4 686	4 612	4 673	4 643	5 301	14,2%
Voyages	17 122	22 335	20 221	22 072	22 757	3,1%
- à titre professionnel	4 074	5 783	4 759	5 936	6 111	2,9%
- à titre personnel	13 048	16 552	15 461	16 136	16 646	3,2%
Autres services	53 145	40 881	43 020	41 299	56 007	35,6%
Importations de services	225 665	232 863	210 632	220 532	236 424	7,2%

Source : BCEAO

I.3- COMPTE DE REVENU PRIMAIRE

Le compte de revenu primaire est constitué essentiellement de la balance de la rémunération des salariés et de celle des revenus des investissements.

En 2016, il est ressorti excédentaire de 25.841 millions, contre 83.149 millions en 2015, soit une baisse de 68,9%. Cette situation est en rapport avec la baisse de l'excédent des revenus des investissements.

Tableau 41- Evolution du solde du compte de revenu primaire (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Rémunération des salariés	11 166	11 080	13 737	15 130	15 837	4,7%
Revenus des investissements	-11 415	-1 887	3 182	62 234	4 596	-92,6%
Autres revenus primaires	3 300	3 281	5 873	5 786	5 408	-6,5%
Revenus primaires	3 051	12 474	22 791	83 149	25 841	-68,9%

Source : BCEAO

Les rémunérations des salariés sont essentiellement constituées des salaires, traitements et autres prestations payés, d'une part, au personnel résident des représentations diplomatiques et des organismes internationaux et, d'autre part, aux agents non-résidents par les entités résidentes.

Les entrées nettes au titre de ces revenus sont évaluées à 15.837 millions en 2016, en hausse de 4,7% par rapport aux 15.130 millions enregistrés en 2015. Cette évolution est en liaison avec l'accroissement des paiements effectués par les organismes internationaux et les ambassades aux résidents, suite à la hausse des sollicitations des prestations.

Les revenus des investissements représentent les produits que les non-résidents tirent de leurs avoirs financiers placés dans l'économie nationale et les revenus que procurent les avoirs financiers des résidents placés à l'étranger.

En 2016, ces opérations se sont soldées par un excédent de 4.596 millions, contre un excédent de 62.234 millions en 2015, en liaison principalement avec la diminution observée au niveau des revenus des investissements directs.

Le solde des revenus des investissements directs s'est établi à 1.880 millions en 2016, contre 45.109 millions une année plus tôt, soit un repli de 95,8%, en relation avec le repli des paiements d'intérêts reçus par des holdings bancaires au Togo, au titre des investissements directs à l'étranger.

Le solde des revenus des investissements de portefeuille s'est chiffré à 2.418 millions, contre 8.716 millions en 2015, en diminution de 72,3%, suite à un fléchissement des revenus issus des intérêts perçus des placements effectués par les entités bancaires résidentes à l'étranger, conjugué à un accroissement des intérêts versés par l'Administration sur les émissions des titres publics (bons et obligations), sur le marché financier régional de l'UEMOA.

Quant au solde des revenus des autres investissements, il a diminué de 96,5%, en rapport avec la hausse des intérêts versés, notamment sur les prêts et crédits commerciaux.

Tableau 42- Evolution du solde des revenus des investissements (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Revenus des investissements directs	-27 238	-22 343	-19 408	45 109	1 880	-95,8%
Revenus des investissements de portefeuille	7 407	11 754	14 364	8 716	2 418	-72,3%
Revenus des autres investissements	8 416	8 702	8 225	8 409	298	-96,5%
Revenus des investissements	-11 415	-1 887	3 182	62 234	4 596	-92,6%

Source : BCEAO

Les autres revenus primaires sont constitués des loyers, des impôts sur la production et les importations ainsi que des subventions.

Les entrées nettes des autres revenus primaires se situent à 5.408 millions en 2016, contre 5.786 millions en 2015, en liaison principalement avec la hausse des paiements effectués au non-résidents au titre des loyers.

I.4- COMPTE DE REVENU SECONDAIRE

Le compte de revenu secondaire se répartit en deux grandes catégories : les administrations publiques et les autres secteurs.

Le solde créditeur du compte des revenus secondaires s'est établi en 2016 à 202.388 millions, en progression de 8,1% par rapport aux 187.264 millions enregistrés en 2015, du fait de la hausse des revenus des autres secteurs, celui des administrations publiques ayant plutôt fléchi d'une année à l'autre.

Tableau 43- Evolution du solde du compte de revenu secondaire (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Administrations Publiques	42 640	42 535	41 868	44 640	42 338	-5,2%
<i>dont Coopération internationale courante</i>	42 640	42 535	41 868	44 640	42 338	-5,2%
Autres secteurs	81 003	87 065	116 296	142 624	160 050	12,2%
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	86 601	97 325	121 487	147 046	155 630	5,8%
<i>Autres transferts courants</i>	-5 598	-10 260	-5 191	-4 422	4 420	-200,0%
Revenu secondaire	123 643	129 600	158 163	187 264	202 388	8,1%

Source : BCEAO

Les revenus secondaires des administrations publiques recouvrent notamment les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, les cotisations sociales, les prestations sociales, la coopération internationale courante et les divers transferts courants des administrations publiques.

Ces transferts ont régressé de 5,2%, en passant de 44.640 millions en 2015 à 42.338 millions en 2016. Ils comportent les dons mobilisés au titre de l'aide publique au développement, notamment les divers dons en nature et en espèces pour des besoins courants.

Pour les autres secteurs, ils sont constitués, outre les transferts entre particuliers ou entre institutions ne relevant pas d'une administration publique, des envois de fonds des travailleurs migrants autres que ceux destinés aux investissements, notamment la consommation courante, la santé, l'éducation, les événements familiaux et religieux, etc.

Ces opérations ont augmenté de 12,2% en s'établissant à 160.050 millions en 2016, contre 142.624 millions en 2015, du fait des hausses des flux nets des envois de fonds des travailleurs migrants⁷, ainsi que des autres transferts courants. En effet, entre les deux (2) années, les réceptions de fonds des travailleurs migrants ont progressé de 2,4%, alors que les émissions se sont inscrites en diminution de 7,5%.

⁷ Sur la base des informations obtenues auprès des sociétés de transferts d'argent en 2016 et de l'estimation faite des transferts informels, les réceptions de fonds s'élèvent à 192.474 millions et les émissions à 36.440 millions.

II- COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital a dégagé en 2016 un solde excédentaire de 163.551 millions, contre 159.393 millions l'année précédente, en hausse de 2,6%, en liaison avec la mobilisation conséquente des ressources extérieures, enregistrée au cours de l'année sous revue.

II.1- ACQUISITIONS ET CESSIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS NON PRODUITS

Cette rubrique retrace deux types de transactions : l'acquisition ou la cession d'actifs non financiers incorporels (brevets, droits d'auteurs, marques, etc.) et l'acquisition de terrains par les administrations publiques ou par des organisations internationales.

Au titre de ces transactions, l'année 2016 n'a enregistré aucune acquisition ni de cession d'actifs non financiers non produits, tout comme l'année précédente.

II.2- TRANSFERTS DE CAPITAL

Les transferts de capital sont constitués essentiellement des remises de dette et des dons destinés au financement des investissements.

En 2016, ils ont progressé de 2,6% en s'établissant à 163.551 millions, contre 159.393 millions l'année précédente.

Les transferts en capital reçus par l'Administration publique sont évalués à 66.499 millions, contre 62.447 millions en 2015, portant sur les dons en espèces et en nature mobilisés notamment dans le cadre :

- du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) ;
- du Projet d'Aménagement Urbain du Togo phase 2 (PAUT 2) : aménagement du 4^{ème} lac et assainissement des quartiers environnants à Lomé ;
- du Projet de Développement Communautaire et Filets sociaux ;
- du Projet Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres (PGICT) ;
- du Projet de renforcement des services de prévention et de prise en charge du paludisme ;
- du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA) ;
- Projet " Eau potable et Assainissement au Togo" phase 1 (PEAT 1) ;
- du Projet d'Appui aux Services de Santé Maternelle, Infantile et de Nutrition (PASMIN) ;
- du Projet d'amélioration de l'alimentation en eau potable dans la ville de Lomé ;
- du Projet d'Appui au Développement Agricole du Togo (PADAT) ;
- du Projet de Développement Rural y compris l'Agriculture (Pro DRA) ;
- du Projet National de Promotion de l'Entreprenariat Rural (PNPER) ;
- de la modernisation de la formation professionnelle au Togo en partenariat avec le secteur privé ;
- du Programme d'appui à la bonne gouvernance locale (phase 2) ;
- du Projet d'appui au secteur financier et gouvernance ;
- du Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural dans la région des savanes ;
- du Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (WAAPP-1c) ;

- du financement de la construction d'un Centre d'Enfouissement et de Traitement (CET) des déchets solides urbains ;
- de l'équipement de la nouvelle école de Police de Davié (Don d'un lot de matériels) ;
- du financement pour la modernisation du port de pêche ;
- des équipements de laboratoires dans le cadre du Programme de Prévention du VIH/SIDA (Don d'un lot de matériels médicaux) ;
- de la préparation du Sommet de l'Union Africaine sur la Sécurité Maritime (Don de matériels roulants et informatiques) ;
- de la lutte contre l'incendie et du secourisme (don d'un lot de matériels) ;
- du financement de la construction d'un laboratoire de virologie de l'Institut National d'Hygiène (INH) ;
- du financement de la construction des bâtiments scolaires dans les préfecture du Zio et de l'Ogou ;
- du financement de la construction d'une centrale d'achat de produits orthopédiques ;
- du financement de la construction de forages équipées de Pompes à Motricité Humaine ;
- du Projet d'Appui à l'Enseignement Supérieur (PAES) (don d'ouvrages didactiques) ;
- de la prise en charge des personnes atteintes par l'épidémie de la méningite (Don d'un lot de produits pharmaceutiques) ;
- du financement de la mise en œuvre du Programme National de Reboisement au Togo (PNR) ;
- du financement de projets générateurs de revenus, éducatifs et d'amélioration du rendement agricole ;
- du renforcement des capacités de gestion des épidémies et autres menaces de santé publique (Don de matériels informatiques et d'équipements).

Quant aux dons en espèces et en nature mobilisés par le secteur privé (ONG nationales et missions religieuses), ils s'établissent à 97.052 millions en 2016, contre 96.946 millions en 2015, suite à la hausse des dons en nature destinés aux ONG nationales et à la comptabilisation sous cette rubrique des envois de fonds des travailleurs migrants destinés aux investissements. Les dons en nature destinés aux ONG nationales sont essentiellement composés de financements obtenus auprès de partenaires, dans le cadre de projets sociaux tels que la construction de bâtiments scolaires et de ponts, la confection des bancs scolaires, etc.

Tableau 44- Evolution du compte de capital (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	-1 340	-1 275	0	0	0	-
Transferts de capital	147 491	156 883	157 538	159 393	163 551	2,6%
Administration publique	63 066	62 786	61 619	62 447	66 499	6,5%
dont Remises de dette	0	0	0	0	0	-
Autres secteurs	84 425	94 098	95 919	96 946	97 052	0,1%
Solde du compte de capital	146 151	155 608	157 538	159 393	163 551	2,6%

Source : BCEAO

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier⁸, qui englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des non-résidents, s'est soldé, au terme de l'année 2016, par un passif net de 159.805 millions, contre un passif net de 225.472 millions en 2015.

Cette évolution est essentiellement liée à celle des autres investissements et des investissements de portefeuille. Le solde du compte des investissements directs est plutôt caractérisé par un actif net.

Tableau 45- Evolution du solde du compte financier (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15	
						Relative	Absolue
Investissements directs	152 552	-100 893	150 571	53 678	179 722	234,8%	126 044
Investissements de portefeuille	-115	39 252	68 358	-75 482	-160 466	112,6%	-84 984
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0	0	0	-	0
Autres investissements	-136 230	-102 569	-209 084	-203 668	-179 061	-12,1%	24 607
Solde du compte financier	16 207	-164 210	9 845	-225 472	-159 805	-29,1%	65 667

Source : BCEAO

III.1- INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs se décomposent en libération de capital social, bénéfices réinvestis et autres transactions financières (créances ou engagements envers les investisseurs directs).

En 2016, les opérations financières au titre des investissements directs se sont traduites par une sortie nette de 179.722 millions, contre une sortie nette de 53.678 millions l'année précédente. Cette situation est liée à des prises de participation essentiellement au niveau d'un holding financier à l'étranger.

En effet, au regard des résultats de l'Enquête Coordonnées sur les Investissements Directs (ECID) au titre de l'année 2016, les sorties nettes de capitaux ont principalement porté sur la branche « Intermédiation financière, assurance et retraite ». Les principal pays à l'origine de ces sorties nettes est le Nigeria.

III.2- INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille sont des investissements internationaux autres que les investissements directs, effectués sous forme de titres de participation et de titres de créance.

En 2016, ces investissements se sont établis à -160.466 millions, contre -75.482 millions une année plus tôt, traduisant un endettement net de 84.984 millions. En effet, au cours de l'année sous revue, les sollicitations nettes des banques établies dans les autres pays de l'UEMOA, par le Trésor public togolais, sur le marché régional des titres publics se sont chiffrées à 231.191 millions, contre 105.208 millions en 2015.

⁸ Optique BCEAO (Annexe 4)

III.3- DÉRIVÉS FINANCIERS

Les dérivés financiers sont des instruments financiers liés à un autre instrument financier, un indicateur ou un produit spécifique. Ils sont utilisés pour la gestion des risques, la couverture, l'arbitrage entre marchés ou la spéculation. Il existe deux catégories de produits financiers dérivés : les options et les contrats à terme.

Au cours de l'année 2016, aucune transaction relative aux dérivés financiers n'a été recensée.

III.4- AUTRES INVESTISSEMENTS

Cette catégorie comprend des opérations financières telles que les crédits commerciaux, la détention de monnaie fiduciaire et les dépôts, les prêts, les autres comptes à recevoir ou à payer et particulièrement les opérations relatives à l'endettement public extérieur : les tirages, les amortissements, les arriérés de paiement extérieurs, les remises ou annulations de dette et les rééchelonnements.

Le solde du compte des autres investissements est ressorti avec un désendettement net de 24.607 millions, en passant d'un passif net de 203.668 millions en 2015 à un passif net de 179.061 millions en 2016. Cette évolution est la résultante des opérations ci-après :

- une baisse de 18.674 millions de sorties nettes de capitaux sur les opérations en attente de règlement avec les non-résidents, liée à une réduction des engagements des résidents ;
- un accroissement de 5.024 millions des prêts contractés à l'extérieur, notamment par l'Administration publique ;
- une hausse de 10.514 millions des dépôts détenus à l'extérieur.

S'agissant en particulier des prêts contractés par l'Administration publique, les principaux projets financés ont concerné :

- le Programme d'urgence de Développement Communautaire (PUDC) ;
- l'électrification rurale (39 localités rurales) ;
- la réhabilitation et le renforcement des tronçons Atakpamé-Blitta, Blitta-Aouda, Témédja-Badou, Tsévié-Tabligbo, Kpélé Govié-Patatoukou, Patatoukou-Koutoukpa et Koutoukpa-Atakpamé ;
- le secteur de l'Éducation (BID III) ;
- l'hydraulique villageoise dans les régions des Plateaux et Maritime ;
- l'acquisition et la gestion de matériels agricoles ;
- le développement rural intégré de la plaine de Mô ;
- l'appui au développement à la base (Projet d'Appui au Développement à la Base - PRADEB) ;
- le renforcement et la construction des alimentations en énergie électrique au Togo ;
- le développement rural intégré de la plaine de Mô ;
- le développement de la gouvernance minière ;
- la mise en œuvre de la riziculture de bas fonds dans la Kara.

Tableau 46- Evolution des autres investissements (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15	
						Relative	Absolue
Autres titres de participation	0	-28	-4	-4	-1	-75,0%	3
Monnaie fiduciaire et dépôts	-39 876	-11 567	1 829	-7 809	2 705	-134,6%	10 514
Prêts	-8 790	-6 125	-120 804	-118 672	-113 648	-4,2%	5 024
Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	195	537	0	549	770	40,3%	221
Crédits commerciaux et avances	-94 299	-95 690	-98 974	-99 230	-80 557	-18,8%	18 674
Autres comptes à recevoir/ à payer	6 540	10 304	8 868	21 498	11 670	-45,7%	-9 828
Total	-136 230	-102 569	-209 084	-203 668	-179 061	-12,1%	24 607

Source : BCEAO

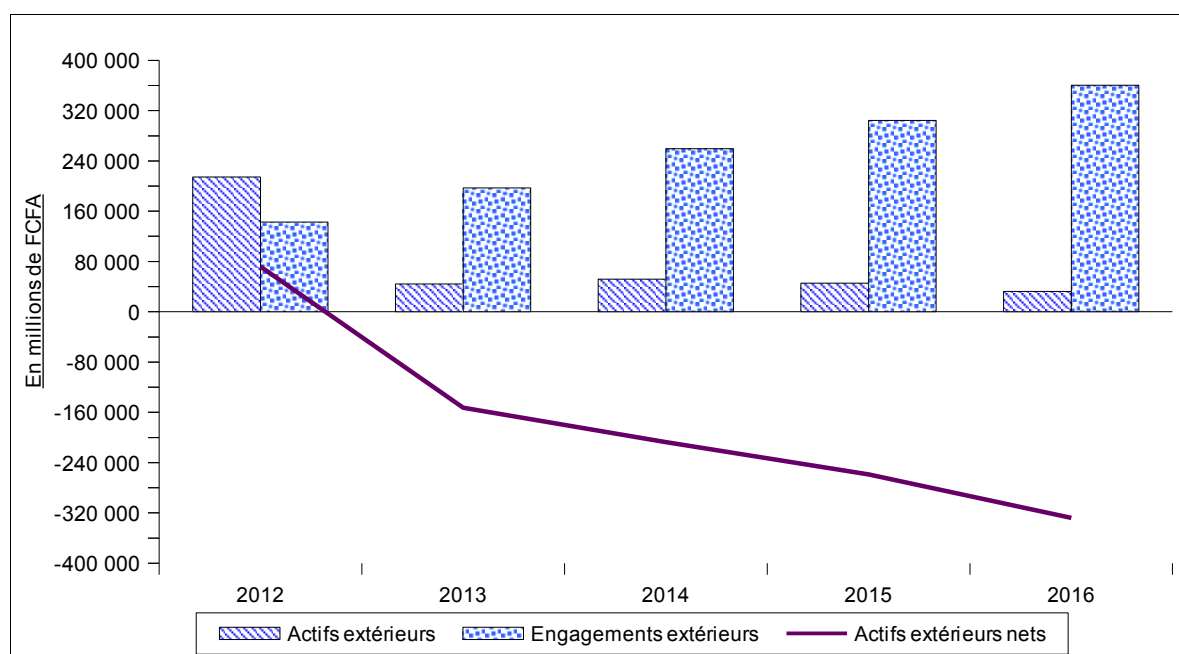
IV- CAPITAUX MONÉTAIRES

En 2016, les transactions extérieures se sont soldées par une hausse des actifs extérieurs nets (AEN) des institutions monétaires de 67.150 millions, en relation avec la progression de 136.464 millions des AEN des autres institutions de dépôts, atténuée par le repli de 69.314 millions de ceux de la Banque Centrale.

IV.1- ACTIFS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DE LA BANQUE CENTRALE

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale a baissé en 2016 de 69.314 millions, en liaison avec une régression de 13.021 millions des créances sur les non-résidents et une hausse de 56.293 millions des engagements extérieurs.

Graphique 13- Évolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale (en millions)



Source : BCEAO

Tableau 47- Évolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale (en millions)

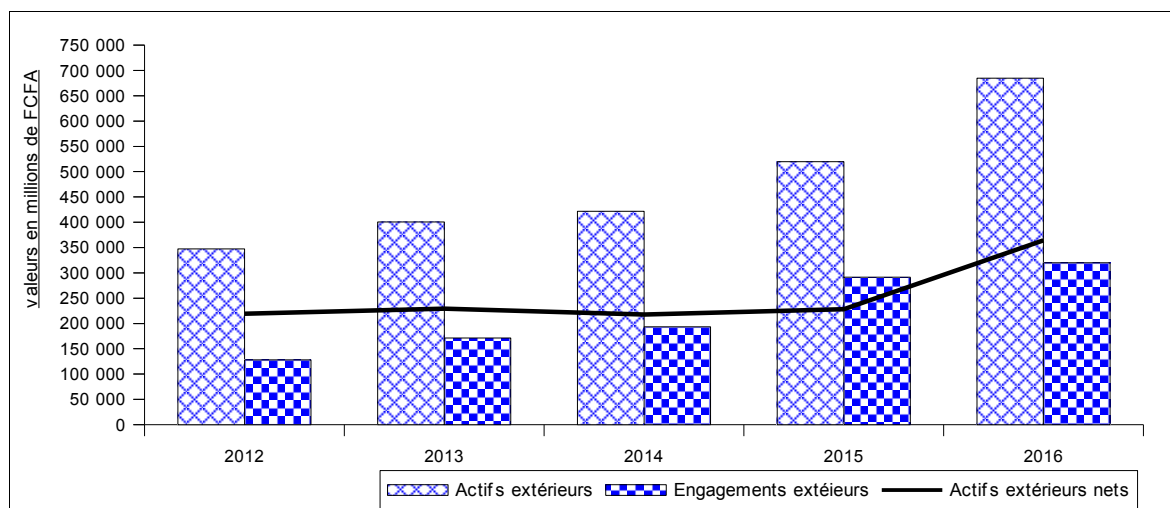
RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Créances sur les non-résidents	214 480	44 203	52 134	45 569	32 548	-13 021
Position de réserve	0	-1 386	3 989	1 382	18 553	17 172
DTS détenus	45 336	43 443	46 390	39 787	10 007	-29 780
Avoirs en monnaies étrangères	1 326	1 946	1 608	4 245	3 834	-411
Autres actifs extérieurs	167 818	199	148	155	154	-1
Engagements extérieurs	142 723	196 991	259 501	304 287	360 581	56 293
Recours au crédit du FMI	72 842	68 955	67 349	62 150	47 781	-14 369
Banques et Institutions non-résidentes	16 096	76 489	137 100	183 417	253 964	70 546
Autres engagements (Allocation DTS)	53 784	51 546	55 052	58 721	58 836	116
ACTIFS EXTERIEURS NETS	71 757	-152 788	-207 367	-258 718	-328 032	-69 314

Source : BCEAO

IV.2- ACTIFS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS

En 2016, la position extérieure nette des autres institutions de dépôts s'est établie à 364.431 millions, en progression de 136.464 millions par rapport aux 227.967 millions atteints en 2015. Cette évolution résulte d'une hausse de 164.956 millions des créances sur les non-résidents, atténuée par l'accroissement de 28.492 millions des engagements extérieurs.

Graphique 14- Évolution des actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts (en millions)



Source : BCEAO

Tableau 48- Évolution des actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Créances sur les non-résidents	347 255	400 364	410 740	519 678	684 634	164 956
Monnaies étrangères	1 919	1 969	2 936	1 573	2 523	950
Dépôts	141 643	116 875	120 841	114 735	138 057	23 322
Crédits	90 775	128 419	92 530	142 179	139 258	-2 921
Autres créances	112 918	153 101	194 433	261 191	404 796	143 605
Engagements envers les non résidents	128 128	171 135	193 194	291 711	320 203	28 492
Dépôts	97 858	115 023	151 665	198 356	243 962	45 606
Crédits	28 734	55 921	41 514	93 352	75 745	-17 607
Autres engagements	1 536	191	15	3	496	493
ACTIFS EXTERIEURS NETS	219 127	229 229	217 546	227 967	364 431	136 464

Source : BCEAO

IV.3- ACTIFS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DE LA BANQUE CENTRALE ET DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS

Les variations des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale (-69.314 millions) et des autres institutions de dépôts (+136.464 millions) ont conduit à une amélioration de 67.150 millions des actifs extérieurs nets globaux en 2016.

Tableau 49- Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale (1)	71 757	-152 788	-207 367	-258 718	-328 032	-69 314
<i>Variation des AEN de la Banque Centrale</i>	<i>-124 673</i>	<i>-224 545</i>	<i>-54 579</i>	<i>-51 351</i>	<i>-69 314</i>	<i>-17 963</i>
Actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts (2)	219 127	229 229	217 546	227 967	364 431	136 464
<i>Variation des AEN des autres institutions de dépôts</i>	<i>106 651</i>	<i>10 102</i>	<i>-11 683</i>	<i>10 421</i>	<i>136 464</i>	<i>126 043</i>
Actifs extérieurs nets totaux (3)=(1)+(2)	290 884	76 441	10 179	-30 751	36 399	67 150

Source : BCEAO

IV.4- AVOIRS DE RÉSERVE

Il s'agit des avoirs financiers dont dispose le pays et que contrôlent les Autorités monétaires, notamment pour financer ou ajuster les déséquilibres des paiements. Ils comprennent l'or monétaire, les Droits de Tirage Spéciaux (DTS), la position de réserve au FMI, les avoirs en devises et d'autres créances.

En 2016, les flux des avoirs de réserve ont diminué de 79.236 millions en s'établissant à -13.077 millions, contre 66.159 millions en 2015, en liaison principalement avec les baisses des autres avoirs de réserve, notamment en monnaie fiduciaire et dépôts (-78.352 millions) et des Droits de Tirages Spéciaux (DTS) (-20.712 millions), atténuées par la hausse de 19.828 millions de la position de réserve au FMI.

Tableau 50- Avoirs de réserve (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var Abs. 16/15
Or monétaire	0	0	0	0	0	0
Droits de tirage spéciaux	-11	-8	-8	-9 088	-29 800	-20 712
Position de réserve au FMI	-4 929	-1 446	5 121	-2 693	17 135	19 828
Autres avoirs de réserve	-172 153	23 487	30 238	77 940	-412	-78 352
<i>Monnaie fiduciaire et dépôts</i>	<i>-172 153</i>	<i>23 487</i>	<i>30 238</i>	<i>77 940</i>	<i>-412</i>	<i>-78 352</i>
<i>Titres</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Dérivés financiers</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Autres créances</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Avoirs de réserve	-177 094	22 034	35 351	66 159	-13 077	-79 236

Source : BCEAO

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

V.1- ÉVOLUTION DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE NETTE

La Position Extérieure Globale (PEG) retrace le stock des avoirs et des engagements financiers vis-à-vis de l'extérieur. Outre les transactions liées aux diverses composantes du compte des opérations financières (investissements directs, investissements de portefeuille, autres investissements et avoirs de réserve), la PEG rend compte des variations de prix et des taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin d'une période comptable. Elle indique également les ajustements de régularisation notamment la démonétisation de l'or et les reclassements des différentes catégories d'investissement.

Au 31 décembre 2016, la PEG nette du Togo est ressortie débitrice de 1.697.544 millions, contre 1.595.721 millions en 2015⁹, en diminution de 6,4%, suite à une progression des engagements plus prononcée que celle des avoirs.

Le stock des avoirs s'est établi à 3.107.715 millions en 2016, contre 2.686.519 millions en 2015, en augmentation de 15,7%, notamment du fait de :

- la progression de 10,9% des investissements directs à l'étranger, impulsée principalement par des prises de participation des groupes bancaires résidents vis-à-vis de ses filiales ;
- l'accroissement de 61,2% des investissements de portefeuille, en liaison essentiellement avec les souscriptions des entités résidentes aux obligations et bons de Trésor émis sur le marché des titres publics de l'UEMOA ;
- la hausse de 3,4% des autres investissements, en particulier les prêts ;
- la diminution de 28,6% des avoirs de réserve.

S'agissant des engagements, leur encours a progressé de 12,2%, en passant de 4.282.240 millions en 2015 à 4.805.259 millions en 2016. Cette évolution est essentiellement induite par :

- la hausse de 36,8% des investissements de portefeuille ;
- la progression de 10,7% des autres investissements, en particulier les crédits commerciaux et les prêts.

⁹ Les données ont été actualisées sur la base des informations recueillies lors de l'enquête sur l'élaboration de la balance des paiements 2016. L'écart important enregistré au niveau des engagements entre 2014 et 2015 est lié à un redressement statistique, avec la prise en compte des données d'un holding bancaire établi à Lomé.

Tableau 51- Position extérieure globale (en millions)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016	Var 16/15
AVOIRS	1 942 248	2 325 479	2 496 558	2 686 519	3 107 715	15,7%
Investissements directs à l'étranger	1 310 022	1 453 310	1 606 077	1 901 006	2 107 593	10,9%
Investissements de portefeuille	93 768	212 444	259 261	350 474	564 941	61,2%
Dérivés financiers	0	0	0	0	0	-
Autres investissements	319 237	420 297	353 232	389 470	402 633	3,4%
dont Crédits commerciaux	19 474	80 413	38 043	23 106	21 710	-6,0%
Prêts	91 808	132 831	92 530	141 028	151 229	7,2%
Monnaie fiduciaire et dépôts	204 119	196 448	205 357	193 759	195 866	1,1%
Autres avoirs	3 836	10 605	17 301	31 577	33 828	7,1%
Avoirs de réserve	219 221	239 429	277 989	45 569	32 548	-28,6%
ENGAGEMENTS	1 354 061	1 728 890	2 107 119	4 282 240	4 805 259	12,2%
Investissements directs dans l'économie	459 893	518 246	552 560	1 462 021	1 477 230	1,0%
Investissements de portefeuille	1 427	140 041	221 678	792 861	1 084 468	36,8%
Dérivés financiers	0	0	0	0	0	-
Autres investissements	892 741	1 070 602	1 332 881	2 027 358	2 243 562	10,7%
dont Crédits commerciaux	21 781	39 793	51 709	22 051	101 103	358,5%
Prêts	553 893	700 190	821 027	944 660	1 037 948	9,9%
<i>dont dette publique extérieure</i>	<i>327 828</i>	<i>458 988</i>	<i>572 079</i>	<i>661 220</i>	<i>787 380</i>	<i>19,1%</i>
Monnaie fiduciaire et dépôts	109 384	121 474	171 088	300 594	373 495	24,3%
Autres engagements	207 683	209 145	289 057	760 052	731 016	-3,8%
POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE	588 187	596 590	389 439	-1 595 721	-1 697 544	6,4%

Source : BCEAO

V.2- STRUCTURE GÉOGRAPHIQUE DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE

La PEG nette vis-à-vis des autres pays de l'UEMOA a dégagé en 2016, un passif net de 1.156.879 millions. Les actifs financiers se sont établis à 594.391 millions, principalement sous l'effet des investissements directs et des investissements de portefeuille, en rapport avec les opérations d'émissions de titres publics dans la zone. Les avoirs de réserves se sont situés à -216.780 millions. Les passifs financiers sont évalués à 1.751.270 millions.

S'agissant de la Zone euro, la PEG a affiché un actif financier net de 11.408 millions. Les avoirs financiers sur la Zone euro se sont situés à 198.952 millions. Le passif financier brut envers les pays de la Zone euro est ressorti à 187.544 millions, en liaison essentiellement avec les investissements directs étrangers et les crédits commerciaux.

Concernant les pays autres que ceux de l'UEMOA et de la Zone euro, la PEG a enregistré un déficit de -552.042 millions. Le stock d'actifs s'est établi à 2.314.373 millions. Le passif financier s'est chiffré à 2.866.446 millions.

Tableau 52- Position extérieure globale par zone géographique (en millions)

Poste		Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Stock d'actifs financiers		594 391	198 952	2 314 373	3 107 715
1	Investissements directs	244 027	185 653	1 677 913	2 107 593
2	Investissements de portefeuille	305 240	4 052	255 649	564 941
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	261 903	9 247	131 483	402 633
5	Avoirs de réserves	-216 780	0	238 489	21 710
5.1	Or monétaire	0	0	151 229	151 229
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	195 866	195 866
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	33 828	33 828
5.4	Autres avoirs de réserve	-216 780	0	249 328	32 548
Stocks de passifs financiers		1 751 270	187 544	2 866 446	4 805 259
1	Investissements directs	96 151	30 797	1 350 282	1 477 230
2	Investissements de portefeuille	733 106	320	351 042	1 084 468
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	922 013	156 427	1 165 122	2 243 562
Position extérieure globale nette		-1 156 879	11 408	-552 072	-1 697 544

Source : BCEAO

CONCLUSION

La situation économique au Togo en 2016 s'est traduite par un taux de croissance économique de 5,3%. Dans ce contexte, les évolutions, ci-après, ont été enregistrées au niveau des comptes extérieurs du Togo :

- une amélioration de 13.816 millions (+5,1%) du déficit du compte courant ;
- une hausse de 4.159 millions (+2,6%) de l'excédent du compte de capital ;
- un désendettement net de 65.667 millions au niveau du compte financier.

Ainsi, la balance des paiements dégage en 2016 un solde excédentaire de 67.150 millions. Le solde des transactions courantes est ressorti déficitaire de 258.747 millions et le compte de capital excédentaire de 163.751 millions, avec un besoin de financement de 95.196 millions, totalement couvert par les opérations financières qui se sont soldées par un passif net de 159.805 millions.

Le déficit courant représente 10,1% du PIB en 2016, contre 11,3% en 2015. Hors dons publics, il se chiffre à 11,7%, contre 13,1% en 2015, en liaison notamment avec la hausse du déficit commercial.

Pour améliorer le profit du compte extérieur, le Togo devrait prendre un certain nombre de mesures de politiques économiques, dont :

- la poursuite des programmes et projets d'aménagement et de réhabilitation des terres agricoles, pour accroître la production des cultures vivrières, en vue de limiter les importations des produits alimentaires, en particulier le riz ;
- l'amélioration de la production des cultures de rente, en particulier le café et le cacao, par : (i) des actions urgentes de reboisement des zones de production, (ii) la mise en place de crédits spécifiques aux producteurs, et (iii) le renforcement de l'appui-conseil aux producteurs ;
- la poursuite du renouvellement des outils de production dans les industries manufacturières et extractives, en vue d'un accroissement de la production et des exportations ;
- la poursuite des efforts de diversification de l'économie, notamment à travers la valorisation des filières agricoles autres que celles traditionnelles (café, cacao et coton).



LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements	66
Annexe 2 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale.....	70
Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI)	72
Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)	83
Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)	84
Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	85
Annexe 7 : Position extérieure globale détaillée	87
Annexe 8 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	93
Annexe 9 : Ventilation géographique des importations de marchandises	95
Annexe 10 : Matrices sur les échanges intra-communautaires.....	97

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements

1. Généralités

Les comptes extérieurs des pays de l'UEMOA au titre de l'année 2016 (balance des paiements et position extérieure globale) sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2008.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis sur le territoire national et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents.

Conformément aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement N° R09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Dans ce cadre, elle collabore avec d'autres services administratifs ainsi que les opérateurs économiques pour une atteinte efficiente des objectifs de sa mission.

2. Définitions

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde.

La position extérieure, quant à elle, est le relevé du stock des avoirs et engagements financiers extérieurs d'une économie à une date précise.

Une transaction se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir un transfert de propriété (entre un résident et un non-résident) de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de capital.

Une unité institutionnelle est résidente d'une économie lorsqu'elle y a un pôle d'intérêt économique, c'est-à-dire lorsqu'il existe un endroit à l'intérieur du territoire économique sur lequel ou à partir duquel, pendant une période d'au moins une année, elle :

- exerce et à l'intention de continuer d'exercer,
- effectue et à l'intention de continuer d'effectuer des transactions,

Les unités institutionnelles résidentes sont les ménages, les sociétés et quasi-sociétés, les institutions à but non lucratif et les administrations publiques.

Les exceptions à cette définition de la notion de résidence concernent les diplomates et leurs familles, les militaires, les étudiants et les malades qui sont considérés comme résidents de leurs pays d'origine. En revanche, les fonctionnaires internationaux, les coopérants et les réfugiés sont considérés comme résidents de l'économie d'accueil.

Le territoire économique d'un pays est constitué par la zone géographique administrée par son Gouvernement (avec libre circulation des biens, des personnes et des capitaux), y compris l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental, auquel on ajoute les enclaves extra-territoriales dudit pays (à savoir les ambassades, les consulats, les bases militaires et scientifiques, etc.) et duquel on exclut les enclaves extra-territoriales étrangères sur son territoire géographique national.

3. Champ d'application des données

Les comptes extérieurs retracent toutes les transactions entre résidents et non-résidents. Ils couvrent tout le territoire national.

4. Conventions comptables

Les données des comptes extérieurs sont établies sur la base des droits et obligations.

Les transactions en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change de la transaction ou, à défaut, du cours moyen sur la période. Lorsque les transactions sont évaluées à partir de variations de stocks, le cours de change en fin de période est retenu pour la conversion de ces données.

Le mode général de valorisation est basé sur le prix du marché. Les échanges de biens sont enregistrés FAB (franco à bord). Pour les importations, valorisées CAF (coût, assurance, fret) dans les statistiques douanières qui en sont la principale source, une correction CAF/FAB est nécessaire.

S'agissant des encours, plusieurs modes de valorisation sont utilisés dans la mesure où ces encours sont issus de documents comptables (bilans, situations DEC 2000 pour les banques) qui obéissent à des règlements spécifiques (SYSCOA, plan comptable bancaire). Ainsi, les prêts, les emprunts et les dépôts sont exprimés en valeur nominale, tandis que les investissements directs sont comptabilisés en valeur historique (coût d'acquisition) à l'actif et en valeur nominale au passif.

5. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents économiques interrogés par la BCEAO contient certaines entreprises, des structures administratives, des missions diplomatiques et consulaires, des organisations non gouvernementales, etc.

D'autres sources se réfèrent aux rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, BRI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas explicitement des questionnaires, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : BIDC, BOAD, Commission de l'UEMOA, etc.

6. Pratiques d'établissement des données

6.1. Compte des opérations courantes

- **Biens**

Les statistiques portant sur les marchandises générales sont issues des statistiques douanières. Elles sont validées par le Sous-Comité Balance des Paiements qui comprend, outre la BCEAO, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), l'Office Togolais des Recettes (OTR), la Direction du Commerce Extérieur et la Direction de l'Économie.

Ces chiffres provenant des structures douanières, validés, sont par la suite ajustés, aux fins de les adapter à l'optique de la balance des paiements. L'un des ajustements majeurs concerne le passage de la valorisation CAF à la valorisation FOB pour les importations.

- **Services**

Cette rubrique concerne essentiellement les *Transports*, les *Voyages* (biens et services acquis par les non-résidents pendant leur séjour dans l'économie et ceux acquis par les résidents durant leurs déplacements à l'étranger) et les *autres types de services* (construction, services d'assurance et pension, services financiers, services de télécommunication, d'informatique et d'information ainsi que services culturels et de loisirs).

- **Revenu primaire**

Le revenu primaire est la nouvelle appellation du compte des revenus dans la 5^{ème} édition du manuel de la balance des paiements. Il porte sur les revenus des investissements ainsi que la rémunération des facteurs de production, notamment le loyer (revenu de la propriété) et le revenu du facteur travail (rémunération des salariés).

- **Revenu secondaire**

Le revenu secondaire (compte des transferts courants dans l'édition précédente) s'intéresse aux transferts courants entre résidents et non-résidents. Il inclut notamment le poste des envois de fonds des migrants.

6.2. Compte de capital

Dans la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et celui des opérations financières. Cette approche vise une plus grande cohérence avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008, qui distingue les transactions en capital et les transactions financières. Le compte de capital présente :

- les transferts de capital à recevoir et à payer ;
- l'acquisition et la cession d'actifs non financiers non produits.

La somme du solde du compte de capital et du solde du compte des transactions courantes correspond à la capacité (ou au besoin) de financement net d'une économie par rapport au reste du monde.

6.3. Compte financier

Le compte financier décrit les comportements d'investissement et de financement des résidents. Le solde du compte financier représente ainsi la capacité (ou le besoin) de financement du pays vis-à-vis du reste du monde.

Au niveau du compte financier, les opérations financières sont classées par nature et selon cinq (5) catégories fonctionnelles :

- les investissements directs qui confèrent le contrôle ou une influence importante sur une unité économique ;
- les investissements de portefeuille qui regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- les dérivés financiers (autres que réserves) et les options sur titres des salariés ;

-
- les autres investissements qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
 - les avoirs de réserve qui sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires et qui leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

6.4. Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale est un état statistique qui fait apparaître la valeur et la composition, à un moment déterminé :

- des actifs financiers qui sont des créances sur des non-résidents ou détenus sous forme de lingots d'or à titre d'avoirs de réserve ;
- des passifs des résidents d'une économie envers des non-résidents.

Elle est un sous-ensemble du compte de patrimoine national et permet d'examiner l'exposition aux risques et aux vulnérabilités.

Dans le nouveau manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en cohérence avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. La cohérence est également assurée avec les différentes rubriques du compte de revenu primaire et des autres changements pour faciliter la réconciliation des données.

La position extérieure globale à la clôture est donc égale à la position extérieure globale à l'ouverture à laquelle il faut ajouter le flux des opérations financières provenant de la balance des paiements et les impacts des variations de prix, de volume, de taux de change, ainsi que tout autre variation entraînant un changement dans la position initiale.

Avertissement :

En raison du changement méthodologique, notamment le passage de la 5^{ème} à la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements, des divergences peuvent être observées entre les séries contenues dans la version actuelle du rapport de la balance des paiements et celles contenues dans les versions antérieures.

Annexe 2 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publié en 2008 par le FMI, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements des pays de l'UMOA a été révisé en vue de prendre en compte les changements introduits par le nouveau manuel et d'opérer des modifications visant l'amélioration de la qualité des données et de leur analyse.

Le nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Il procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année (2008), et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5.

A. Balance des paiements

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure. Les principales composantes de la BDP sont :

Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements
Compte des transactions courantes
Biens et services
Biens
Services
Compte du revenu primaire (<i>anciennement compte « revenu »</i>)
Compte du revenu secondaire (<i>anciennement « transferts courants »</i>)
Compte de capital
Acquisition et cession d'actifs non produits
Transferts en capital
Compte financier (<i>anciennement compte d'opérations financières</i>)
Investissements directs
Investissements de portefeuille
Produits financiers dérivés (<i>traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5</i>)
Autres investissements
Avoirs de réserve

A.1. Compte des biens et services

Les principaux changements apportés au compte des biens et services se présentent comme suit :

- Le reclassement des biens achetés dans les ports et les aéroports dans les marchandises générales plutôt que comme un poste séparé ;

- Les biens achetés à l'étranger par les voyageurs pour leur consommation personnelle ou à des fins de cadeaux dépassant les seuils douaniers sont désormais inclus dans les marchandises générales au lieu du service voyage ;
- Le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens, ce qui correspond à un retour au principe de la quatrième édition ;
- En cas de changement de résidence, les transferts des effets personnels des migrants ne sont ni inclus dans les biens, ni dans d'autres postes des comptes internationaux, puisqu'ils ne font pas l'objet de changement de propriété ;
- Les réparations et maintenance sur les marchandises mobiles sont retracées dans les services au lieu des biens. Le MBP5 les classait dans les biens, compte tenu de l'importance du matériel par rapport à la prestation de service proprement dite dans la facturation globale de la transaction ;
- Les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services dans tous les cas, alors qu'ils pouvaient être considérés dans certains cas comme un changement de propriété du manufacturier selon le MBP5 ;
- La rubrique « services de télécommunications, d'informatique et d'information » regroupe celles des « services de communication » et « services d'informatique et d'information » du MBP5. Les « services postaux et de messagerie » sont désormais inclus dans les « transports », alors qu'ils étaient classés dans la rubrique des « services de communication » selon le MBP5 ;
- Les dépenses des entreprises de construction non-résidentes en biens et services locaux sont incluses dans les Services de bâtiment et travaux publics, alors qu'elles sont classées dans les « Autres services aux entreprises » dans le MBP5. En outre, le MBP6 prévoit l'enregistrement des achats de biens et services à une troisième économie par les entreprises de construction, en chantier hors de leur pays de résidence, dans la balance des paiements de leur économie d'origine.

A.2. Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu primaire » dans le MBP6, pour assurer la cohérence avec le SCN 2008. Le « compte de revenu primaire » présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les principaux changements concernent :

- La prise en compte explicite des loyers et des taxes sur les produits et la production ;
- La clarification de la relation employeur-salarié, de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services ;
- L'ajustement des intérêts, de manière à faire apparaître l'intérêt "pur", c'est-à-dire après déduction de la composante SIFIM16, qui est incluse dans les services financiers ;
- Le revenu des avoirs de réserve est classé séparément, alors qu'il était inclus dans les revenus des autres investissements dans le MBP5. S'il n'est pas disponible à des fins de publication, le revenu des avoirs de réserve peut être inclus au poste « Autres investissements/intérêts » ;

-
- L'imputation des commissions sur les prêts de titres et d'or est clarifiée et les commissions assimilées à des intérêts si elles reviennent au propriétaire qui prête ces actifs, avec écriture de contrepartie dans les autres comptes à recevoir/à payer. Le MBP5 ne traite pas explicitement de ces commissions. Toutefois, comme dans le MBP5, les commissions à verser aux dépositaires, etc., pour les services administratifs associés aux prêts sont enregistrées dans les services financiers.

A.3. Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu secondaire » dans le nouveau Manuel, en vue d'assurer la cohérence avec le SCN 2008. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ».

En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement général », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

A.4. Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- Dans le MBP6, les résultats de la recherche et développement (R&D), comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus imputés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur) ;
- Les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG, au titre des « autres changements de volume » ;
- Les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale;
- Les indemnités d'assurance dans les transferts de capital sont prises en compte dans les cas exceptionnels de pertes dues à des catastrophes, pour assurer la cohérence avec le SCN.

A.5. Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit. La ventilation fonctionnelle est maintenue, mais est plus détaillée pour inclure notamment une rubrique séparée pour le suivi des dérivés financiers. Par ailleurs, la définition des instruments de dette a été harmonisée avec celle du manuel des statistiques de la dette extérieure.

B- Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité.

A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « Autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques.

Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI)

(en millions de FCFA) - 2016

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 371 600	1 630 347	-258 747
1.A	Biens et services	935 357	1 422 333	-486 976
1.A.a	Biens	614 237	1 185 909	-571 673
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	599 634	1 173 481	-573 848
1.A.a.1.1	Dont : Réexportations	140 424	0	140 424
1.A.a.2	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.2.1	Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	0	0
1.A.a.2.2	Biens vendus dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	14 603	12 428	2 175
1.A.b	Services	321 120	236 424	84 696
1.A.b.1	Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	195	0	195
1.A.b.1.1	Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	195	0	195
1.A.b.2	Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	2 387	8 473	-6 086
1.A.b.3	Transport	129 137	157 660	-28 522
1.A.b.3.0	Pour tous les modes de transports	129 137	157 315	-28 177
1.A.b.3.0.1	Voyageurs	61 743	9 914	51 828
1.A.3.0.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.0.2	Fret	14 922	142 099	-127 177
1.A.b.3.0.3	Autres	52 472	5 301	47 171
1.A.b.3.1	Transports maritimes	42 543	141 999	-99 457
1.A.b.3.1.1	Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	Fret	0	141 999	-141 999
1.A.b.3.1.3	Autres	42 543	0	42 543
1.A.b.3.2	Transports aériens	82 319	9 964	72 355
1.A.b.3.2.1	Voyageurs	60 219	9 864	50 356
1.A.b.3.2.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	Fret	12 169	100	12 069
1.A.b.3.2.3	Autres	9 930	0	9 930
1.A.b.3.3	Autres modes de transport	4 276	5 351	-1 075
1.A.b.3.3.1	Voyageurs	1 523	50	1 473
1.A.b.3.3.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.3.2	Fret	2 753	0	2 753
1.A.b.3.3.3	Autres	0	5 301	-5 301
1.A.b.3.4	Services postaux et services de messagerie	0	345	-345
1.A.b.4	Voyages	70 715	22 757	47 958
1.A.b.4.1	à titre professionnel	34 754	6 111	28 643
1.A.b.4.1.1	Acquisition de biens et services par les travailleurs	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
	frontaliers ou autres travailleurs à temps limité			
1.A.b.4.1.2	Autres	34 754	6 111	28 643
1.A.b.4.2	à titre personnel	35 961	16 646	19 315
1.A.b.4.2.1	Santé	86	0	86
1.A.b.4.2.2	éducation	365	1 547	-1 182
1.A.b.4.2.3	Autres	35 510	15 099	20 411
1.A.b.4.0	Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	7 524	0	7 524
1.A.b.4.0.1	Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	Services d'hébergement	7 524	0	7 524
1.A.b.4.0.4	Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	Autres services	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	Travaux de construction	1 559	871	687
1.A.b.5.1	Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	1 559	871	687
1.A.b.6	Services d'assurance et de retraite	1 315	25 101	-23 786
1.A.b.6.1	Assurance directe	0	25 059	-25 059
1.A.b.6.2	Réassurance	1 084	42	1 042
1.A.b.6.3	Services auxiliaires d'assurance	231	0	231
1.A.b.6.4	Services de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.A.b.7	Services financiers	5 013	283	4 729
1.A.b.7.1	Services financiers explicitement facturés et autres	5 013	283	4 729
1.A.b.7.2	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	108	-108
1.A.b.9	Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	21 260	12 035	9 226
1.A.b.9.1	Services de télécommunications	21 255	6 580	14 675
1.A.b.9.2	Services d'informatique	5	4 919	-4 914
1.A.b.9.3	Services d'information	0	535	-535
1.A.b.10	Autres services aux entreprises	65 087	9 136	55 951
1.A.b.10.1	Services de recherche-développement	0	2 712	-2 712
1.A.b.10.2	Services spécialisés et services de conseil en gestion	33 382	5 343	28 039
1.A.b.10.3	Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	31 705	1 081	30 624
1.A.b.11	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.11.1	Services audio-visuels et connexes	0	0	0
1.A.b.11.2	Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	24 452	0	24 452
1.A.b.0.1	Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	Revenu primaire	164 705	138 864	25 841
1.B.1	Rémunération des salariés	25 009	9 172	15 837
1.B.2	Revenus des investissements	132 480	127 884	4 596
1.B.2.1	Investissements directs	85 640	83 760	1 880

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	68 030	41 772	26 258
1.B.2.1.1.1	Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	61 272	24 005	37 267
1.B.2.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0	15 610	-15 610
1.B.2.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	7 637	-7 637
1.B.2.1.1.1.3	Entre entreprises sœurs	61 272	758	60 514
1.B.2.1.1.1.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	Bénéfices réinvestis	6 758	17 768	-11 010
1.B.2.1.1.2.1	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0		0
1.B.2.1.1.2.1.1	Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	Intérêts	17 610	41 988	-24 378
1.B.2.1.2.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	191	33 805	-33 614
1.B.2.1.2.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	10	-10
1.B.2.1.2.3	Entre entreprises sœurs	17 419	8 172	9 247
1.B.2.1.2.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	Investissements de portefeuille	14 433	12 015	2 418
1.B.2.2.1	Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	48	0	48
1.B.2.2.1.1	Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	32	0	32
1.B.2.2.1.2	Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	16	0	16
1.B.2.2.1.2.1	Dividendes	16	0	16
1.B.2.2.1.2.2	Bénéfices réinvestis	0	0	0
1.B.2.2.2	Intérêts	14 385	12 015	2 370
1.B.2.2.2.1	à court terme	13 805	9 873	3 932
1.B.2.2.2.2	à long terme	580	2 142	-1 562
1.B.2.3	Autres investissements	32 407	32 109	298
1.B.2.3.1	Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	Intérêts	32 407	32 109	298
1.B.2.3.2M	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.4.2	Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	Autre revenu primaire	7 216	1 808	5 408
1.B.3.1	Taxes sur la production et importations	7 216	0	7 216
1.B.3.2	Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	Loyers	0	1 808	-1 808
1.C	Revenu secondaire	271 538	69 150	202 388
1.C.1	Administrations publiques	44 590	2 251	42 338
1.C.1.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	Cotisations sociales	0	0	0
1.C.1.2.1	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.3	Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	Coopération internationale courante	44 590	2 251	42 338
1.C.1.5	Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	226 948	66 898	160 050
1.C.2.1	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	192 576	36 946	155 630
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	192 576	36 946	155 630
1.C.2.2	Autres transferts courants	34 372	29 952	4 420
1.C.2.0.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	550	0	550
1.C.2.0.2	Cotisations sociales	542	3 713	-3 171
1.C.2.0.3	Prestations sociales	3 313	5	3 308
1.C.2.0.4	Primes d'assurance nettes hors assurance vie	1 716	2 327	-611
1.C.2.0.5	Indemnités d'assurance dommage	116	0	116
1.C.2.0.6	Coopération internationale courante	0	0	0
1.C.2.0.7	Transferts courants divers	28 136	23 907	4 229
1.C.2.0.7.1	Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
2	Compte de capital	173 851	10 300	163 551
2.1	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0	0	0
2.2	Transferts de capital	173 851	10 300	163 551
2.2.1	Administration publique	66 499	0	66 499
2.2.1.1	Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	Autres transferts de capital	66 499	0	66 499
2.2.1.2.1	dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	107 352	10 300	97 052
2.2.2.1	Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	Autres transferts de capital	107 352	10 300	97 052
2.2.2.2.1	dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	dont : entre ménages	0	0	0
4	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 545 451	1 640 647	-95 196
3	Compte financier	350 411	443 066	-92 655

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
5	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	350 411	443 066	-92 655
3.1	Investissement direct	152 280	-27 443	179 722
3.1.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	28 642	16 868	11 774
3.1.1.1	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	21 884	-899	22 783
3.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	-1 344	2 251	-3 594
3.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	3 641	-3 150	6 791
3.1.1.1.3	Entre entreprises soeurs	19 587	0	19 587
3.1.1.1.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	Réinvestissement des bénéfices	6 758	17 768	-11 010
3.1.1.0.1	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.2	Instruments de dette	123 638	-44 311	167 949
3.1.2.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	125 805	-44 187	169 992
3.1.2.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	-641	21 178	-21 819
3.1.2.3	Entre entreprises soeurs	-1 526	-21 302	19 776
3.1.2.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	Investissements de portefeuille	198 640	277 243	-78 603
3.2.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	19 020	-1 941	20 961
3.2.1.1	Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	4	0	4
3.2.1.4	Autres secteurs	19 016	-1 941	20 957
3.2.1.4.1	Autres sociétés financières	19 016	-1 941	20 957
3.2.1.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.2.1.0.1	Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	Réinvestissement des bénéfices	0	0	0
3.2.1.0.2.2	Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	Titres de créance	179 620	279 184	-99 564
3.2.2.1	Banque centrale	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.1.1	à court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.1.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.2.1.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	96 957	15 094	81 863
3.2.2.2.1	à court terme	75 306	16 000	59 306
3.2.2.2.2	à long terme	21 651	-906	22 557
3.2.2.3	Administrations publiques	0	231 191	-231 191
3.2.2.3.1	à court terme	0	7 847	-7 847
3.2.2.3.2	à long terme	0	223 344	-223 344
3.2.2.4	Autres secteurs	82 663	32 899	49 764
3.2.2.4.0.1	à court terme	78 638	0	78 638
3.2.2.4.0.2	à long terme	4 025	32 899	-28 874
3.2.2.4.1	Autres sociétés financières	78 706	0	78 706
3.2.2.4.1.1	à court terme	78 638	0	78 638
3.2.2.4.1.2	à long terme	68	0	68
3.2.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	3 957	32 899	-28 942
3.2.2.4.2.1	à court terme	0	0	0
3.2.2.4.2.2	à long terme	3 957	32 899	-28 942
3.3	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.3.1	Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.3.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	Options	0	0	0
3.3.0.1.2	Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	Autres investissements	12 569	193 266	-180 697
3.4.1	Autres titres de participation	0	1	-1
3.4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	1 637	72 901	-71 263
3.4.2.1	Banque centrale	0	4 249	-4 249
3.4.2.1.1	à court terme	0	4 249	-4 249
3.4.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	-1 068	68 651	-69 719
3.4.2.2.0.1	Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	à court terme	-1 068	68 651	-69 719
3.4.2.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.4	Autres secteurs	2 705	0	2 705

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.2.4.0.1	à court terme	2 590	0	2 590
3.4.2.4.0.2	à long terme	115	0	115
3.4.2.4.1	Autres sociétés financières	2 141	0	2 141
3.4.2.4.1.1	à court terme	2 071	0	2 071
3.4.2.4.1.2	à long terme	70	0	70
3.4.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	564	0	564
3.4.2.4.2.1	à court terme	519	0	519
3.4.2.4.2.2	à long terme	45	0	45
3.4.3	Prêts	10 201	88 679	-78 478
3.4.3.1	Banque centrale	0	-14 463	14 463
3.4.3.1.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	-14 463	14 463
3.4.3.1.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	5 201	-15 507	20 708
3.4.3.2.1	à court terme	-10 596	18	-10 614
3.4.3.2.2	à long terme	15 797	-15 525	31 322
3.4.3.3	Administrations publiques	0	121 721	-121 721
3.4.3.3.1	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	Autres à court terme	0		0
3.4.3.3.3	Autres à long terme	0	121 721	-121 721
3.4.3.4	Autres secteurs	5 000	-3 073	8 073
3.4.3.4.0.1	à court terme	0	335	-335
3.4.3.4.0.2	à long terme	5 000	-3 408	8 408
3.4.3.4.1	Autres sociétés financières	5 000	-289	5 289
3.4.3.4.1.1	à court terme	0	0	0
3.4.3.4.1.2	à long terme	5 000	-289	5 289
3.4.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	-2 784	2 784
3.4.3.4.2.1	à court terme	0	335	-335
3.4.3.4.2.2	à long terme	0	-3 119	3 119
3.4.4	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	770	0	770
3.4.4.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	Autres secteurs	770	0	770
3.4.4.4.1	Autres sociétés financières	770	0	770
3.4.4.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	Crédits commerciaux et avances	-1 520	79 036	-80 557

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.5.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.4	Autres secteurs	-1 520	79 036	-80 557
3.4.5.4.0.1	à court terme	-1 520	39 533	-41 053
3.4.5.4.0.2	à long terme	0	39 504	-39 504
3.4.5.4.1	Autres sociétés financières	0	45	-45
3.4.5.4.1.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.4.1.2	à long terme	0	45	-45
3.4.5.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-1 520	78 991	-80 512
3.4.5.4.2.1	à court terme	-1 520	39 533	-41 053
3.4.5.4.2.2	à long terme	0	39 459	-39 459
3.4.6	Autres comptes à recevoir/ à payer	1 481	-47 351	48 832
3.4.6.1	Banque centrale	0	66 450	-66 450
3.4.6.1.1	à court terme	0	66 450	-66 450
3.4.6.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	-196	-103 808	103 612
3.4.6.2.1	à court terme	-196	-103 808	103 612
3.4.6.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.4	Autres secteurs	1 677	-9 993	11 670
3.4.6.4.0.1	à court terme	1 677	7 036	-5 359
3.4.6.4.0.2	à long terme	0	-17 029	17 029
3.4.6.4.1	Autres sociétés financières	33	-12 270	12 303
3.4.6.4.1.1	à court terme	33	5 183	-5 150
3.4.6.4.1.2	à long terme	0	-17 453	17 453
3.4.6.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 644	2 277	-633
3.4.6.4.2.1	à court terme	1 644	1 853	-209
3.4.6.4.2.2	à long terme	0	424	-424
3.4.7	Droits de tirage spéciaux	0	-0	0
3.5	Avoirs de réserve	-13 077	0	-13 077
3.5.1	Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	Or métal	0	0	0
3.5.1.2	Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.2	Droits de tirage spéciaux	-29 800	0	-29 800
3.5.3	Position de réserve au FMI	17 135	0	17 135

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.5.4	Autres avoirs de réserve	-412	0	-412
3.5.4.1	Monnaie fiduciaire et dépôts	-412	0	-412
3.5.4.1.1	Créances sur les autorités monétaires	-411	0	-411
3.5.4.1.2	Créances sur d'autres entités	-1	0	-1
3.5.4.2	Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	à court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	Autres créances	0	0	0
6	Erreurs et omissions nettes	-1 195 039	-1 197 580	2 541

Source : BCEAO

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(en millions de FCFA) – 2016

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 371 600	1 630 347	-258 747
1.A	Biens et services	935 357	1 422 333	-486 976
1.A.a	Biens	614 237	1 185 909	-571 673
1.A.a.1	Marchandises générales	599 634	1 173 481	-573 848
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	140 424	0	140 424
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	14 603	12 428	2 175
1.A.b	Services	321 120	236 424	84 696
1.A.b.3	Transport	129 137	157 660	-28 522
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	14 922	142 099	-127 177
1.A.b.4	Voyage	70 715	22 757	47 958
1.A.b.0	Autres services	121 268	56 007	65 260
1.B	Revenus primaires	164 705	138 864	25 841
1.B.1	Revenus des salariés	25 009	9 172	15 837
1.B.2	Revenus des investissements	132 480	127 884	4 596
1.B.3	Autres revenus primaires	7 216	1 808	5 408
1.C	Revenus secondaires	271 538	69 150	202 388
1.C.1	Administrations publiques	44 590	2 251	42 338
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	11 267		11 267
1.C.2	Autres secteurs	226 948	66 898	160 050
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	192 576	36 946	155 630
2	Compte de capital	173 851	10 300	163 551
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	0	0
2.2	Transfert en capital	173 851	10 300	163 551
2.2.1	Administrations publiques	66 499	0	66 499
2.2.1.1	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	107 352	10 300	97 052
3	Compte financier	350 616	443 271	-92 655
3.1	Investissements directs	152 280	-27 443	179 722
3.2	Investissements de portefeuille	198 845	277 448	-78 603
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	12 569	193 266	-180 697
3.5	Avoirs de réserves	-13 077	0	-13 077
6	Erreurs et omissions nettes	1 194 834	1 197 375	-2 541

Source : BCEAO

Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA) - 2016

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 371 600	1 630 347	-258 747
1.A	Biens et services	935 357	1 422 333	-486 976
1.A.a	Biens	614 237	1 185 909	-571 673
1.A.a.1	Marchandises générales	599 634	1 173 481	-573 848
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	140 424	0	140 424
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	14 603	12 428	2 175
1.A.b	Services	321 120	236 424	84 696
1.A.b.3	Transport	129 137	157 660	-28 522
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	14 922	142 099	-127 177
1.A.b.4	Voyage	70 715	22 757	47 958
1.A.b.0	Autres services	121 268	56 007	65 260
1.B	Revenus primaires	164 705	138 864	25 841
1.B.1	Revenus des salariés	25 009	9 172	15 837
1.B.2	Revenus des investissements	132 480	127 884	4 596
1.B.3	Autres revenus primaires	7 216	1 808	5 408
1.C	Revenus secondaires	271 538	69 150	202 388
1.C.1	Administrations publiques	44 590	2 251	42 338
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	11 267		11 267
1.C.2	Autres secteurs	226 948	66 898	160 050
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	192 576	36 946	155 630
2	Compte de capital	173 851	10 300	163 551
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	0	0
2.2	Transfert en capital	173 851	10 300	163 551
2.2.1	Administrations publiques	66 499	0	66 499
2.2.1.1	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	107 352	10 300	97 052
3	Compte financier	262 595	422 399	-159 805
3.1	Investissements directs	152 280	-27 443	179 722
3.2	Investissements de portefeuille	101 683	262 149	-160 466
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	8 632	187 693	-179 061
3.4.0.3	<i>Administration publique</i>	0	121 721	-121 721
3.4.0.4	<i>Autres secteurs</i>	8 632	65 971	-57 339
6	Erreurs et omissions nettes	1 195 039	1 197 580	-2 541
7	Solde global	87 817	20 667	67 150
8	Avoirs et engagements extérieurs	-87 817	-20 667	-67 150
8.1	Banque centrale	13 077	-56 237	69 314
8.2	Autres institutions de dépôts	-100 894	35 570	-136 464

Source : BCEAO

Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(en millions de FCFA)

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Compte des transactions courantes	-150 164	-280 741	-226373	-272 563	-258 747
Biens et services	-276 858	-422 815	-407 328	-542 977	-486 976
Biens	-284 859	-430 047	-438 394	-610 801	-571 673
Marchandises générales, base balance des paiements	-288 192	-434 383	-441 479	-613 138	-573 848
<i>Dont : Réexportations</i>	191 728	232 996	126 929	106 208	140 424
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	647	1 136	0	0	0
Or non monétaire	2 686	3 200	3 085	2 337	2 175
Services	8 000	7 232	31 067	67 824	84 696
Transport	-49 716	-54 959	-37 450	-36 668	-28 522
<i>Dont fret</i>	<i>-127 611</i>	<i>-140 840</i>	<i>-118 632</i>	<i>-127 653</i>	<i>-127 177</i>
Voyages	39 668	39 636	41 659	45 120	47 958
Autres services	18 048	22 555	26 858	59 372	65 260
Revenus primaires	3 051	12 474	22 791	83 149	25 841
Rémunération des salariés	11 166	11 080	13 737	15 130	15 837
Revenus des investissements	-11 415	-1 887	3 182	62 234	4 596
Autres revenus primaires	3 300	3 281	5 873	5 786	5 408
Revenus secondaires	123 643	129 600	158 163	187 264	202 388
Administrations publiques	42 640	42 535	41 868	44 640	42 338
<i>Coopération internationale courante</i>	<i>42 640</i>	<i>42 535</i>	<i>41 868</i>	<i>44 640</i>	<i>42 338</i>
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	81 003	87 065	116 296	142 624	160 050
Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	86 601	97 325	121 487	147 046	155 630
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	<i>86 601</i>	<i>97 325</i>	<i>121 487</i>	<i>147 046</i>	<i>155 630</i>
Autres transferts courants	-5 598	-10 260	-5 191	-4 422	4 420
Compte de capital	146 151	155 608	157 538	159 393	163 551
Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	-1 340	-1 275	0	0	0
Transferts de capital	147 491	156 883	157 538	159 393	163 551
Administration publique	63 066	62 786	61 619	62 447	66 499
<i>Remises de dette</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Autres transferts de capital</i>	<i>63 066</i>	<i>62 786</i>	<i>61 619</i>	<i>62 447</i>	<i>66 499</i>
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	84 425	94 098	95 919	96 946	97 052
<i>Remises de dette</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Autres transferts de capital</i>	<i>84 425</i>	<i>94 098</i>	<i>95 919</i>	<i>96 946</i>	<i>97 052</i>
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	-4 014	-125 133	-68 835	-113 171	-95 196
Compte financier	16 207	-164 210	9 845	-225 472	-159 805
Investissement direct	152 552	-100 893	150 571	53 678	179 722
Investissements de portefeuille	-115	39 252	68 358	-75 482	-160 466
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0	0	0
Autres investissements	-136 230	-102 569	-209 084	-203 668	-179 061

Poste	2012	2013	2014	2015	2016
Erreurs et omissions nettes	2 895	2 492	2 190	2 694	2 541
Solde global	-17 325	41 570	-76 490	114 995	67 150
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	17 325	-41 570	76 490	-114 995	-67 150
Banque centrale	123 661	-21 808	63 608	-119 330	69 314
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-106 336	-19 762	12 882	4 335	-136 464

Source : BCEAO

Annexe 7 : Position extérieure globale détaillée

(en millions de FCFA) - 2016

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
Position extérieure global nette	2 686 519	70 784	3 107 715	350 412	4 282 240	80 094	4 805 259	442 925
. - - Investissement direct	1 901 006	54 307	2 107 593	152 280	1 462 021	42 792	1 477 230	-27 584
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	1 559 635	48 977	1 637 254	28 642	1 200 428	31 381	1 248 536	16 727
. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	1 559 635	48 977	1 630 496	21 884	1 159 854	31 381	1 190 336	-899
. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 369 934	48 977	1 417 567	-1 344	1 130 600	31 381	1 164 232	2 251
. - - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	80 591	0	84 232	3 641	9 774	0	6 624	-3 150
. - - - - - - - Entre entreprises soeurs	109 110	0	128 697	19 587	19 480	0	19 480	0
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Instruments de dette	341 372	5 330	470 339	123 638	261 594	11 411	228 694	-44 311
. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	325 328	5 330	456 463	125 805	236 986	11 410	204 209	-44 187
. - - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	5 162	0	4 521	-641	3 022	0	24 200	21 178
. - - - - - - - Entre entreprises soeurs	10 882	0	9 356	-1 526	21 586	1	285	-21 302
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Titres de créance :	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - Entre entreprises soeurs	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - Investissements de portefeuille	350 474	15 827	564 941	198 640	792 861	14 364	1 084 468	277 243
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	77 260	3 152	99 432	19 020	439 731	14 364	452 154	-1 941
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Établissements de dépôts	224	0	228	4	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
autres que la banque centrale								
. - - - - - Autres secteurs	77 036	3 152	99 204	19 016	439 731	14 364	452 154	-1 941
. - - - - - - - Autres sociétés financières	77 036	3 152	99 204	19 016	439 441	14 364	451 864	-1 941
. - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	290	0	290	0
. - - - - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Cotés en bourse	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Non cotés en bourse	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Titres de créance	273 214	12 675	465 509	179 620	353 130	0	632 314	279 184
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	166 098	0	263 055	96 957	38 111	0	53 205	15 094
. - - - - - - À court terme	114 001	0	189 307	75 306	19 286	0	35 286	16 000
. - - - - - - À long terme	52 097	0	73 748	21 651	18 825	0	17 919	-906
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	347 755	0	578 946	231 191
. - - - - - - À court terme	0	0	0	0	114 701	0	122 548	7 847
. - - - - - - À long terme	0	0	0	0	233 054	0	456 398	223 344
. - - - - - Autres secteurs	107 116	12 675	202 454	82 663	-32 736	0	163	32 899
. - - - - - - À court terme	97 321	12 675	188 634	78 638	163	0	163	0
. - - - - - - À long terme	9 795	0	13 820	4 025	-32 899	0	0	32 899
. - - - - - - - Autres sociétés financières	98 102	5 777	182 585	78 706	0	0	0	0
. - - - - - - - À court terme	97 321	5 777	181 736	78 638	0	0	0	0
. - - - - - - - À long terme	781	0	849	68	0	0	0	0
. - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	9 014	6 898	19 869	3 957	-32 736	0	163	32 899
. - - - - - - - À court terme	0	6 898	6 898	0	163	0	163	0
. - - - - - - - À long terme	9 014	0	12 971	3 957	-32 899	0	0	32 899
. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres secteurs	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - - - Options	0	0	0	0	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Contrats à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Options sur titres des employés	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - Autres investissements	389 470	594	402 633	12 569	2 027 358	22 938	2 243 562	193 266
. - - - - - Autres titres de participation	0	0	0	0	36	0	37	1
. - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	193 759	470	195 866	1 637	300 594	0	373 495	72 901
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	68 622	0	72 871	4 249
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	68 622	0	72 871	4 249
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	158 810	0	157 742	-1 068	231 972	0	300 624	68 651
. - - - - - Dont: positions interbancaires	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	158 810	0	157 742	-1 068	231 972	0	300 624	68 651
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres secteurs	34 949	470	38 124	2 705	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	34 077	470	37 137	2 590	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	872	0	987	115	0	0	0	0
. - - - - - Autres sociétés financières	12 308	470	14 919	2 141	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	12 308	470	14 849	2 071	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	70	70	0	0	0	0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	22 641	0	23 205	564	0	0	73	73
. - - - - - À court terme	21 769	0	22 288	519	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	872	0	917	45	0	0	0	0
. - - - - - Prêts	141 028	0	151 229	10 201	944 660	4 609	1 037 948	88 679
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	62 150	94	47 781	-14 463
. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	62 150	94	47 781	-14 463
. - - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	136 682	0	141 883	5 201	95 900	0	80 393	-15 507
. - - - - - À court terme	80 863	0	70 267	-10 596	418	0	436	18
. - - - - - À long terme	55 819	0	71 616	15 797	95 482	0	79 957	-15 525
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	661 220	4 439	787 380	121 721
. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0	0	0	0	45	45
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	45	45
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	23 106	124	21 710	-1 520	22 051	15	101 058	78 991
. - - - - - À court terme	21 674	124	20 278	-1 520	20 739	15	60 287	39 533
. - - - - - À long terme	1 432	0	1 432	0	1 312	0	40 771	39 459
. - - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	31 210	0	32 691	1 481	701 296	18 198	672 143	-47 351
. - - - - - Banque centrale	0	0	0	0	114 795	0	181 246	66 450
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	114 795	0	181 246	66 450
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	238	0	42	-196	103 808	0	0	-103 808
. - - - - - À court terme	238	0	42	-196	103 808	0	0	-103 808
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres secteurs	30 972	0	32 649	1 677	482 692	18 198	490 897	-9 993
. - - - - - À court terme	30 938	0	32 615	1 677	22 161	478	29 675	7 036
. - - - - - À long terme	34	0	34	0	460 531	17 720	461 222	-17 029
. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	33	33	466 185	18 153	472 068	-12 270
. - - - - - À court terme	0	0	33	33	10 404	478	16 065	5 183
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	455 781	17 675	456 003	-17 453
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	30 972	0	32 616	1 644	16 507	45	18 829	2 277
. - - - - - À court terme	30 938	0	32 582	1 644	11 757	0	13 610	1 853
. - - - - - À long terme	34	0	34	0	4 750	45	5 219	424
. - - - - - Droits de tirage spéciaux	0	0	0	0	58 721	116	58 836	0
. - - - - - Avoirs de réserve	45 569	56	32 548	-13 077	0	0	0	0
. - - - - - Or monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Or métal	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Comptes en or non affectés	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Droits de tirage spéciaux	39 787	20	10 007	-29 800	0	0	0	0
. - - - - - Position de réserve au FMI	1 382	37	18 553	17 135	0	0	0	0
. - - - - - Autres avois de réserve	4 400	0	3 988	-412	0	0	0	0
. - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	4 400	0	3 988	-412	0	0	0	0
. - - - - - Créances sur les autorités monétaires	4 245	0	3 834	-411	0	0	0	0
. - - - - - Créances sur d'autres entités	155	0	154	-1	0	0	0	0
. - - - - - Titres	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Titres de créance	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Titres de participation et	0	0	0	0	0	0	0	0

Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
parts de fonds de placement								
. - - - - - Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
. - - - - - Autres créances	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCEAO

Annexe 8 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(en millions de FCFA)

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
EUROPE	124 589	74 662	33 479	48 037	40 668
UNION EUROPEENNE	110 787	72 598	31 254	46 425	39 489
ZONE EURO	57 644	64 540	28 922	44 299	36 247
Allemagne	4 543	3 527	1 803	1 917	1 104
Belgique	10 870	2 650	3 107	12 578	5 914
Espagne	2 549	4 067	960	2 214	2 673
France	34 243	45 811	12 944	15 753	17 415
Irlande	22	37	12	24	0
Italie	2 269	2 249	611	2 676	2 613
Pays-Bas	2 940	3 697	8 900	6 861	4 081
Autres pays de la zone Euro	206	2 501	585	2 276	2 447
AUTRES PAYS DE L'UE	53 142	8 059	2 332	2 126	3 243
Danemark	11 296	183	0	167	109
Pologne	41 545	212	1 577	12	2 002
Royaume-Uni	301	986	755	1 945	1 094
Autres	1	6 678	0	2	38
AUTRES PAYS D'EUROPE	13 802	2 064	2 225	1 612	1 178
Norvège	19	231	0	0	5
Russie	0	10	3	0	29
Suisse	13 782	1 784	873	1 576	1 060
Ukraine	0	35	47	32	84
Autres	1	4	1 302	4	0
AFRIQUE	368 015	427 693	262 027	300 029	362 042
UEMOA	218 201	234 591	148 872	204 309	272 331
Bénin	56 447	59 321	41 758	59 069	74 600
Burkina	77 354	94 346	38 421	64 334	76 902
Côte d'Ivoire	18 048	10 588	13 538	15 814	37 394
Guinée-Bissau	1	24	-	1 277	413
Mali	14 458	11 984	15 435	21 664	32 940
Niger	47 842	53 352	37 513	38 856	44 821
Sénégal	4 050	4 976	2 208	3 294	5 261
CEDEAO (hors UEMOA)	90 160	137 809	82 407	59 914	69 925
Ghana	40 926	78 137	35 781	32 264	41 635
Guinée	916	840	457	1 300	3 578
Nigeria	47 591	58 426	44 748	25 248	23 511
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	728	406	1 422	1 101	1 200
CEMAC	53 360	45 389	27 479	24 220	13 081
Cameroun	1 913	2 030	4 869	3 459	1 391
Congo (Brazzaville)	2 561	1 633	1 450	2 043	5 116
Gabon	45 015	39 993	19 354	17 528	5 329
Guinée Equatoriale	1 453	854	557	444	442
République Centrafricaine	388	214	776	335	206
Tchad	2 030	665	473	411	597
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	6 293	9 903	3 268	11 586	6 706
Afrique du Sud	457	87	215	382	296
Angola	1 016	2 350	400	127	49
Maroc	1 292	1 914	571	7 991	3 285
République Démocratique du Congo (Ex-Zaïre)	723	1 567	1 695	570	1 716
Tunisie	7	39	97	308	95

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Autres	2 799	3 946	290	2 209	1 264
AMERIQUE	1 455	16 375	1 783	16 692	13 679
Antilles Néerlandaises	-	1 989	-	-	-
Brésil	-	2	-	-	-
Canada	227	353	85	9 224	10 806
Cuba	-	11 554	-	-	-
USA	1 162	2 441	1 662	3 038	2 859
Autres pays d'Amérique	66	36	37	4 430	14
ASIE	41 034	43 136	39 048	87 821	68 948
Chine	8 794	8 087	7 112	4 527	5 538
Inde	6 663	16 096	10 004	38 870	32 540
Indonésie	6 614	6 429	5 405	9 545	4 000
Liban	3 424	5 252	133	252	321
Malaisie	4 486	1 151	2 510	9 907	9 981
Pakistan	8	703	666	321	2 588
Taiïwan	2 858	648	882	57	309
Vietnam	4 673	4 442	5 621	7 527	3 020
Autres pays d'Asie	3 514	328	6 717	16 815	10 650
OCEANIE	-	3 062	0	642	3 665
Australie	-	3 062	-	0	3 664
Autres pays d'Océanie	-	0	-	642	1
TOTAL	517 117	564 928	336 336	453 222	489 002

Source : BCEAO

Annexe 9 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(en millions de FCFA)

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
EUROPE	314 522	384 154	382 904	365 549	378 616
UNION EUROPÉENNE	292 947	321 951	328 534	334 268	322 015
ZONE EURO	236 407	298 521	297 991	292 157	279 168
Allemagne	15 127	24 225	32 987	37 646	39 948
Belgique	56 842	38 911	44 217	38 969	41 150
Espagne	22 678	43 572	40 771	39 481	18 444
France	80 166	75 916	79 510	95 915	94 908
Italie	13 656	14 971	16 429	15 206	13 207
Pays-Bas	29 111	72 806	41 660	20 721	45 068
Autres pays de la zone Euro	18 828	28 121	42 416	44 219	26 444
AUTRES PAYS DE L'UE	56 540	23 430	30 543	42 111	42 847
Danemark	5 087	1 474	1 165	2 986	3 217
Lettonie	26 891	2 575	15 171	17 633	7 757
Royaume-Uni	14 442	5 263	5 638	9 012	8 263
Suède	2 055	5 028	689	4 569	3 688
Autres	8 066	9 091	7 880	7 909	19 923
AUTRES PAYS D'EUROPE	21 575	62 203	54 370	31 281	56 601
Islande	0	1	61	569	1
Norvège	912	4 221	370	325	239
Russie	11 205	29 165	35 939	23 904	28 907
Suisse	1 748	2 966	3 068	3 513	13 320
Turquie	-	17 665	12 448		
Ukraine	7 274	6 095	1 607	2 610	14 024
Autres	436	2 091	878	360	111
AFRIQUE	125 082	133 018	109 149	181 360	146 495
UEMOA	39 311	45 298	39 924	47 889	57 993
Bénin	3 366	5 342	6 775	4 876	8 356
Burkina	795	384	579	3 020	2 569
Côte d'Ivoire	25 694	25 273	20 085	23 670	31 739
Guinée-Bissau	2 830	7 429	6 774	8 242	6 334
Mali	45	499	54	545	119
Niger	40	588	68	56	29
Sénégal	6 542	5 782	5 590	7 480	8 848
CEDEAO (hors UEMOA)	46 773	55 204	37 417	42 397	54 115
Ghana	36 488	46 775	31 095	34 528	36 036
Nigeria	8 533	7 948	6 317	7 840	17 844
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	1 752	481	4	29	235
CEMAC	1 023	4 536	290	839	1 419
Cameroun	1 005	4 247	274	781	462
Congo (Brazzaville)	0	283	0	2	55
Autres CEMAC	19	6	15	57	902
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	37 975	27 980	31 519	90 235	32 968
Afrique du Sud	17 792	9 436	15 204	50 339	10 714
Egypte	3 270	3 982	3 206	3 514	3 014
Maroc	8 357	10 275	9 006	23 172	10 385
Mauritanie	5 465	321	1 723	5 982	4 688
Mozambique	1 256	2	0	0	1 652
Seychelles	0	54	0	0	0
Tunisie	1 530	1 394	1 595	2 217	1 720

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Autres	305	2 515	786	5 012	796
AMERIQUE	93 963	110 545	49 261	52 410	51 496
Antilles Néerlandaises	-	10 079	3 870	1 606	0
Brésil	12 352	12 725	9 973	12 990	9 062
Canada	8 860	12 885	5 543	7 430	9 004
Cuba	-	21 576	-	-	-
Mexique	1 608	187	829	2 247	1 767
USA	68 726	49 898	25 951	25 279	20 335
Autres pays d'Amérique	2 417	3 196	3 095	2 858	11 328
ASIE	303 018	337 846	317 188	426 627	510 012
Arabie Saoudite	8 295	14 135	19 309	25 061	30 514
Chine	117 002	154 706	151 984	205 805	299 902
Corée du sud	18 314	11 390	11 914	11 637	13 524
Emirats arabes unis	6 482	7 686	8 102	14 945	16 786
Inde	27 076	27 640	27 766	39 378	34 696
Japon	25 821	34 828	33 302	41 780	46 213
Liban	1 804	3 498	3 535	2 456	2 239
Malaisie	11 379	31 887	7 842	10 049	11 105
Thaïlande	24 187	18 815	18 839	17 248	10 127
Turquie	13 494			13 399	15 744
Autres pays d'Asie	49 164	33 262	34 596	44 870	29 163
OCEANIE	-	538	637	88	380
Australie	-	426	557	55	379
Autres pays d'Océanie	-	113	79	33	1
TOTAL	836 584	966 101	859 139	1 026 033	1 086 999

Source : BCEAO

Annexe 10 : Matrices sur les échanges intra-communautaires (en millions de FCFA)

A – Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2016

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 540,0	9 923,7	9,0	50 769,2	46 307,5	543,9	17 221,9	129 315,2
	Burkina	1 433,2		11 550,5	13,0	13 016,2	10 298,9	4 313,7	24 005,0	64 630,5
	Côte d'Ivoire	24 140,5	294 190,0		1 299,4	282 693,5	26 207,9	75 433,1	125 621,7	829 586,1
	Guinée-Bissau	0,0	1,3	0,0		573,9	19,7	3 890,2	0,0	4 485,2
	Mali	11 175,2	65 957,7	77 250,2	80,8		14 951,5	94 158,8	5 194,9	268 769,1
	Niger	11 172,7	19 276,7	4 494,5	1,9	45 319,1		738,4	10 519,1	91 522,4
	Sénégal	13 701,7	32 970,1	81 875,2	35 583,6	289 731,8	17 429,5		14 917,0	486 209,0
	Togo	141 090,0	97 778,0	39 547,8	455,0	36 772,4	49 489,3	6 153,3		371 285,8
	UEMOA	202 713,2	514 713,9	224 641,9	37 442,6	718 876,1	164 704,4	185 231,4	197 479,6	2 245 803,2

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

B – Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2016

(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		2 397,4	6 307,3	8,4	4 326,2	1 232,2	6 661,2	4 386,8	25 319,6
	Burkina	2 518,5		10 771,6	22,1	27 080,8	2 323,0	9 698,7	6 116,2	58 531,1
	Côte d'Ivoire	10 733,2	15 531,3		75,0	66 161,3	6 451,9	20 686,2	9 552,2	129 191,1
	Guinée-Bissau	291,3	38,7	131,8		1 147,9	404,4	6 499,3	222,7	8 736,2
	Mali	2 428,9	3 615,4	5 817,8	46,2		3 823,3	10 993,1	5 918,8	32 643,5
	Niger	1 646,7	1 355,6	4 632,1	95,3	8 478,9		3 629,2	7 933,0	27 770,8
	Sénégal	2 476,9	2 146,5	4 477,5	3 979,3	21 418,9	10 419,0		4 462,7	49 380,8
	Togo	2 640,6	2 384,1	6 797,0	7,3	2 394,5	3 800,0	6 930,1		25 038,1
	UEMOA	22 736,1	27 469,1	38 935,1	4 233,7	131 008,5	28 453,9	65 097,8	38 592,3	356 526,5

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

C - Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2016

(en millions FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 395,8	2 612,9	106,6	874,7	1 844,9	3 246,9	6 154,5	19 236,2
	Burkina	11 809,4		4 140,7	102,0	5 089,0	5 378,2	3 864,7	10 350,6	40 734,6
	Côte d'Ivoire	13 168,9	13 921,2		59,4	6 829,2	2 258,2	5 936,4	8 229,2	50 402,4
	Guinée-Bissau	115,0	408,0	303,8		520,4	11,8	3 741,2	0,0	5 100,2
	Mali	2 731,1	13 820,9	7 601,3	631,1		3 433,0	4 779,1	2 580,9	35 577,4
	Niger	3 626,2	1 954,4	3 068,3	23,0	2 128,3		4 830,9	4 410,0	20 041,2
	Sénégal	2 063,6	4 423,9	1 719,7	1 351,0	3 958,4	1 719,7		569,5	15 805,7
	Togo	14 623,9	1 569,2	792,7	71,9	880,2	715,9	5 028,4		23 682,3
	UEMOA	48 138,2	40 493,4	20 239,5	2 344,9	20 280,2	15 361,6	31 427,6	32 294,7	210 580,1

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int